

Savoirs

JUIN
2025

sans frontières

Regards sur l'impact de la communauté
étudiante internationale universitaire au Québec

PAR VOLUME10

Savoirs

JUIN
2025

sans frontières

Regards sur l'impact de la communauté
étudiante internationale universitaire au Québec

PAR VOLUME10

Les opinions, constats et conclusions ou recommandations exprimés dans le présent rapport sont uniquement ceux de Volume10 et ne reflètent pas nécessairement le point de vue des fondations mentionnées, dont l'implication s'est limitée au financement du projet.

Table des matières

L'étude en bref	10	L'étude en quelques chiffres	12	L'impact des étudiants internationaux après leur diplomation	104	Portraits	154
Un mouvement inscrit dans l'histoire du savoir	14	Comprendre les divers ressorts de la mobilité étudiante	18	Les avantages pour le Québec Quitter le Québec après les études			
L'impact de l'accueil international pendant les études	48	Les motivations de la mobilité étudiante L'ascendant des pays du monde anglo-saxon La part des universités canadiennes L'émergence de la mobilité étudiante au Québec Portrait de la fréquentation internationale des universités		La remise en question de l'accueil d'étudiants internationaux au Québec	182	Et maintenant ?	228
L'impact pour les universités Le rôle des effectifs internationaux inscrits aux cycles supérieurs L'importance de sortir du lot : les classements et l'internationalisation L'impact économique des effectifs internationaux pour le milieu d'accueil Un facteur de transformation urbaine				Un parcours complexe pour venir étudier au Québec Une tradition d'accueil remise en question Les facteurs derrière les réformes contemporaines La place de la langue française au Québec Une couverture médiatique influente Des répercussions déjà visibles Une vision stratégique pour les universités et le positionnement scientifique du Québec			
				Personnes interviewées	236		

Note méthodologique

Dans le cadre de cette étude, est considéré comme étudiante ou étudiant international toute personne inscrite dans un établissement d'enseignement postsecondaire au Québec, qui ne détient ni la citoyenneté canadienne ni le statut de résident permanent, et dont le lieu de résidence permanente se situe à l'extérieur du Canada au moment de sa demande d'admission.

Bien que les cégeps et les collèges accueillent également des étudiantes et étudiants internationaux, notre étude se concentre sur le niveau universitaire, incluant les trois cycles d'études : le baccalauréat au premier cycle, puis les cycles supérieurs, soit la maîtrise au deuxième cycle et le doctorat au troisième cycle.

Les données mobilisées dans cette étude combinent des données secondaires provenant de sources gouvernementales et universitaires, et des données primaires issues d'une centaine d'entrevues menés auprès d'actrices et d'acteurs du milieu de l'éducation, de la recherche, de l'économie et de la société civile.

Mot des commanditaires de l'étude

Fondation Écho
Fondation Hewitt
Fondation Jarislowsky
Fondation Molson

Fondation R. Howard Webster
La Fondation Rossy
Fondation Sandra et Alain Bouchard
Fondation Familiale Trottier

Nous sommes heureux d'avoir soutenu l'étude « Savoirs sans frontières : Regards sur l'impact de la communauté étudiante internationale universitaire au Québec ».

Ensemble, nous visons à améliorer le bien-être des membres de notre communauté. Dans cette perspective, l'évaluation de l'impact des étudiantes et étudiants internationaux sur la prospérité culturelle, sociale et économique du Québec est un sujet important pour tous les Québécois et Québécoises puisqu'il a le potentiel d'améliorer le bien-être des membres de notre communauté.

Nous avons voulu soutenir la réalisation d'une étude factuelle, objective et indépendante sur ce sujet, afin de mettre à la disposition de tous une base de faits, d'exposer les nombreux mécanismes économiques, culturels et sociaux en place, et d'illustrer les situations réelles d'anciens étudiants internationaux passés par les universités québécoises.

Nous remercions la société Volume10 pour la réalisation de ce travail approfondi, reposant sur des analyses de données, des entretiens avec plus de 80 responsables issus de la société civile ainsi que la présentation de plus de 20 profils d'anciens étudiants internationaux.

Nous souhaitons que cette étude serve à nourrir le débat qui nous concerne tous. En effet, accueillir et intégrer avec succès des étudiants internationaux doit contribuer à la prospérité du Québec.

Nous espérons que la lecture de cette étude vous intéressera et nourrira votre réflexion sur ce sujet important pour notre avenir et notre succès collectif.

L'étude en bref

Associée à la naissance même des universités, au Moyen-Âge, la mobilité étudiante internationale accompagne depuis les deux grandes missions universitaires : créer et diffuser le savoir. Cette pratique séculaire demeure aujourd'hui un puissant vecteur de collaboration internationale et d'innovation.

Au Québec, le phénomène a connu une évolution singulière. Alors que les universités comme McGill accueillait des cohortes étudiantes internationales dès le 19^e siècle, plusieurs établissements sont restés relativement isolés jusqu'à la Révolution tranquille.

Ce n'est qu'après les réformes des années 1960 que la majorité des universités, incluant le tout nouveau réseau d'universités du Québec, s'est véritablement ouvert sur le monde.

Aujourd'hui, la réalité est tout autre. À l'automne 2024, le nombre d'étudiantes et d'étudiants internationaux inscrits aux universités québécoises est de 57 440. Cela signifie que près d'une personne sur cinq étudiant dans une université québécoise provient de l'étranger, une proportion qui monte à une sur deux pour les études de doctorat. Cette présence internationale, loin d'être marginale, est devenue essentielle pour nos établissements. Elle enrichit les salles de classe par la diversité des perspectives, stabilise les finances universitaires face à la stagnation des effectifs locaux et la croissance limitée des autres sources de revenus, et soutient activement la recherche dans des secteurs stratégiques.

Dans plusieurs secteurs de pointe, et tout particulièrement dans les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques (STIM), la contribution des cohortes étudiantes internationales est tout simplement irremplaçable. Sans eux, la recherche québécoise connaîtrait une diminution importante sous le poids d'un déficit structurel de talents locaux.

L'impact économique est également considérable. En 2022, les dépenses des étudiants internationaux ont atteint 4,2 milliards de dollars au Québec, soit près de 1 % du PIB provincial. Au-delà des chiffres, c'est tout un écosystème qui se consolide : logement, restauration, transports, culture. Les villes universitaires, particulièrement en région, voient leur dynamisme renforcé par cette présence.

Après leur diplomation, ces talents contribuent doublement à notre société. Ceux qui s'établissent ici, déjà partiellement intégrés grâce à leur parcours étudiant, renforcent notre bassin de main-d'œuvre qualifiée, créent des entreprises et stimulent l'innovation.

Ceux qui repartent ont le potentiel de devenir des ambassadeurs du Québec, facilitant les échanges scientifiques, culturels et commerciaux avec leur pays d'origine.

Pourtant, depuis 2022, plusieurs réformes ont complexifié l'accueil de ces étudiants. Quotas d'admission, incertitudes quant aux voies d'immigration, méfiance croissante : l'écosystème québécois d'accueil international est fragilisé. Une baisse

significative des demandes d'admission est déjà observable, de l'ordre de 45 % en moyenne dans les universités québécoises.

Si cette tendance se concrétise par une diminution du nombre d'étudiants internationaux au Québec, elle forcera un exercice de rationalisation dans plusieurs établissements. La qualité des programmes est également à risque, les étudiants les plus talentueux étant les plus mobiles, et donc à même de rejeter l'option d'étudier au Québec. À terme, ce sont les secteurs de pointe de l'économie québécoise qui ressentiraient les effets de cette réduction d'effectifs, confrontés à une disponibilité réduite de talents pour les entreprises et organismes d'ici.

L'accueil des étudiants internationaux représente certes des défis, notamment la francisation, le logement et la capacité institutionnelle, mais ces défis sont gérables si abordés avec rigueur et cohérence. À l'inverse, les avantages sont majeurs, systémiques et durables pour l'ensemble de la société québécoise.

Dans ce contexte de compétition mondiale accrue pour les talents, et alors que les États-Unis adoptent des politiques plus restrictives, le Québec se trouve face à un carrefour stratégique. Plutôt qu'une approche précipitée, notre société gagnerait à adopter une vision cohérente et ambitieuse, articulée autour de trois axes fondamentaux.

1. Attirer et accueillir des étudiants internationaux dont les profils sont en phase avec nos valeurs et nos priorités, tout en s'assurant que les institutions investissent les ressources nécessaires pour garantir une expérience étudiante à la hauteur de la promesse du Québec.

2. Retenir ces talents en créant des passerelles solides vers le marché du travail, en valorisant leur potentiel entrepreneurial et en facilitant leur intégration sociale, notamment par l'apprentissage du français.

3. Rayonner à l'international en tissant des liens durables avec les diplômés, qu'ils choisissent de s'établir ici ou de repartir, transformant ainsi leur expérience québécoise en un puissant vecteur d'influence mondiale.

La mise en œuvre de cette vision exige une responsabilisation de tous les acteurs : universités plus imputables leurs pratiques d'accueil, employeurs plus engagés dans l'intégration professionnelle, gouvernements plus cohérents dans leurs politiques d'immigration. Elle demande également un suivi rigoureux des trajectoires post-diplomation et un nouvel élan pour la mobilité internationale des étudiants québécois eux-mêmes.

Dans un monde où les dynamiques d'innovation s'accroissent, la capacité du Québec à faire de cette ouverture un levier de développement sera l'une des clés de sa réussite future.

L'étude en quelques chiffres

57 440

Étudiantes et étudiants internationaux inscrits dans les universités québécoises

17%

Proportion des effectifs universitaires issus de l'international au Québec

49%

Proportion des étudiantes et étudiants au doctorat provenant de l'international

56%

Part d'étudiantes et étudiants internationaux qui viennent de pays francophones

~30%

Taux de rétention au Québec après les études, pour les titulaires d'un permis post-diplôme

86,6%

Taux d'emploi des diplômées et diplômés internationaux

1/4

Coût total assumé par l'État pour former une étudiante ou un étudiant international de l'université, comparé à celui d'une personne née au Québec (de la naissance jusqu'à l'obtention du diplôme universitaire)

4,2G\$

Contribution annuelle des étudiantes et étudiants internationaux au PIB québécois

-46%

Chute des demandes d'admission internationales pour l'année universitaire 2025-2026

+10

Modifications aux politiques d'admission des étudiants internationaux, tant à Ottawa qu'à Québec depuis 2020

Un mouvement inscrit dans l'histoire du savoir

Depuis la fondation des toutes premières universités, il y a un millénaire, la réalisation d'études à l'étranger accompagne les deux grandes missions du monde universitaire : la création et la diffusion du savoir. Étudier ailleurs est envisagé comme une expérience positive, permettant non seulement d'acquérir des connaissances de pointe, mais aussi de participer à l'émergence de perspectives inédites.

Plusieurs philosophes, scientifiques ou artistes qui ont marqué l'Histoire y voyaient une source d'inspiration, voire un rite de passage essentiel. On peut même se demander si, sans la possibilité de se former ailleurs, les Copernic, les Rubens et les Curie de ce monde auraient accompli leurs plus célèbres exploits.

Marie Curie (1867–1937), physicienne et chimiste d'origine polonaise, donne une conférence au Conservatoire des arts et métiers à Paris en 1925. Arrivée en France comme étudiante internationale, elle deviendra la première femme à recevoir deux prix Nobel, en physique (1903) et en chimie (1911).

Photo de Jacques Boyer/Roger Viollet
via Getty Images



Pour l'université, la ville et le pays d'accueil, la présence d'une communauté étudiante internationale favorise la diversité culturelle, l'ouverture d'esprit, le réseautage et l'innovation. Elle nourrit et fait rayonner les institutions, tout en créant des ponts indispensables entre la société hôte et le reste de la planète.

Ainsi, malgré les défis que peut présenter cette pratique multiculturelle, l'accueil de talents internationaux dans nos établissements d'enseignement contribue, à maints égards, à la richesse collective.

Dans un contexte de mondialisation et d'économie du savoir, les notions de mobilité et d'innovation sont au cœur de toutes les stratégies économiques nationales. Pourtant, plusieurs pays, comme les États-Unis, l'Angleterre et le Canada, repensent actuellement leur politique d'immigration et, de façon collatérale, l'accueil de cohortes étudiantes internationales. La contribution de ces dernières est aujourd'hui remise en question.

L'apport des effectifs internationaux reste à mieux cerner, notamment en ce qui concerne leur impact réel sur la société, la culture et l'économie québécoises.

Cette étude couvre l'ensemble du secteur postsecondaire, mais se concentre principalement sur les universités, qui constituent le cœur de son analyse.

Au-delà des opinions générales sur cet enjeu, la présente étude brosse le portrait de nos pratiques d'accueil, à la lumière des ambitions nationales en matière de développement.

Éclairée par des entretiens avec des spécialistes, ainsi que par les plus récentes données sur la mobilité étudiante au Québec, elle a pour objectif d'alimenter constructivement les débats publics actuels.



**Comprendre
les divers
visages**

**de la mobilité
étudiante**

Les motivations de la mobilité étudiante

Réfléchir à la mobilité étudiante internationale, c'est avant tout se pencher sur un écart de nature éducative, sociale et économique : celui qui se dessine entre le désir d'apprendre ou le besoin de se former et l'offre nationale en matière d'études supérieures.

Autrement dit, le phénomène qui nous intéresse est le produit d'une tension entre l'aspiration individuelle à une formation enrichissante et les limites de l'enseignement proposé dans le pays d'origine, ou tout simplement une réponse au goût de la découverte.

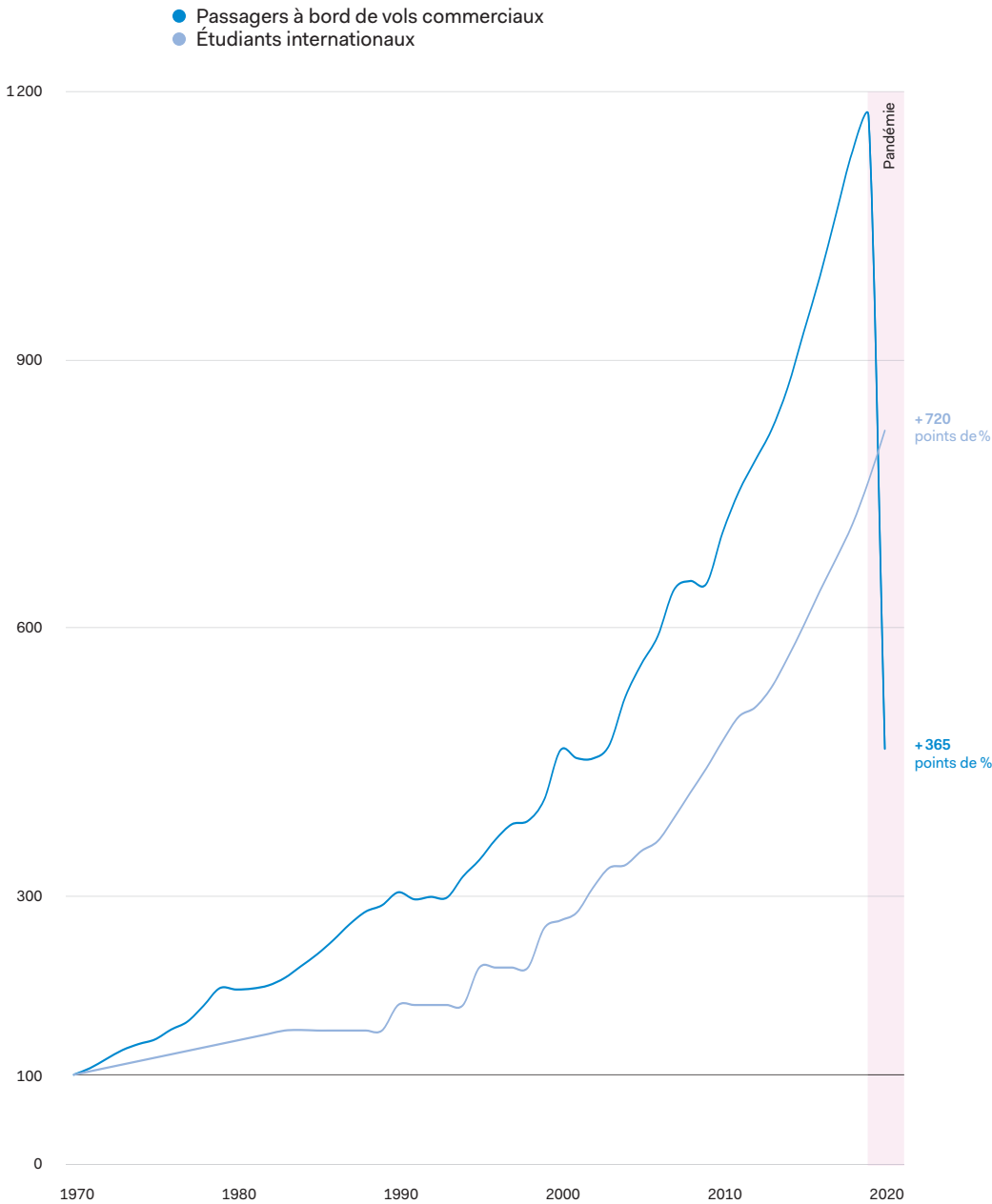
La mobilité internationale peut prendre plusieurs formes, dont l'inscription à un programme complet, la participation à des échanges étudiants, des programmes de double diplôme ou encore des formations

offertes en partenariat, comme les cotutelles de thèse. Cette diversité est facilitée par des initiatives structurantes telles que les programmes d'échange comme Erasmus, l'organisation des universités en réseaux internationaux, ou encore la reconnaissance académique par le biais d'accréditations internationales.

Bien que cette mobilité existe depuis la naissance même des universités, c'est à partir du début des années 2000 qu'elle connaît un essor plus marqué.

Trois principaux facteurs expliquent cette amplification, à commencer par la mondialisation de l'économie, qui a estompé les frontières entre les pays et facilité les déplacements internationaux.

(1970-2020) Évolution du nombre d'étudiantes et étudiants internationaux et du nombre de passagers à bord de vols commerciaux dans le monde

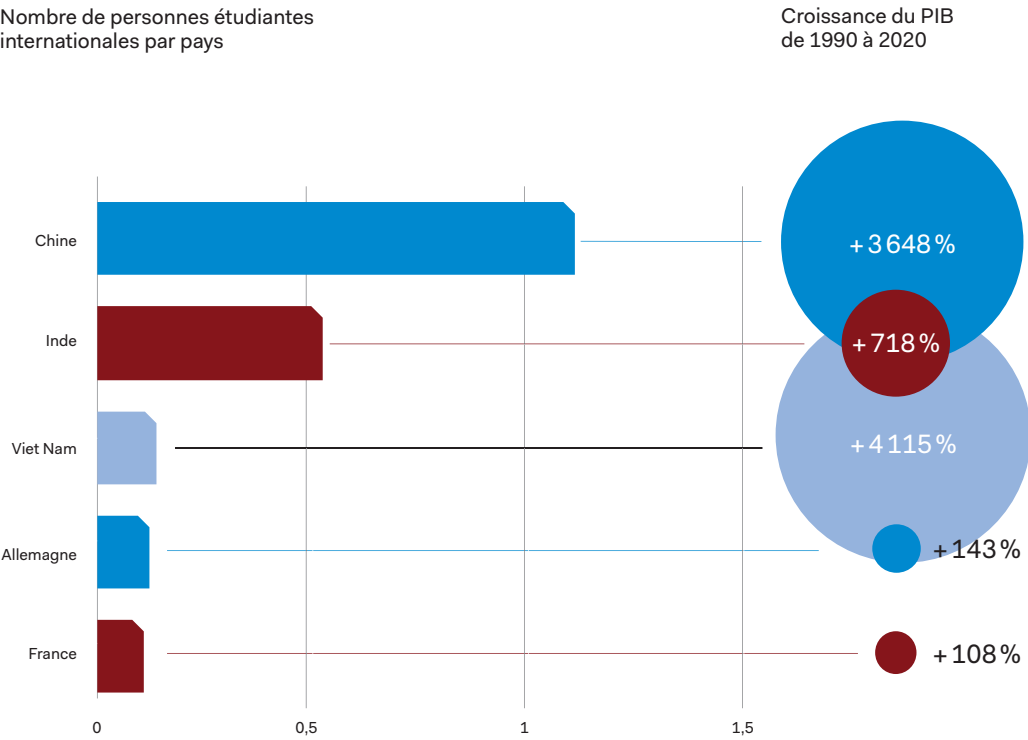


L'augmentation fulgurante du nombre de vols commerciaux illustre l'intensification des échanges internationaux de tout type et, plus largement, de l'intensification de la mondialisation, un courant dans lequel s'inscrit les études à l'étranger

La mondialisation de l'économie est aussi responsable du second facteur accélérant : l'émergence, dans plusieurs nations autrefois défavorisées, d'une classe moyenne dont les jeunes aspirent à étudier à l'étranger pour poursuivre leur ascension sociale et économique.

(2020)
En millions

Les 5 plus grands exportateurs d'étudiants internationaux et la croissance de leur PIB

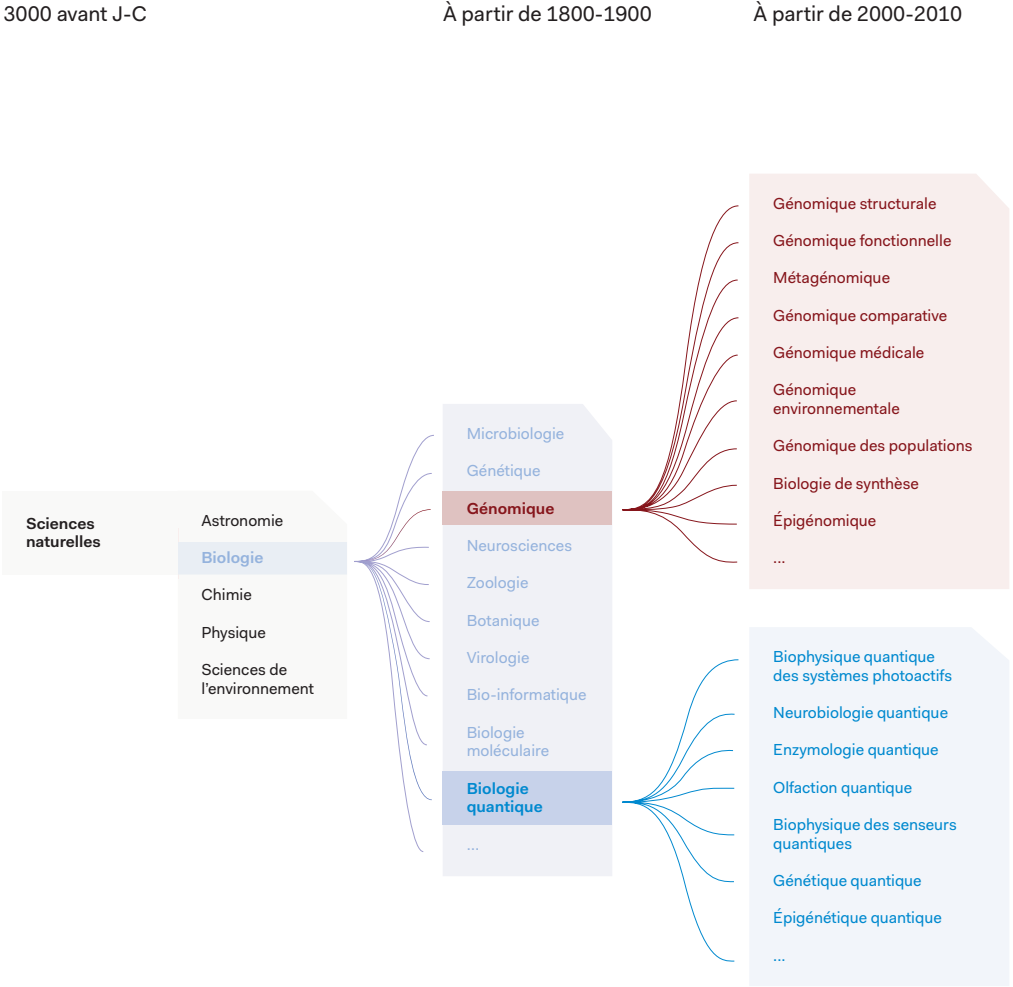


Les 3 pays qui envoient le plus d'étudiants et étudiantes à l'étranger, soit la Chine, l'Inde et le Viet Nam, ont connu une croissance importante de leur PIB depuis les années 1990, deux phénomènes qui se nourrissent mutuellement.

Pendant ce temps, l'Allemagne et la France ont fait de la mobilité étudiante un levier d'intégration européenne.

En troisième lieu, la complexification des disciplines du savoir s'est intensifiée, entraînant la nécessité de se surspécialiser dans des centres de pointe concentrés dans un nombre limité de pôles d'excellence.

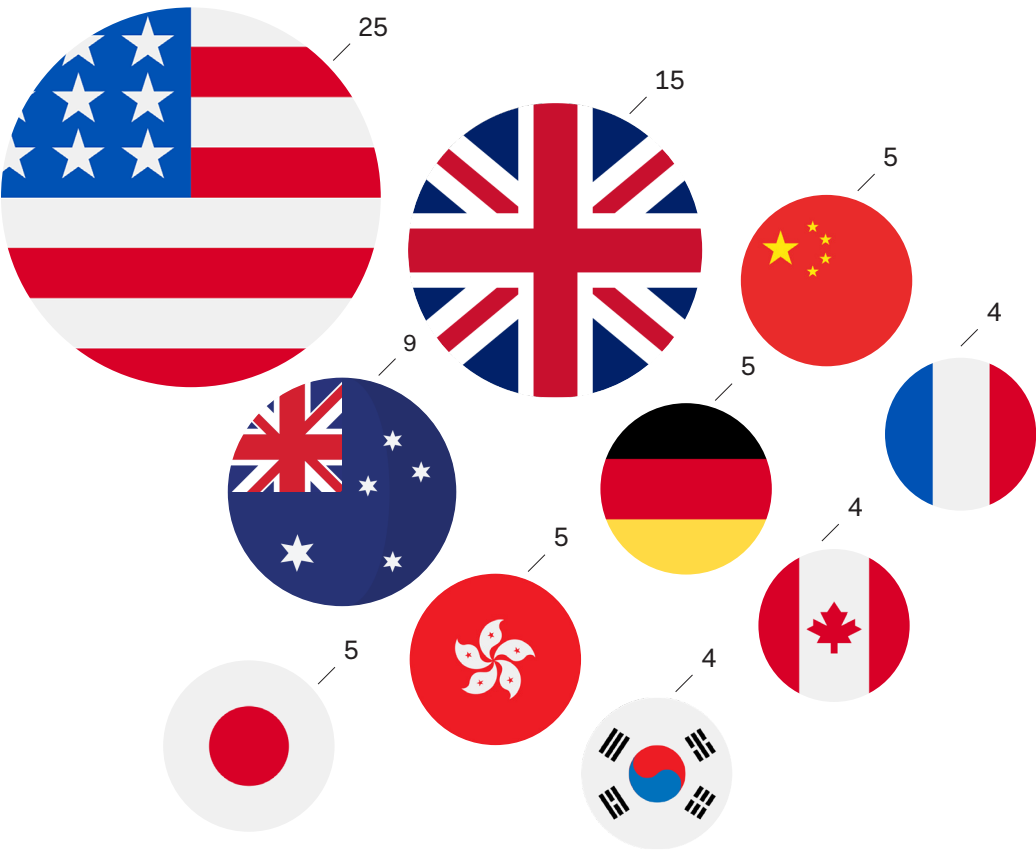
Hyperspécialisation des connaissances
(Exemples des sous-disciplines de la biologie)



L'ascendant des pays du monde anglo-saxon

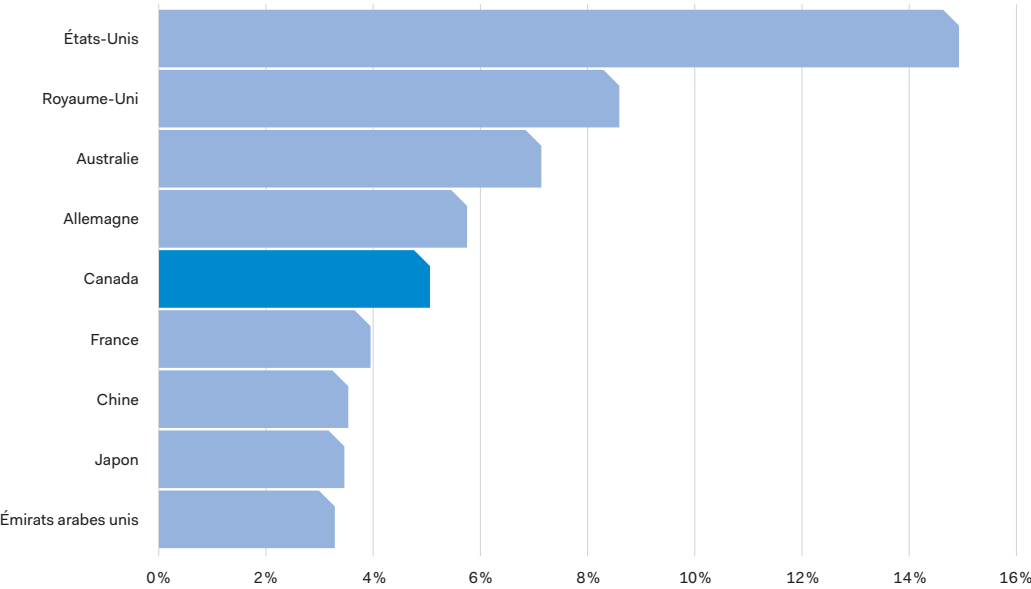
Plusieurs de ces centres de pointe sont aujourd'hui situés aux États-Unis ou au Royaume-Uni, en raison de l'ancienneté, de la variété et de la richesse des réseaux universitaires de ces deux pays.

(2025) Nombre d'universités figurant dans les 100 premières positions du Classement mondial des universités QS, par pays



En effet, les pays anglo-saxons sont ceux qui ont davantage profité de l'essor de la mobilité pour attirer la plus grande part de la population étudiante internationale.

Parts mondiales (2020) Les 10 pays accueillant le plus d'étudiantes et étudiants internationaux



Scientifiques juifs et innovation américaine

En plus de leur ouverture naturelle, les États anglo-saxons ont su capter les occasions liées aux flux de talents. Par exemple, aux États-Unis, l'arrivée de scientifiques juifs fuyant le nazisme a entraîné une hausse de 31 % des brevets dans leurs domaines, avec un impact durable sur l'innovation.

Phys.org, « How Jews who fled the Nazis revolutionized American science » (2014)

Ils abritent certaines des universités les mieux cotées et financées au monde, ce qui leur assure des capacités de recherche inégalées et un prestige avantageux pour l'ensemble du réseau d'enseignement du pays.

Par ailleurs, les États-Unis, le Royaume-Uni et, dans une certaine mesure, l'Australie figurent en tête de liste parce que leur langue nationale, l'anglais, est aussi la première langue internationale des communications. Les nations anglophones sont naturellement favorisées en matière de mobilité étudiante, en particulier par rapport aux 55 pays dont l'anglais est la principale langue secondaire.

À cela s'ajoute le fait que le Royaume-Uni profite toujours des liens tissés dans le cadre de son empire mondial constitué à compter du 17^e siècle.

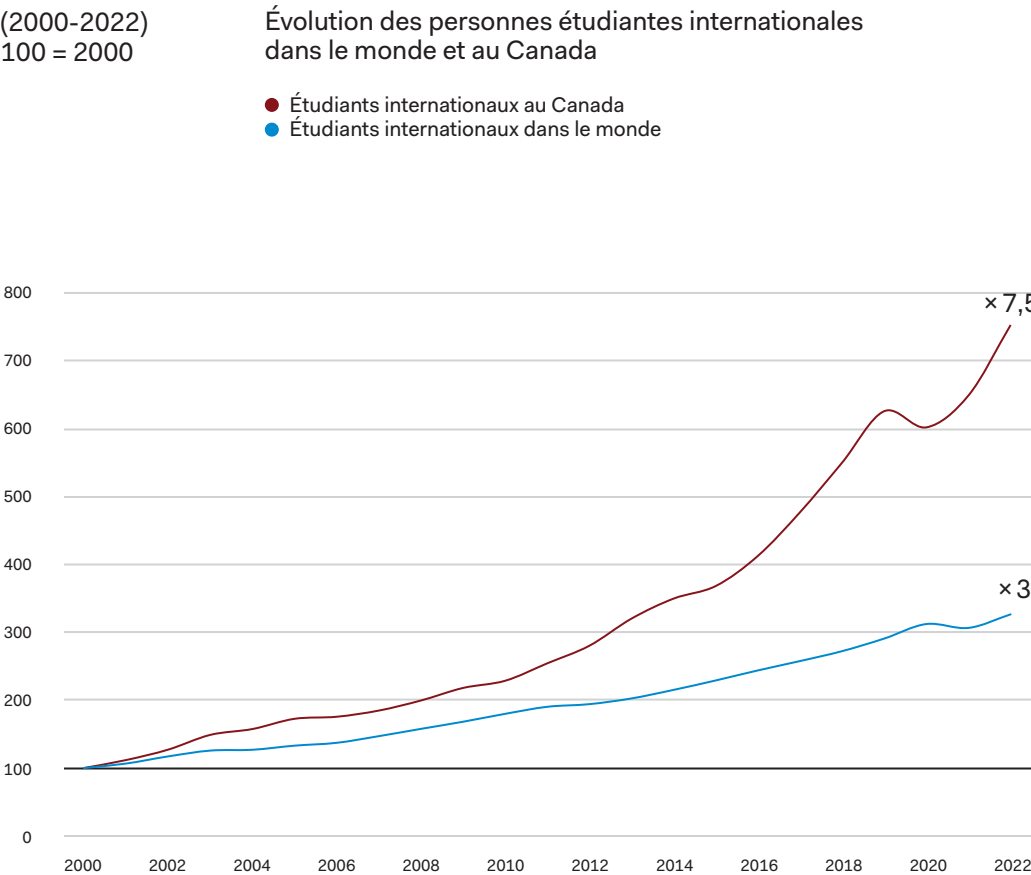
Dans le cas des États-Unis, la projection internationale des intérêts économiques, politiques, stratégiques et culturels du pays rend aussi alléchante l'idée d'y poursuivre des études universitaires.

Finalement, outre leur forte concentration de centres spécialisés et leur expression anglaise, les États anglo-saxons se démarquent grâce à leur économie robuste et innovante, qui attire naturellement les étudiants et étudiantes souhaitant s'établir dans leur pays d'accueil après leur diplomation.

Cette attractivité est renforcée par la valorisation des études supérieures. Omniprésente dans la culture populaire, qui présente l'université comme un passage quasi incontournable vers la réussite professionnelle et sociale.

La part des universités canadiennes

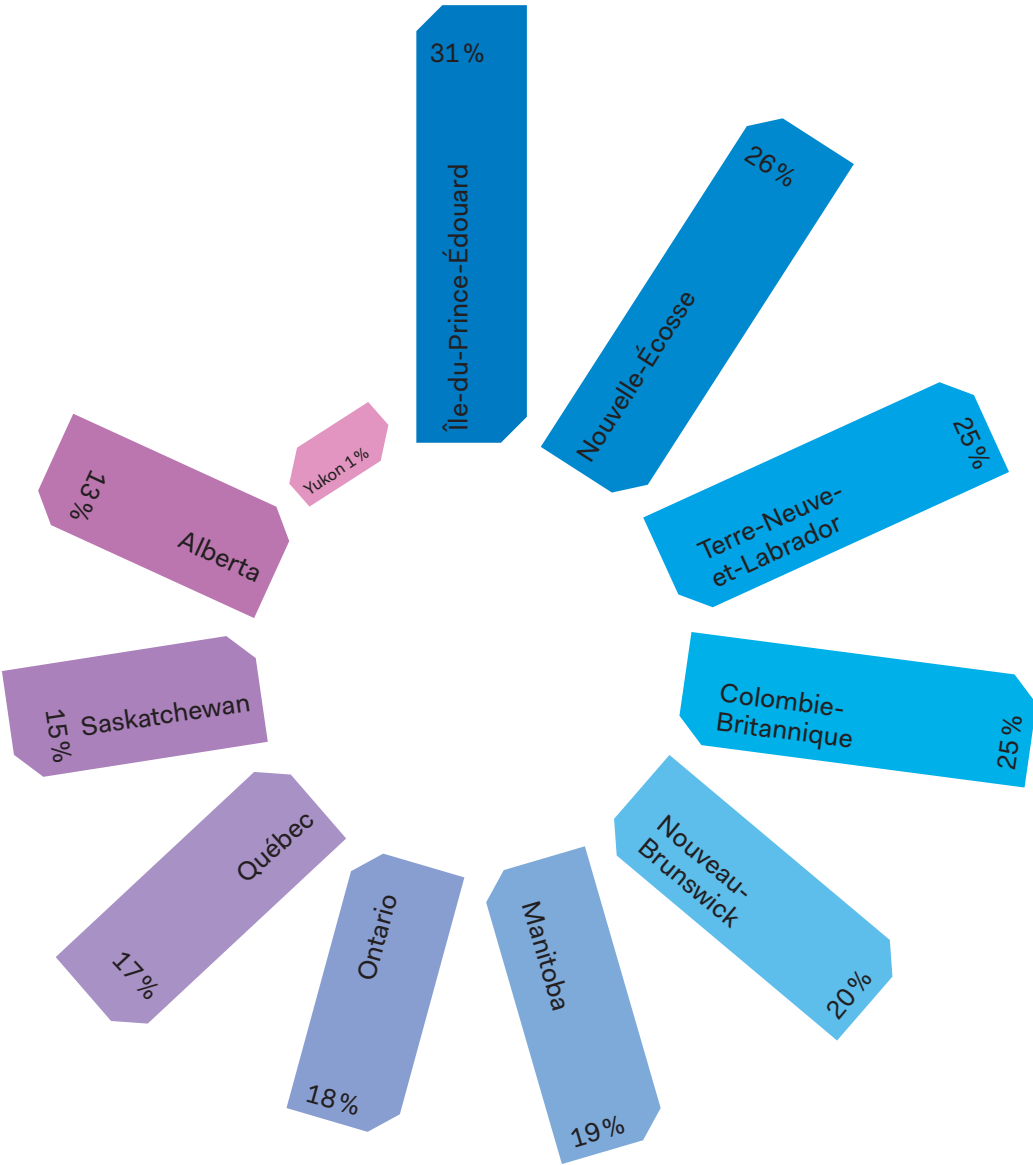
Au trois quarts anglophone, le Canada profite lui aussi d'une augmentation de la population étudiante internationale depuis les deux dernières décennies.

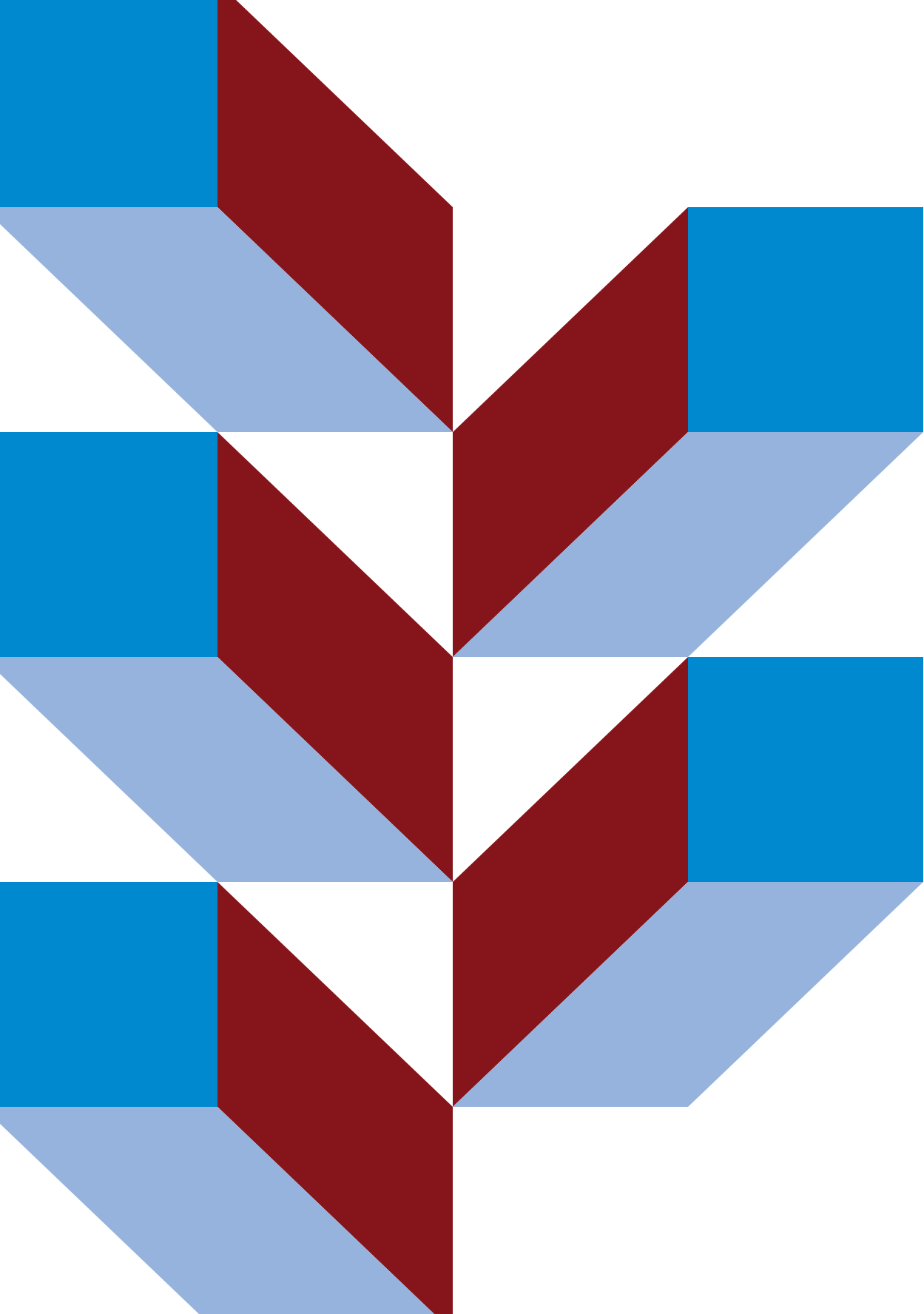


Les provinces les moins peuplées, comme l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse, sont celles où la part relative des effectifs internationaux dans l'enseignement supérieur est la plus élevée.

En matière de taille absolue de la cohorte internationale, c'est toutefois l'Ontario qui accueille le plus grand nombre de personnes.

(2022-2023)
Part des étudiants internationaux parmi la population étudiante au postsecondaire, par province

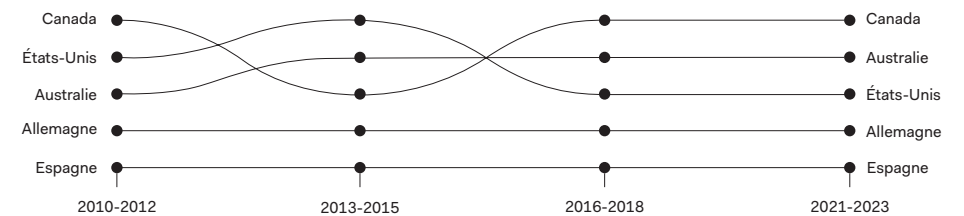




Une part importante de l'attractivité des universités canadiennes découle du fait que leur qualité est estimée quasi équivalente, voire parfois supérieure, à celle des universités américaines, mais à moindre coût. En plus d'être situées en Amérique du Nord, aux portes de la première puissance économique et culturelle mondiale, elles sont prisées parce que le Canada est perçu comme une société stable, sécuritaire et ouverte à l'immigration.

Palmarès des 5 pays les plus attractifs pour les diplômés

* Trié par immigration potentielle nette



*Selon les résultats du Gallop World Poll, un sondage annuel d'environ 150 000 personnes de plus de 150 pays.

Le Canada, dans le top 3 depuis 2010.

The Economist, Our footloose index: the most attractive countries for graduates (2024)

L'émergence de la mobilité étudiante au Québec

Fondée en 1821, soit six ans avant l'Université de Toronto, l'Université McGill figure parmi les plus anciennes universités du Canada. Calquée sur le modèle britannique, elle est également la première institution québécoise à s'être bâtie au cours du 20^e siècle une solide réputation internationale, qui a fait d'elle l'un des pôles de la mobilité étudiante au pays.

Peu après la fondation de ce que plusieurs ont qualifié d'« Harvard of the North » est née l'Université Bishop's (1843), la seconde université anglophone du Québec. S'inspirant des campus universitaires à l'américaine plantés dans de petites communautés, elle s'est aussi mise à accueillir une proportion élevée d'effectifs étrangers, malgré sa taille très restreinte.

Enfin, la création du Loyola College (1896) et du Sir George Williams University (1925), devenus l'Université Concordia en 1974, a aussi favorisé, sur une base volontaire, le tissage de liens internationaux diversifiés, notamment avec la Chine communiste et les Caraïbes.

Du côté des universités francophones, le paysage de la mobilité étudiante était tout à fait différent, voire inexistant, jusqu'aux années 1960. Depuis la création des premiers établissements de formation supérieure au 17^e siècle, l'Église catholique a assumé un rôle de strict contrôle sur les institutions du savoir et de la culture.

En 1852, par l'entremise du Séminaire de Québec, l'Église catholique a officiellement fondé l'Université Laval en obtenant une « Charte royale ». Cet acte de constitution en personne morale ou d'incorporation conférait au Séminaire le droit de décerner des diplômes ainsi que tous les privilèges et pouvoirs propres à une université.

L'Université Laval a ensuite créé en 1878 une succursale à Montréal, qui est devenue l'Université de Montréal en 1920. Mais le nombre de programmes d'enseignement y était très limité.

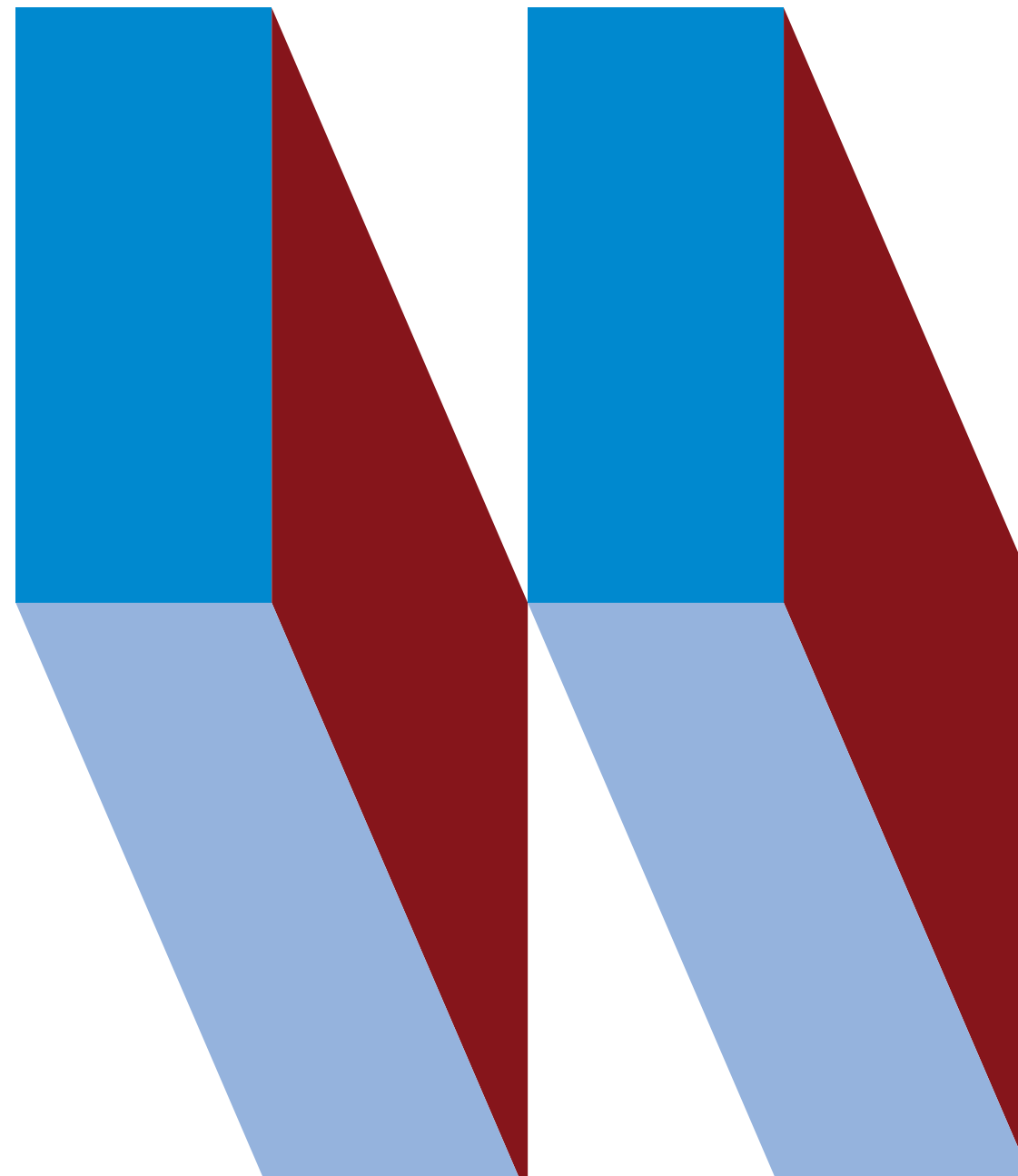
Paradoxalement, alors que le Québec francophone accueillait très peu d'étudiants internationaux, il envoyait plusieurs des siens se former à l'étranger.

La bibliothèque de Carnegie

Autrefois surnommée la ville aux cent clochers, Montréal comptait plus d'églises que de bibliothèques, reflet d'un Québec où la foi l'emportait sur le savoir, voire cherchait à le contrôler. Au tournant du 20^e siècle, les autorités montréalaises refusent le don de 500 000 \$ d'Andrew Carnegie pour bâtir une bibliothèque publique d'envergure.

Westmount, cité à majorité anglophone, a pourtant la sienne depuis 1892. Il faudra attendre 1903 pour voir naître à Montréal une bibliothèque technique, destinée à former la main-d'œuvre.

Goethe-Institut, Au cœur de Montréal, une cathédrale du savoir (2019); Radio-Canada, Les bibliothèques à Montréal, une histoire « riche et un peu désespérante » (2019)



Tendances de l'éducation au Québec

Ces échanges académiques ont façonné une nouvelle élite québécoise, plus instruite, souvent diplômée des grandes universités américaines ou européennes. Spécialistes en économie, en ingénierie, en droit constitutionnel ou en sciences sociales, ces experts ont joué un rôle clé dans la modernisation de l'État québécois, notamment en conseillant le gouvernement Lesage pendant la Révolution tranquille.



Parcours universitaire de Jacques Parizeau

- **HEC Montréal**
Licence en sciences commerciales
obtenue en 1950
- **Institut d'études politiques de Paris**
Diplôme obtenu en 1953,
avec une spécialisation en économie politique
- **Faculté de droit de Paris**
Diplôme d'études supérieures (D.E.S.)
en sciences économiques, obtenu en 1953.
- **London School of Economics**
Doctorat en économie obtenu en 1955,
devenant ainsi le premier Québécois à obtenir
ce diplôme de la LSE

Fabula, Le moment américain des universitaires
québécois : appropriations, transferts et réseaux (1930-1960) (2017)

Ce n'est qu'au début de la Révolution tranquille, dans la foulée des recommandations du rapport Parent (1963-1966), qu'est apparue une structure d'enseignement supérieur laïque, principalement publique et constituée de trois cycles, avec une large gamme de disciplines et d'activités de recherche. Ce système d'enseignement supérieur francophone a commencé à s'ouvrir sur le monde.

Les cégeps sont apparus à compter de 1967 et la loi créant le réseau de l'Université du Québec a été adoptée à la fin de 1968, conduisant à la fondation de ses trois premiers établissements en 1969 (Montréal, Trois-Rivières et Chicoutimi). Les diverses universités québécoises ont instauré de multiples programmes d'études supérieures.

Des bourses d'études destinées à l'accueil international ou à la réalisation de séjours à l'étranger ont contribué à rompre l'isolement universitaire québécois. Les universités ont également cherché à conclure des ententes interuniversitaires et à recruter du personnel enseignant provenant d'autres pays lorsqu'il manquait de spécialistes au Québec. C'est ainsi qu'au cours des années 1960, les établissements d'enseignement québécois ont entamé leur internationalisation.

Portrait de la fréquentation internationale des universités

L'enseignement supérieur québécois regroupe tous les programmes et établissements d'études postsecondaires, répartis en deux niveaux : collégial et universitaire. Le gouvernement du Québec reconnaît 48 cégeps et 18 universités, ainsi que plusieurs écoles nationales, conservatoires et instituts professionnels ou technologiques. Disséminés dans toutes les régions administratives du territoire, ces établissements publics ou privés proposent des formations en français, à l'exception de six cégeps et trois universités anglophones.

(2025)
Québec*

Distribution des établissements d'enseignement postsecondaire par région

* Le Québec compte également un cégep et une université à distance



- Cégeps ● Établissements privés ● Universités
1. Abitibi-Témiscamingue 2. Centre-du-Québec 3. Chaudière-Appalaches
4. Laurentides 5. Côte-Nord 6. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine



Inscriptions
Automne 2023

Les universités du Québec selon l'ampleur
du corps étudiant et le type d'université

- Université à charte
- Réseau de l'Université du Québec

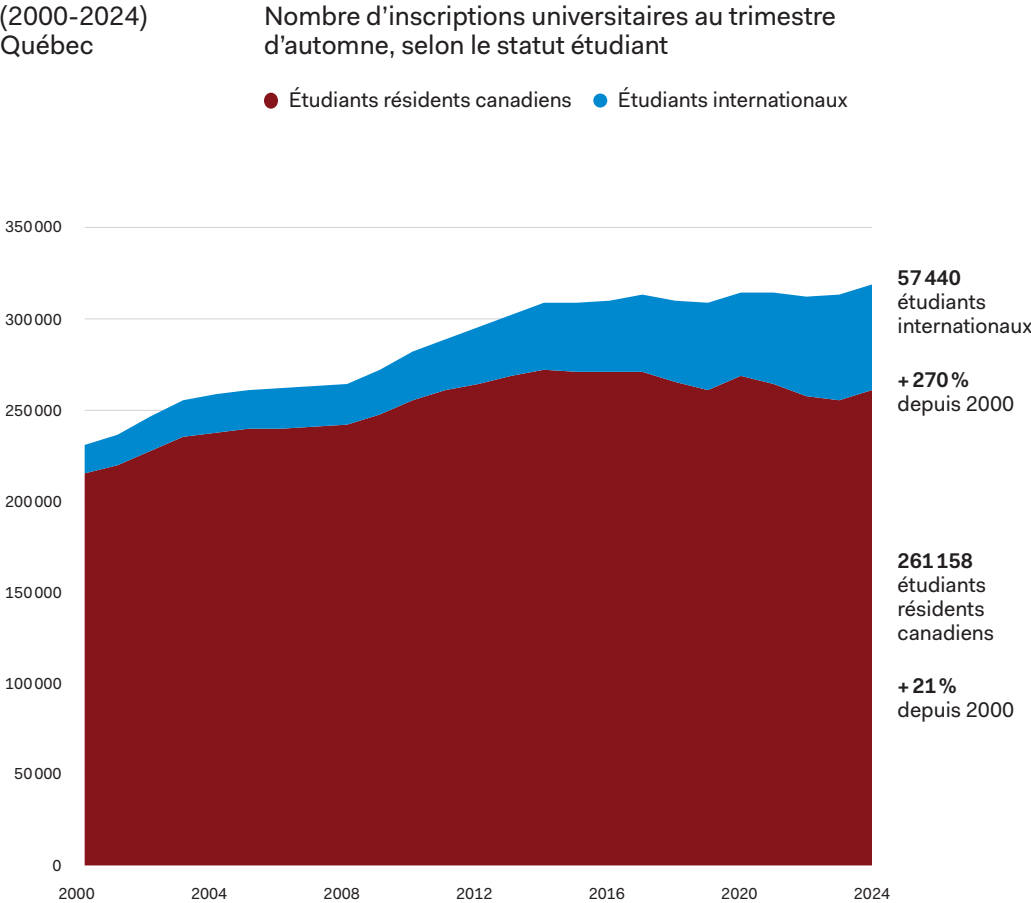
Les 18 universités québécoises, qui accueillent plus de 300 000 étudiants et étudiantes par année au sein de leurs 29 campus, sont assujetties à des lois et à des politiques gouvernementales communes. Elles assurent toutes les mêmes fonctions, soit la formation supérieure aux trois cycles, la recherche et création, le transfert de connaissances et les services au milieu.

Les universités ont cependant un statut juridique mixte. Dix d'entre elles, soit celles du réseau de l'Université du Québec, sont des universités de création publique : elles existent en vertu d'une loi générale de l'Assemblée nationale complétée par un décret gouvernemental instituant chaque établissement. Les autres, souvent désignées comme « à charte », ont été fondées par des groupes privés (ou par l'Assemblée nationale, à la demande de groupes privés).

En 2024-2025, près d'une personne sur cinq (18 %) qui mène des études universitaires au Québec provient de l'extérieur du Canada.

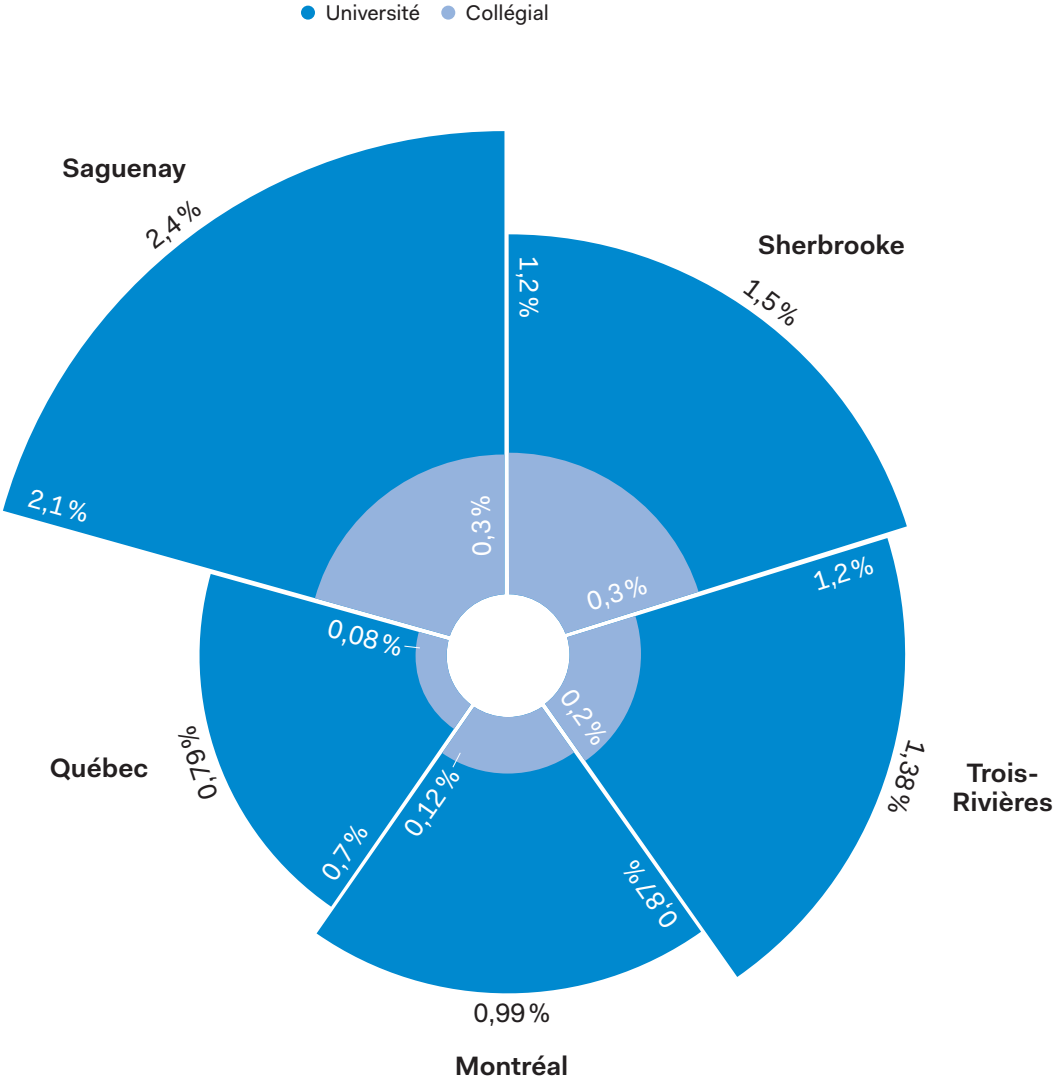
L'Université McGill compte une clientèle issue de 150 nations, et 20 % des effectifs étudiants de Bishop's sont internationaux.

Toutes les universités se sont internationalisées et accueillent aujourd'hui une importante communauté étrangère. C'est dans certaines villes régionales du Québec que la part relative de la clientèle internationale au sein de la population générale est la plus élevée, soit à Saguenay, Sherbrooke et Trois-Rivières.



La proportion d'étudiants internationaux dans les inscriptions universitaires est passée de 7 % en 2000 à 18 % en 2024.

(2022-2023)
Part des étudiantes et étudiants internationaux au sein de la population de la région métropolitaine de recensement (RMR)

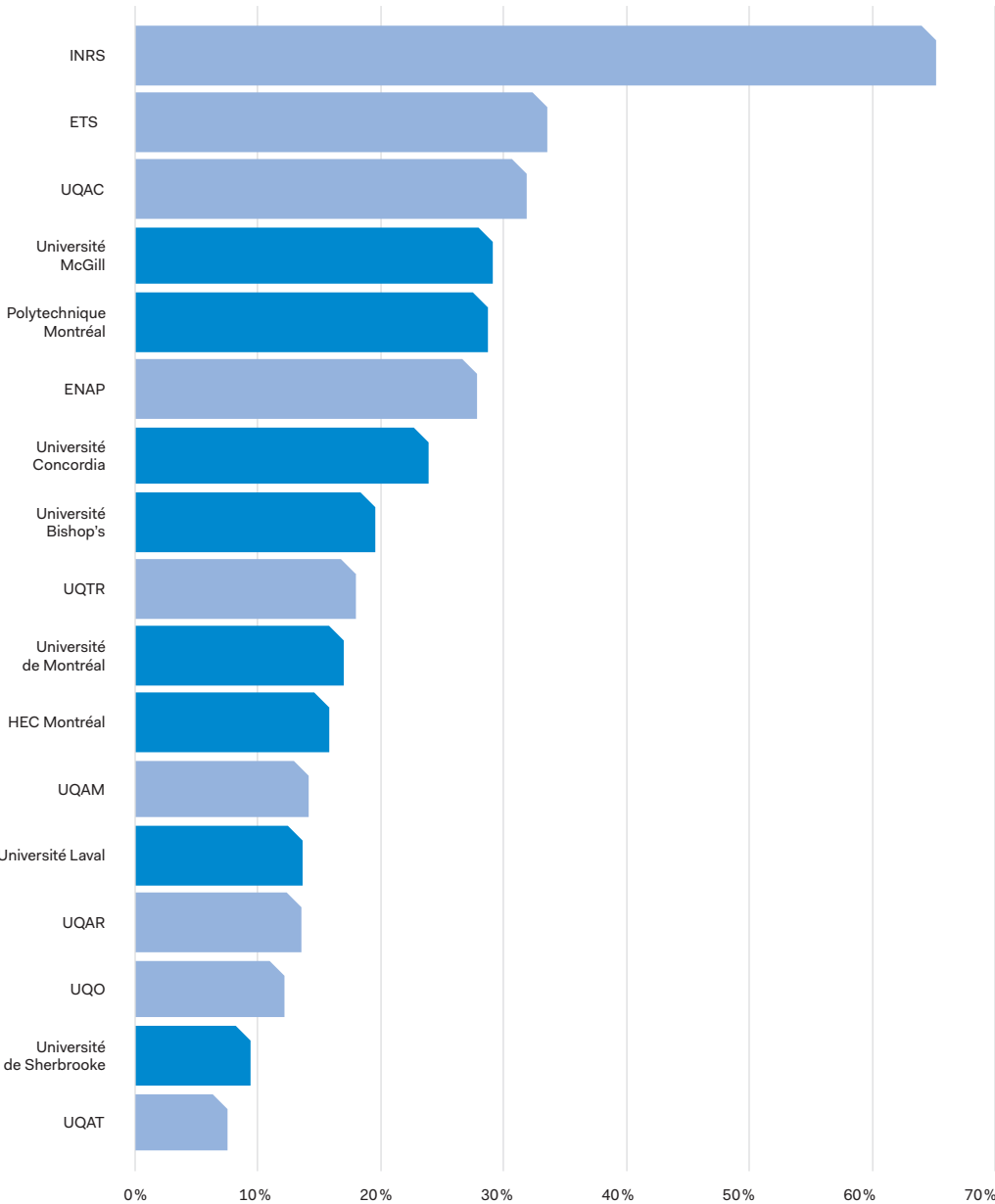


Au cours des 60 dernières années, les universités francophones du Québec ont donc rattrapé le retard qu'elles accusaient sur la scène internationale, rejoignant même leurs consœurs anglophones sur le plan de l'accueil international.

(2023-2024)

Part des étudiants internationaux
au sein de chaque université

- Université à charte
- Université membre du Réseau de l'Université du Québec



En effet, les trois universités québécoises qui présentent le plus grand pourcentage d'effectifs internationaux au sein de leur population étudiante, soit l'Institut national de la recherche scientifique, l'Université du Québec à Chicoutimi et l'École de technologie supérieure, sont francophones.

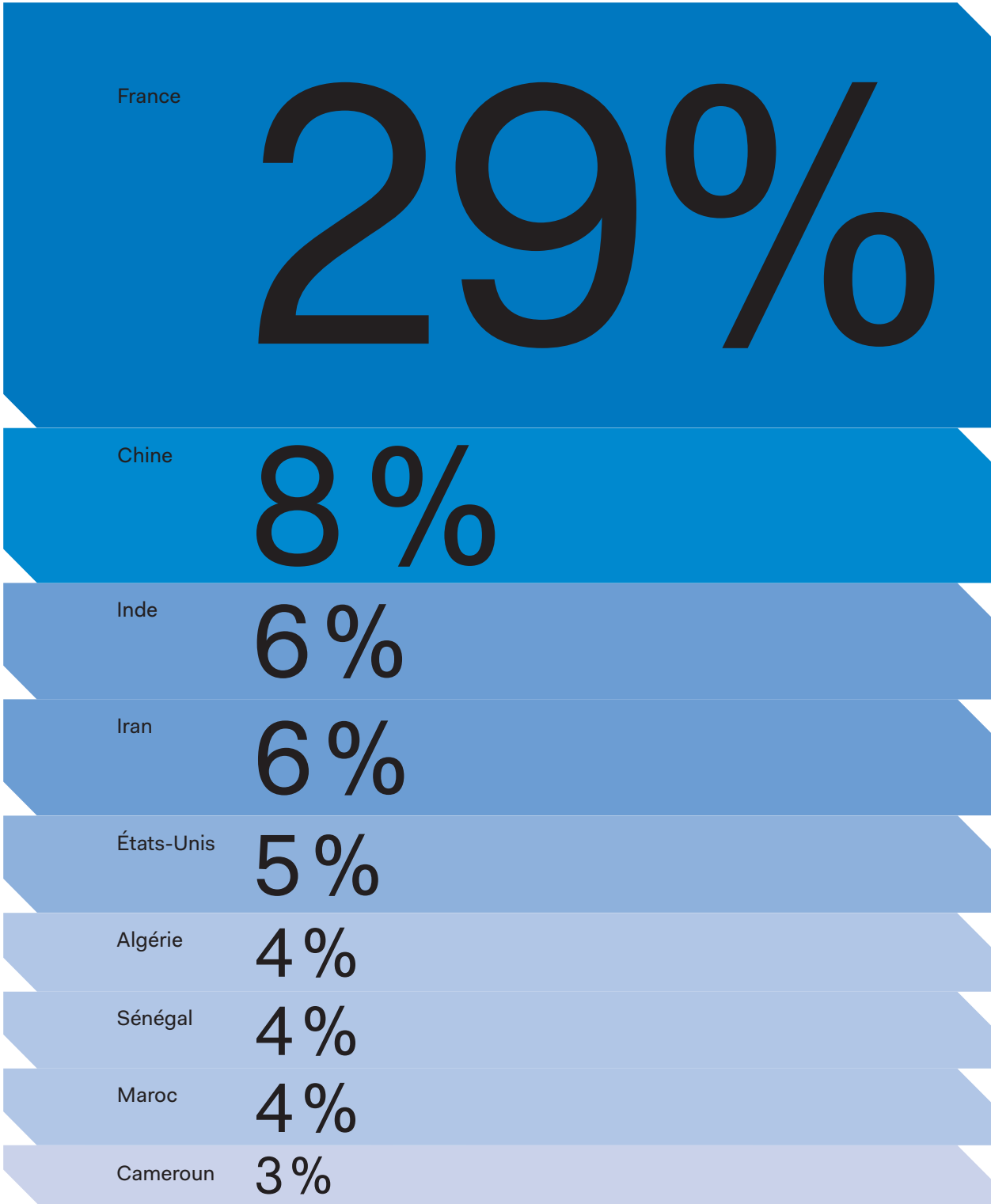
En plus de profiter de la perception positive mondiale à l'égard des institutions anglo-saxonnes, les universités du Québec sont aujourd'hui convoitées par une clientèle issue de la France et de la francophonie mondiale.

D'autres établissements d'enseignement québécois (tels le Collège militaire royal de Saint-Jean, l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec et l'Institut de formation théologique de Montréal) sont également autorisés à proposer des programmes et des diplômes universitaires.

(2023-2024)
Québec

Palmarès des 12 principales nationalités des effectifs étudiants internationaux inscrits à l'université à la session d'automne

Autres pays (34 %)



Les étudiantes et étudiants internationaux arrivent au Québec par une variété de canaux, reflétant la diversité des parcours scolaires et des stratégies de mobilité. Certains font leur entrée par le biais d'échanges encadrés par des ententes interuniversitaires, qui permettent de réaliser quelques semestres au Québec sans quitter leur établissement d'origine.

D'autres optent pour des programmes de double diplôme, qui décernent à la fois un diplôme québécois et celui de leur université d'origine, renforçant ainsi leur employabilité et leur reconnaissance internationale.

Enfin, la plupart des individus choisissent de s'inscrire à un programme régulier de baccalauréat, de maîtrise ou de doctorat afin d'obtenir un diplôme universitaire québécois.

Tant du côté francophone qu'anglophone, les établissements universitaires québécois servent de port d'accueil à une importante communauté étudiante internationale. Ils construisent des ponts avec leurs homologues dans d'autres pays en développant des programmes d'études conjoints, des partenariats de recherche, des doubles diplômes et des projets d'échange.

1

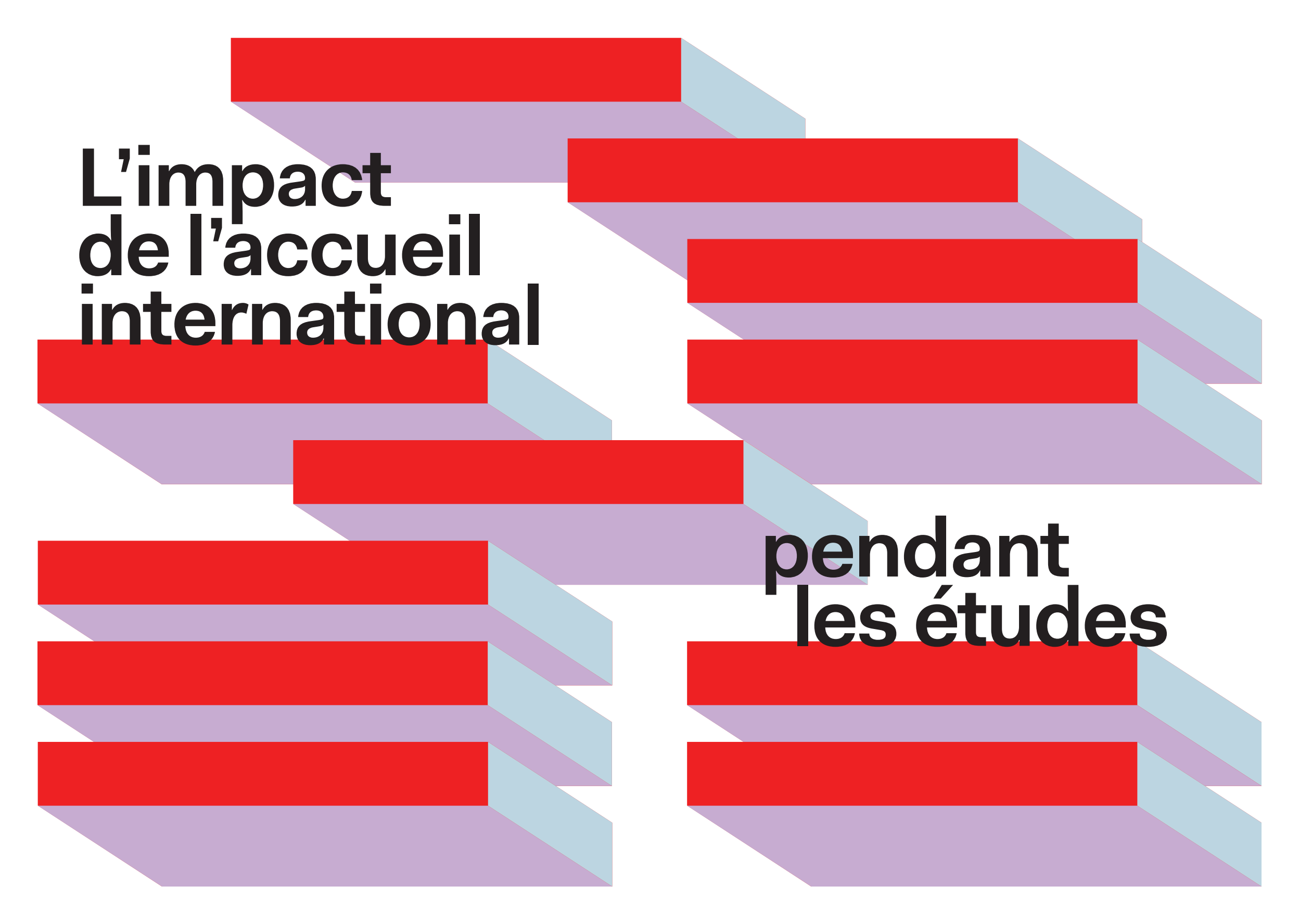
Étude de cas

La mobilité internationale à HEC Montréal

HEC Montréal accueille une grande communauté étudiante internationale grâce aux partenariats universitaires diversifiés. Elle propose plusieurs doubles diplômes avec huit institutions reconnues : l'université de Melbourne, l'université de Bocconi en Italie, la Norwegian School of Economics, l'Université libre de Bruxelles et de nombreuses Grandes Écoles françaises telles que l'EDHEC Business School.

L'école entretient également de nombreux accords d'échange qui permettent à la population étudiante internationale de venir étudier temporairement au Québec.

La plupart des étudiants internationaux inscrits à HEC Montréal, soit environ 75 %, poursuivent le parcours régulier pour terminer une formation de 1^{er}, 2^e ou 3^e cycle. Cette situation se retrouve dans toutes les universités québécoises.



**L'impact
de l'accueil
international**

**pendant
les études**

L'impact pour les universités |

À la tête des motifs qui incitent les universités québécoises à accueillir des effectifs internationaux se trouvent la qualité et la réputation.

En premier lieu, la présence d'étudiantes et étudiants internationaux enrichit considérablement le milieu d'apprentissage. Grâce à leurs profils culturels et professionnels variés, ces individus favorisent l'ouverture et la diversité des perspectives sur les enjeux abordés en classe.

Leurs interactions avec la population étudiante locale sont mutuellement bénéfiques : en plus de renforcer leurs capacités de dialogue et d'écoute, elles leur permettent de bâtir les réseaux de contacts professionnels qui seront utiles à leur carrière.

« C'est une chance inestimable pour un jeune Québécois de côtoyer des étudiants du monde entier durant son parcours universitaire. Qu'ils restent au Québec ou non, ces échanges lui apportent une ouverture précieuse et un réseau international qui marquera son avenir. »

Frantz Saintelley
Chancelier de l'Université de Montréal

Contribution des étudiants internationaux à l'enrichissement social et culturel



Réseautage et impact sur les carrières

Favorise les collaborations futures et les opportunités professionnelles dans un monde globalisé.

Échange culturel et ouverture

Favorise la diversité et la compréhension interculturelle. Enrichit l'environnement académique et social grâce à des interactions et des événements culturels.

Enrichissement académique et innovation

Améliore l'esprit critique, la flexibilité cognitive et la résolution de problèmes complexes.

Développement des compétences interculturelles

Développe l'empathie et la capacité à travailler avec des styles de communication variés.

Attractivité et rayonnement des institutions

Renforce la réputation des établissements. Augmente la diversité et l'attrait des campus en tant qu'acteurs mondiaux de l'éducation.

Le dynamisme interculturel de l'école Nationale de danse contemporaine de Montréal

À l'École nationale de danse contemporaine de Montréal, 35 % de la population étudiante est issue de l'étranger, majoritairement de la France, où la danse est enseignée dès le plus jeune âge au conservatoire. La présence de cette communauté internationale stimule l'émulation culturelle et l'enrichissement artistique des cohortes de l'école.

Les étudiantes et étudiants internationaux exposent leurs collègues à de nouvelles approches tirées du partage de connaissances techniques acquises

dans leur pays d'origine, ce qui enrichit la dimension technique de la formation. En retour, leurs camarades de classe du Québec se distinguent par leur créativité et leur sens artistique, en leur offrant une perspective différente sur l'interprétation et l'expression corporelle.

Cette complémentarité entre technique et expression nourrit un milieu d'apprentissage dynamique et prépare mieux les artistes à évoluer sur la scène mondiale.

« Accueillir des étudiants internationaux, c'est se confronter à d'autres réalités. Et c'est comme ça qu'on fait tomber les idées préconçues. »

Claude Corbo

Ex-recteur de l'Université du Québec à Montréal (UQAM)

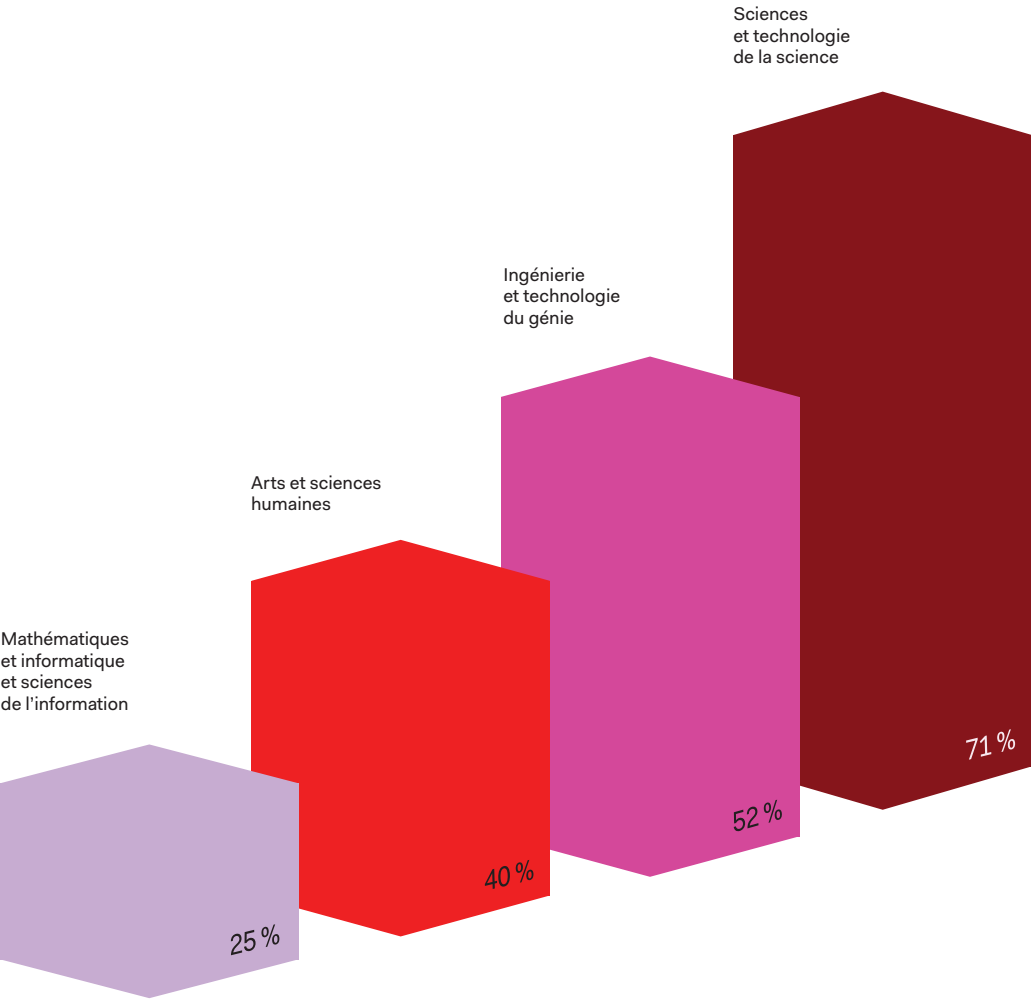
En second lieu, les effectifs étudiants internationaux sont essentiels afin que plusieurs établissements d'études postsecondaires puissent continuer d'offrir une gamme diversifiée de programmes et de cours qui répond aux attentes variées des personnes inscrites et aux avancées du savoir mondial.

En effet, de nombreuses institutions comptent sur la présence d'une cohorte internationale pour atteindre un seuil critique d'inscriptions qui permet de maintenir une offre académique riche et variée.

Sans cet apport, le réseau universitaire québécois serait forcé d'entrer dans un processus d'optimisation, voire de réduction, de son offre globale. Un tel exercice, bien qu'utile à certains égards, ne se ferait pas sans heurts ni dommages : il risquerait d'entraîner une réduction de l'offres de cours, voire la disparition de programmes moins populaires, et cela, dans des proportions variables selon les universités du Québec.

Cela pourrait notamment réduire l'accès local à l'enseignement supérieur en région, forçant une partie de la population étudiante rejoindre les grands centres et fragilisant le dynamisme économique et social des villes de plus petite taille.

(2022-2023) Part des effectifs internationaux inscrits à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue selon les programmes



À l'UQAT, plus de 70 % des inscriptions en science et technologie proviennent d'étudiantes et d'étudiants internationaux. Une baisse de ces effectifs pourrait compromettre la diversité de l'offre de ce programme.

3

Étude de cas

Les cégeps, une réalité similaire à celle des universités

Une étude menée par Aviséo pour le compte de la Fédération des cégeps sur l'impact des effectifs internationaux dans les cégeps publics du Québec a révélé leur rôle crucial pour assurer la pérennité des programmes. Ainsi, 74 % des cégeps indiquent que leur présence permet de maintenir des programmes menacés par un manque d'inscriptions.

Sans la communauté étudiante internationale, 28 programmes techniques auraient été considérés comme en difficulté en 2019-2020, risquant ainsi d'être suspendus ou fermés à cause

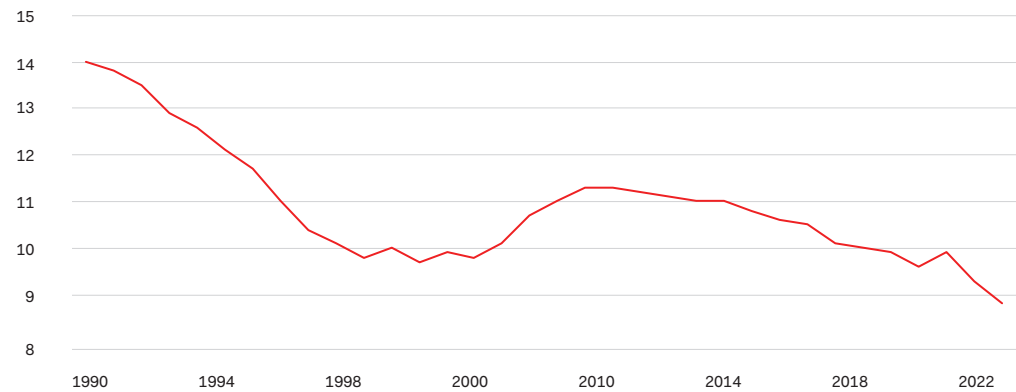
du nombre insuffisant d'inscriptions. Parmi ceux-ci, 21 se situaient à l'extérieur de Montréal et de Québec, soulignant l'importance des effectifs étrangers pour la viabilité des cégeps en région.

L'apport des étudiantes et étudiants internationaux est particulièrement critique dans les programmes techniques, qui sont plus exposés aux fluctuations du nombre d'inscriptions : 84 % des effectifs étrangers y sont inscrits, notamment en gestion de commerces, en informatique, en comptabilité et gestion, en soins infirmiers et en tourisme.

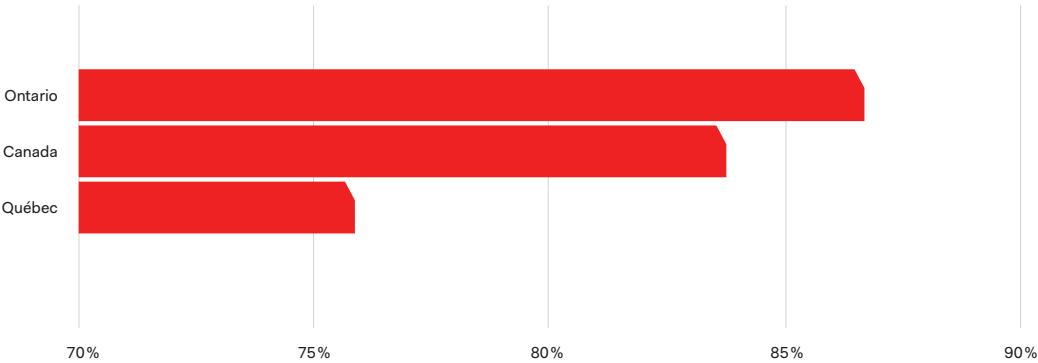
L'enjeu du nombre d'inscriptions est particulièrement criant dans un contexte où la population étudiante née au Canada plafonne depuis plus d'une décennie.

Au Québec, il s'agit carrément d'une stagnation, sinon une réduction des effectifs locaux dans certaines régions, qui s'explique par la baisse de la natalité, mais aussi par les défis liés à la persévérance scolaire au secondaire et par une certaine perte d'intérêt pour les études supérieures. C'est grâce à l'accueil international que les universités ont pu compenser cette baisse et préserver la diversité de leur offre.

(a) Taux de natalité pour 1 000 habitants au Québec (1990 à 2023)

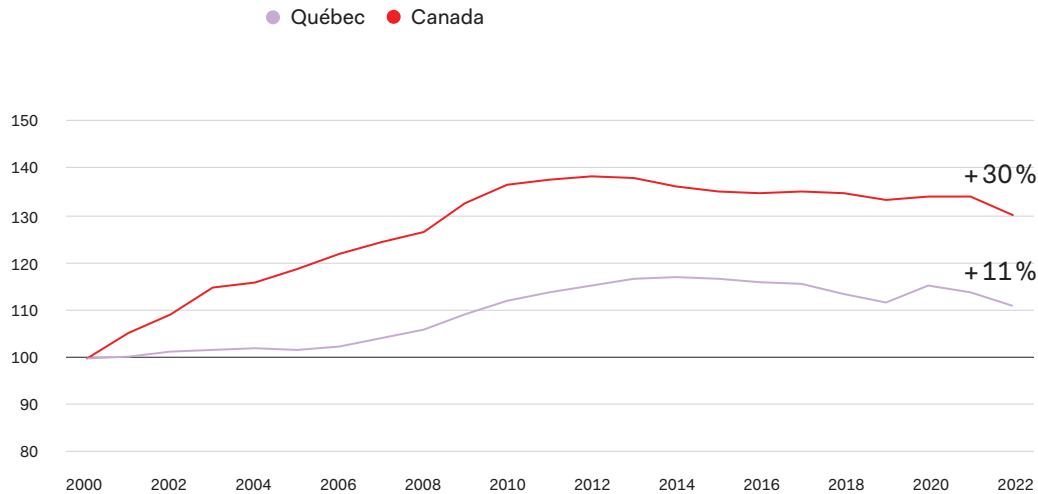


(b) Taux de cohorte réelle d'obtention du diplôme d'études secondaires (2021-2022, Canada, Québec, Ontario)



La baisse de la natalité et le retard en matière de diplomation secondaire se traduisent par une stagnation des effectifs aux études supérieures.

(c) Évolution des effectifs canadiens aux études postsecondaires (Automne 2000-2022, Canada et Québec, 100 = 2 000)



La baisse des effectifs québécois à l'Université du Québec à Montréal

Inscriptions québécoises ↓ 21 %
Inscriptions internationales ↑ 32 %

De 2017 à 2023, la population étudiante de l'UQAM a diminué de 16,8 % soit de 6 700 personnes, une baisse qui s'explique par la décroissance des inscriptions québécoises de -21 %. Durant la même période, les effectifs internationaux ont pour leur part augmenté de 32 %, soit 1 000 personnes de plus.

En 2024, des démarches de recrutement ont permis d'inverser cette tendance : pour atteindre une croissance de 3 % des effectifs étudiants en équivalence au temps plein par rapport à 2023.

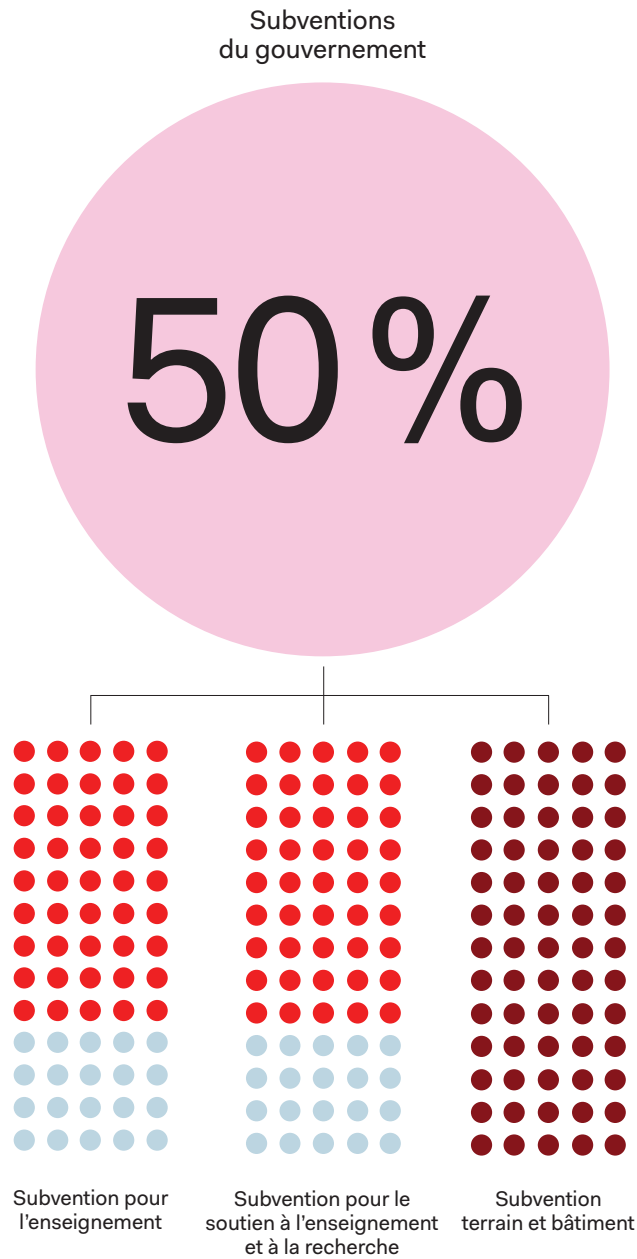
En troisième lieu, les universités tentent de recruter des étudiants et étudiantes à l'extérieur du pays en raison de leur modèle de financement, qui repose sur la recherche de l'équilibre entre des dépenses rigides et des revenus variables.

En effet, environ 85 % de leurs dépenses sont liées au salaire du personnel, et donc régies par des ententes contractuelles à long terme qui sont difficilement compressibles à court terme.

Les revenus sont pour leur part issus du financement gouvernemental (50-60 %), des droits de scolarité (10-15 %) et d'autres sources. Ils dépendent étroitement de la fréquentation des universités, car le volume d'inscriptions constitue la principale variable pour calculer la contribution du gouvernement.

La formule de financement des universités du Québec s'appuie sur 4 sources de financement et dépend principalement du nombre d'étudiants

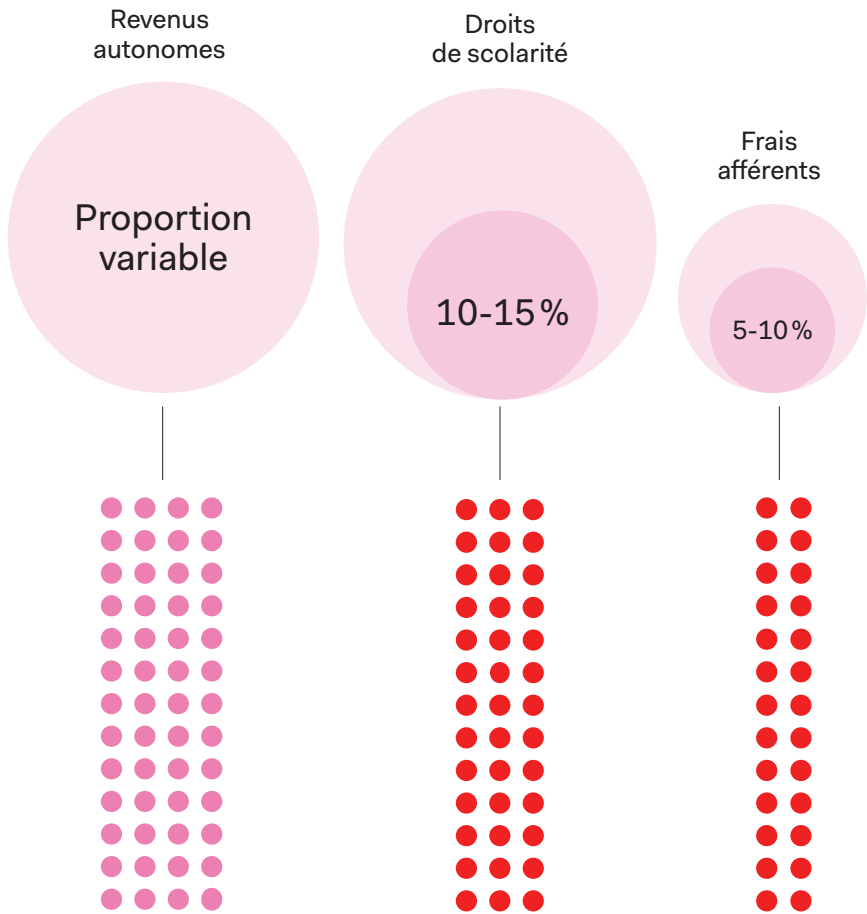
Alors que les proportions des sources de revenus varient, la logique de financement demeure la même pour les universités à chartes ainsi que le réseau UQ.



Facteurs déterminant la hauteur du financement et leur importance totale dans le calcul du financement

- Nombre d'étudiants
- Entretien (Bâtiments, sécurité, terrain, etc.)
- Volume et/ou type d'activités
- Autres

Le nombre d'étudiants inscrits détermine environ 50 % du financement des universités. Il influence directement la hauteur des subventions du gouvernement et d'autres sources de revenus, comme les besoins en espace et en entretien, le volume d'activités et les frais afférents.



Dans un contexte où le bassin étudiant local stagne, et où, ni les droits de scolarité, ni les allocations gouvernementales ne compensent l'augmentation des dépenses universitaires, le financement des universités québécoises, tout particulièrement lorsque comparé à celui des autres provinces canadiennes, demeure un enjeu structurel majeur.

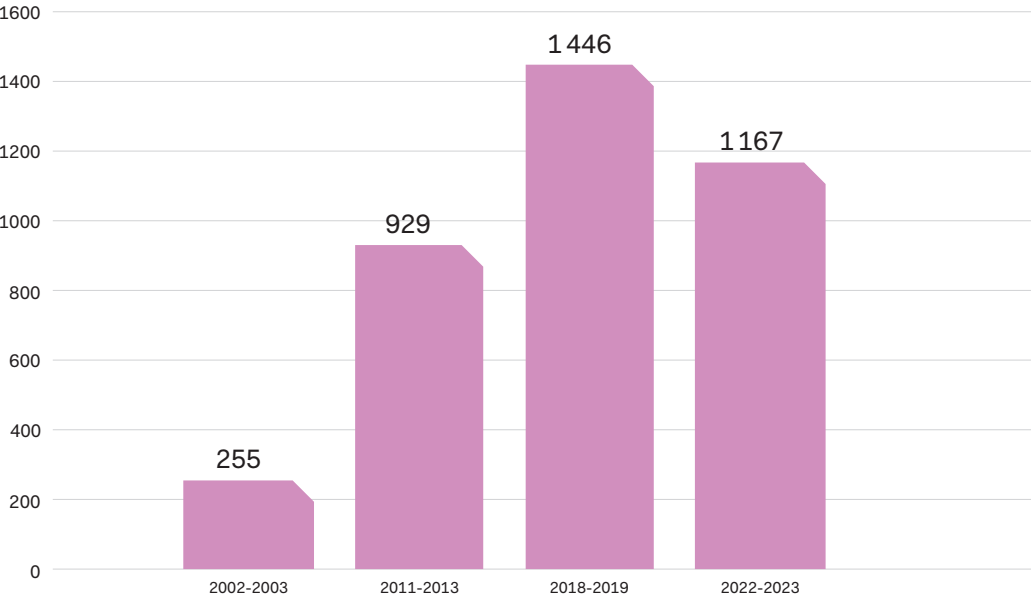
En tenant compte des spécificités régionales et des différences dans la composition des effectifs étudiants, notamment une plus grande proportion de clientèle aux cycles supérieurs et à temps partiel au Québec, les ressources nettes de fonctionnement par personne restent considérablement inférieures à celles des universités hors Québec.

Cet écart s'est creusé au fil des décennies, avec un point bas en 2018-2019, suivi d'une légère remontée. Cependant, l'amélioration est insuffisante pour combler le retard accumulé et assurer un financement équitable.

La pression budgétaire croissante oblige les établissements québécois à se tourner vers des sources de revenus alternatives, dont la contribution des effectifs étudiants internationaux, qui joue désormais un rôle essentiel dans la stabilité financière du réseau universitaire.

À l'automne 2019, les droits de scolarité de la plupart des étudiantes et étudiants internationaux inscrits dans une université québécoise ont été déréglementés, donnant aux universités la responsabilité d'établir les droits de scolarité exigés. En échange, elles ont perdu les subventions de fonctionnement qui leur étaient autrefois octroyées.

(En millions de \$) Ampleur du sous-financement global des universités québécoises par rapport aux universités des autres provinces



Il faudrait investir plus de 1 milliards de dollars par année dans les universités québécoises pour qu'elles rejoignent le niveau de financement des universités canadiennes.

(2024-2025) En milliers de \$ Estimation des frais de scolarité annuels pour une personne étudiante à temps complet à l'UQAM

Programme	Étudiants résidents québécois	Étudiants canadiens non-résidents du Québec	Étudiants français et belges	Étudiants internationaux
1 ^{er} cycle	3	10	10	25
2 ^e cycle sans mémoire	3	8	3	18
2 ^e cycle avec mémoire	4	11	4	23
3 ^e cycle	4	4	4	4

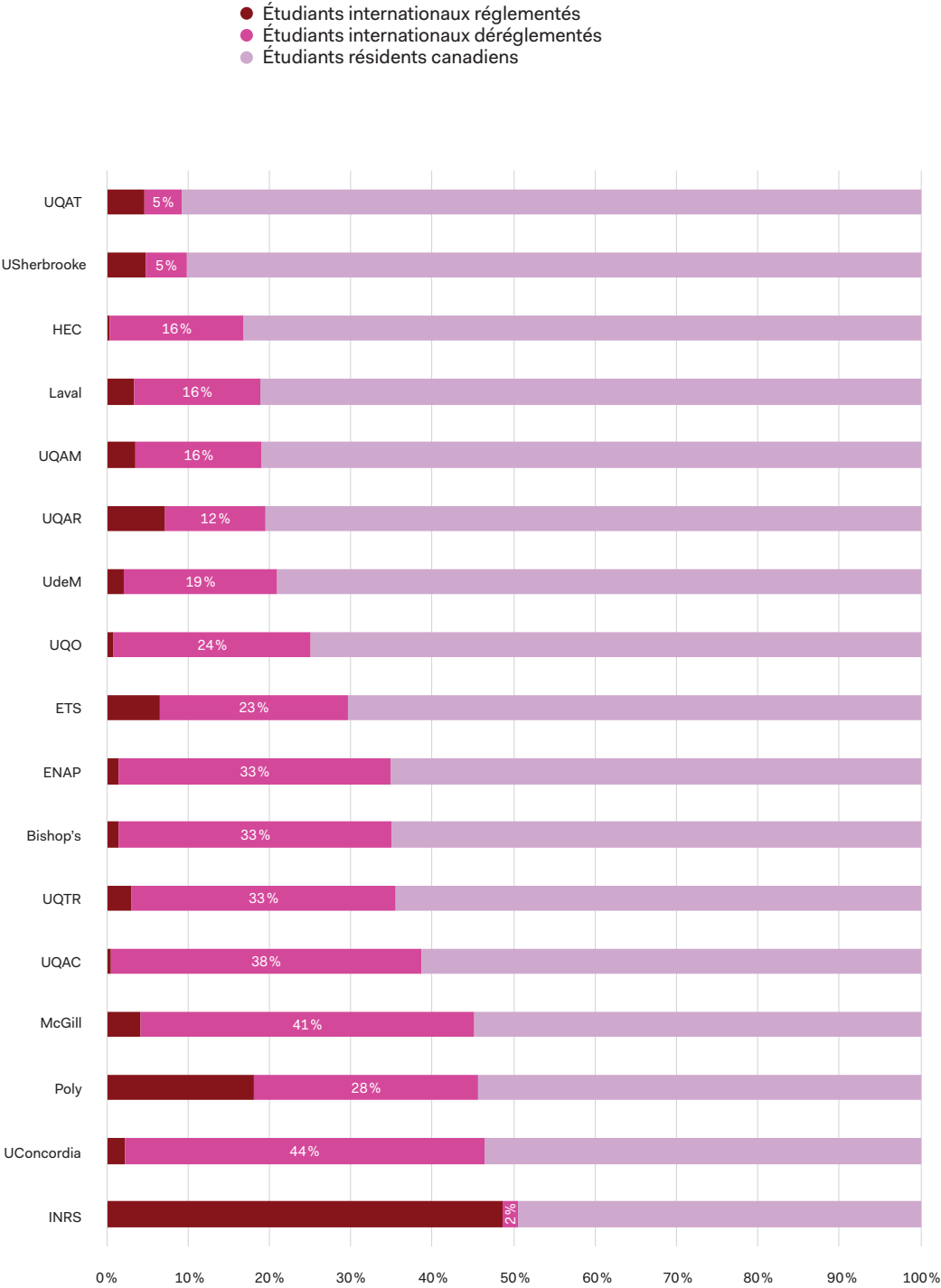
Cette déréglementation comporte des exceptions, notamment pour la maîtrise de recherche et le doctorat, ainsi que pour certaines nations bénéficiant d'ententes de réciprocité, soit la France et la Belgique. Dans ces cas, les droits de scolarité sont déterminés en fonction de ceux de la clientèle canadienne au 1^{er} cycle et de ceux de la clientèle québécoise aux cycles supérieurs.

Cette situation crée la perception d'une distorsion : les universités francophones, prisées par la clientèle française, perçoivent moins de revenus que les universités anglophones. De plus, à l'échelle mondiale, ces dernières bénéficient d'un plus vaste bassin de recrutement, ce qui leur permet d'exiger des frais plus élevés qui accentuent l'écart financier.

Les effectifs réglementés regroupent les étudiantes et étudiants internationaux dont les droits de scolarité sont encadrés par l'État, comme celles et ceux en provenance de la France ou inscrits au doctorat. Les effectifs déréglementés, pour leur part, sont soumis à des droits fixés librement par les établissements.

(2022-2023)

Revenus provenant des étudiants selon la catégorie et l'université



5

Étude de cas

L'augmentation rapide des effectifs internationaux dans les collèges privés

En 2022, le corps étudiant des collèges privés du Québec était composé en moyenne de 36 % d'effectifs internationaux allant jusqu'à 65 %, dans le cas des établissements non subventionnés. Depuis 10 ans, cette clientèle est en hausse, avec une accélération marquée de 2017 à 2021. Les inscriptions étrangères aux collèges privés non subventionnés ont été multipliées par neuf.

Plusieurs collèges privés font miroiter la possibilité d'obtenir le permis de travail postdiplôme convoité par la communauté internationale. Les gouvernements canadien et québécois ont récemment restreint l'accès à celui-ci, ce qui devrait ralentir la croissance des effectifs internationaux.

6

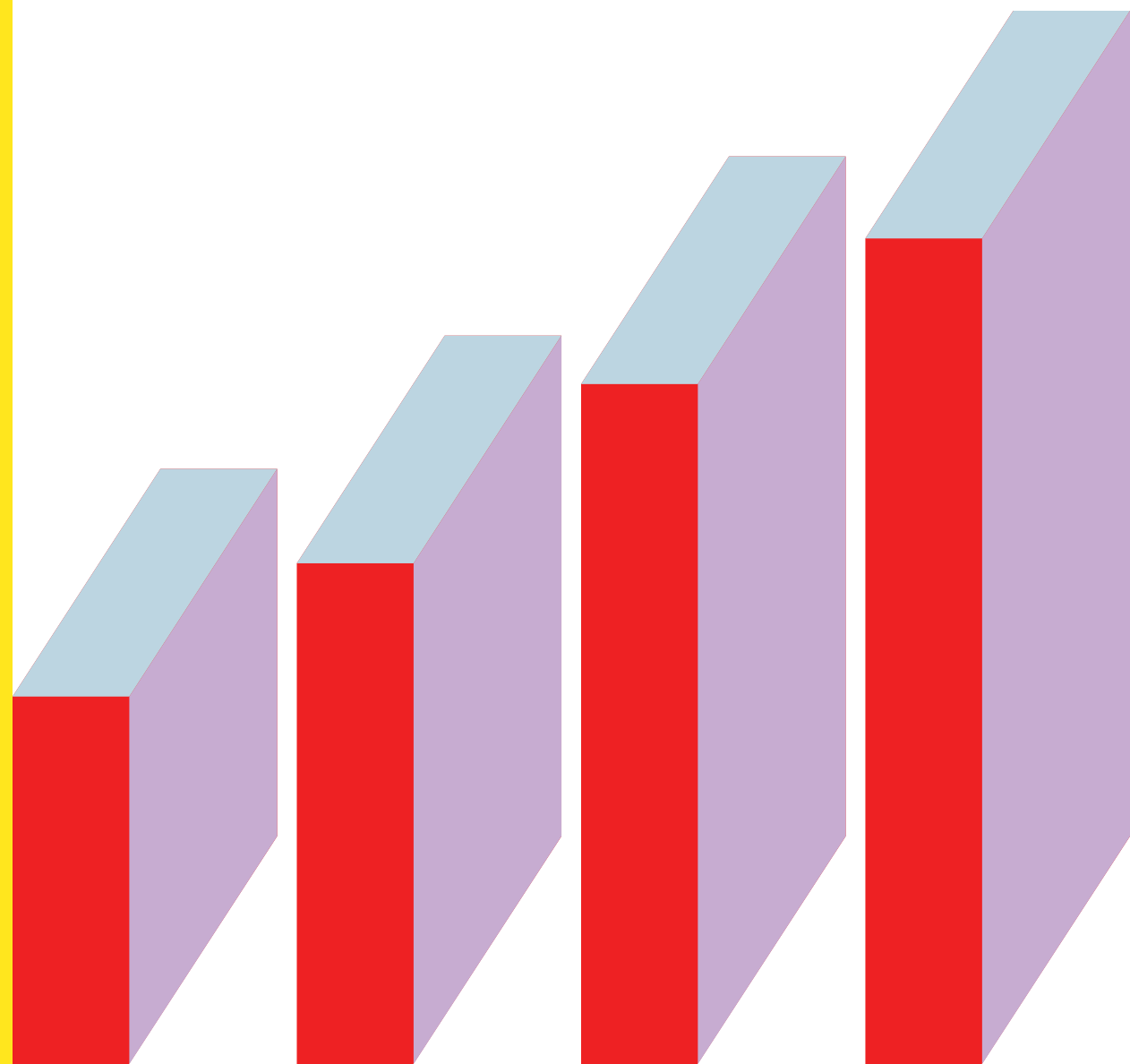
Étude de cas

Les inscriptions internationales fantômes

Dans les établissements d'enseignement supérieur du Québec, les inscriptions « fantômes » sont celles qui ne donnent lieu à aucune présence en cours, parfois pendant plusieurs sessions consécutives. Cette situation entraîne des défis pour les universités, notamment en matière de planification des cours, de gestion des effectifs, d'organisation et d'attribution des ressources.

Ceci pourrait en partie être causé par les périodes d'attente pour obtenir un visa ou permis d'études, mais cette situation n'a pas encore été étudié en profondeur.

En 2024, le gouvernement du Québec a cherché à corriger cette disparité en modifiant sa formule de financement. Une partie des droits de scolarité internationaux est désormais récupérée pour être redistribuée entre les universités, suivant un principe de péréquation.



Recherche et enseignement : la particularité des cycles supérieurs

Si l'accueil d'une vaste communauté étudiante internationale fait aujourd'hui partie intégrante du modèle universitaire québécois, l'enjeu devient cependant critique pour les programmes des cycles supérieurs, et pour les activités de recherche postdoctorale.

La mission des universités repose sur deux piliers, soit la création de nouvelles connaissances par la recherche et l'innovation et la transmission du savoir.

Ces deux piliers se renforcent mutuellement : la recherche actualise et enrichit l'enseignement, tandis que l'enseignement nourrit la recherche en favorisant l'émergence d'approches et de compétences méthodologiques, tout en stimulant la curiosité et la motivation.

La recherche est au cœur du rôle des universités québécoises contemporaines, qui génèrent près de 40 % de tous les travaux de recherche et développement menés au Québec.

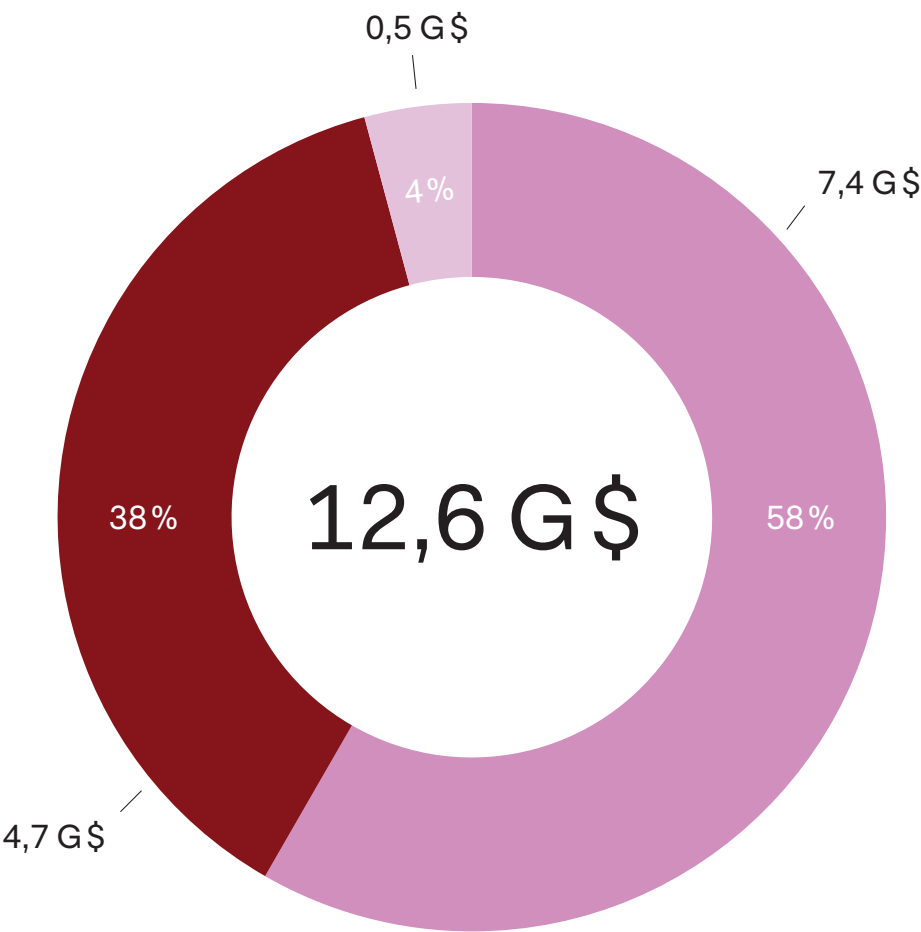
En milieu universitaire, la responsabilité de la recherche repose en grande partie sur les professeurs, dont l'emploi du temps varie en fonction du rang et de la fonction académique, de la discipline et de l'institution. La proportion de temps consacrée à la recherche et aux tâches administratives atteint souvent jusqu'à 50 %, le reste étant affecté à l'enseignement.

La recherche n'est pas réservée aux professeurs : elle s'appuie sur la participation des étudiantes et étudiants des cycles supérieurs, ainsi que sur l'apport des chercheuses et chercheurs postdoctoraux. En plus de mener les travaux liés à leur propre mémoire ou thèse, les étudiants assistent le corps professoral et contribuent à l'avancement des connaissances. Leur parcours s'apparente à celui du compagnonnage dans les métiers d'art, où l'apprentissage se fait par la pratique et la transmission d'expertise.

(2022)
Québec

Dépenses au Québec en recherche et développement selon le secteur

- Entreprises
- Enseignement supérieur
- Gouvernements



L'internationalisation comme moteur du développement scientifique au Danemark et en Suède

Malgré leur population limitée, le Danemark et la Suède sont des chefs de file de la recherche scientifique. Leur succès repose sur un fort soutien public des universités et une stratégie d'internationalisation proactive.

L'accueil étudiant international joue un rôle clé dans cette dynamique, comme le démontrent les politiques d'attractions adoptées par les universités nordiques comme les programmes de recherche financés et les partenariats universitaires

internationaux. Ces talents venus d'ailleurs participent à la production de connaissances, enrichissent la diversité des perspectives scientifiques et contribuent à la diffusion des savoirs, même après leur départ.

La mobilité et le recrutement mondial en recherche sont des piliers du développement scientifique de ces pays, qui valorisent l'innovation, la collaboration scientifique et la copublication.

Au sein du réseau universitaire québécois, très rares sont donc les spécialistes qui parviendraient à réaliser leurs recherches sans participation étudiante. Souvent, plus de 50 % des fonds octroyés aux chercheurs

et chercheuses servent à financer des bourses de maîtrise ou de doctorat, afin de rémunérer les étudiants pour leur participation aux recherches.

« Il n'y a tout simplement pas assez d'étudiants québécois qui poursuivent des études avancées en science. Quand j'étais chercheur, sans l'apport des étudiants internationaux, mon laboratoire n'aurait jamais pu connaître un tel succès international. »

Rémi Quirion

Scientifique en chef du Québec,
Fonds de recherche du Québec

Or, le Québec ne produit pas suffisamment d'étudiants aux cycles supérieurs. Au-delà des défis de la faible natalité et de la persévérance scolaire, le goût de la recherche est moins répandu au Québec qu'ailleurs. Cette réalité est intensifiée par la force relative de l'économie et la pénurie récente de main-d'œuvre, qui rendent le marché de l'emploi accessible sans longues études.

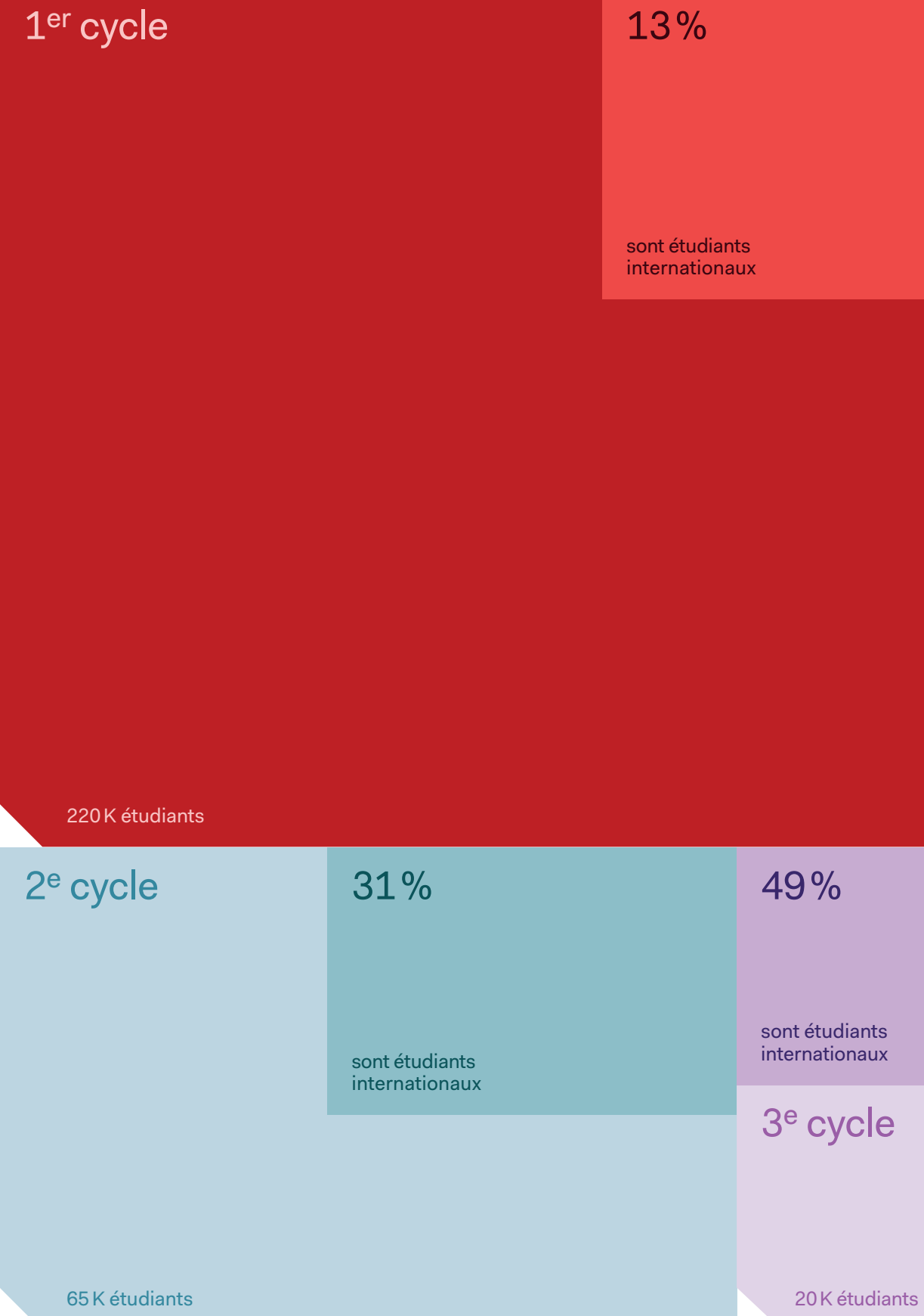
À ces facteurs s'ajoute une différence culturelle importante : au Québec, les formations techniques et professionnelles sont très valorisées en tant que voies rapides vers l'emploi.

La réalisation d'études avancées représente aussi un investissement temporel et financier majeur, qui est susceptible de dissuader la population étudiante en quête de revenus immédiats.

Face à ces défis, plusieurs chercheurs et chercheuses peinent à recruter localement et les institutions embauchent une grande part d'effectifs internationaux. Dans la mesure où plus du tiers de la cohorte des cycles supérieurs provient de l'étranger, il serait simplement impossible de maintenir l'intensité de recherche universitaire sans son apport.

(2023-2024) Québec

Répartition des étudiantes et étudiants internationaux selon les différents cycles d'enseignement universitaire



Research Infosource et les classements des universités en recherche

Quatre établissements québécois figurent au palmarès 2024 des 10 meilleures universités de recherche au Canada publié par Research Infosource : l'Université de Montréal, l'Université McGill, l'Université Laval et l'Université de Sherbrooke.

Ce classement mesure l'impact et la compétitivité des institutions selon divers critères liés à la performance en recherche, y compris le financement

des activités scientifiques et l'intensité de la recherche par membre du corps professoral et par étudiant ou étudiante des cycles supérieurs. Le nombre de publications, leur impact et leur portée sont aussi évalués.

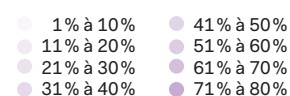
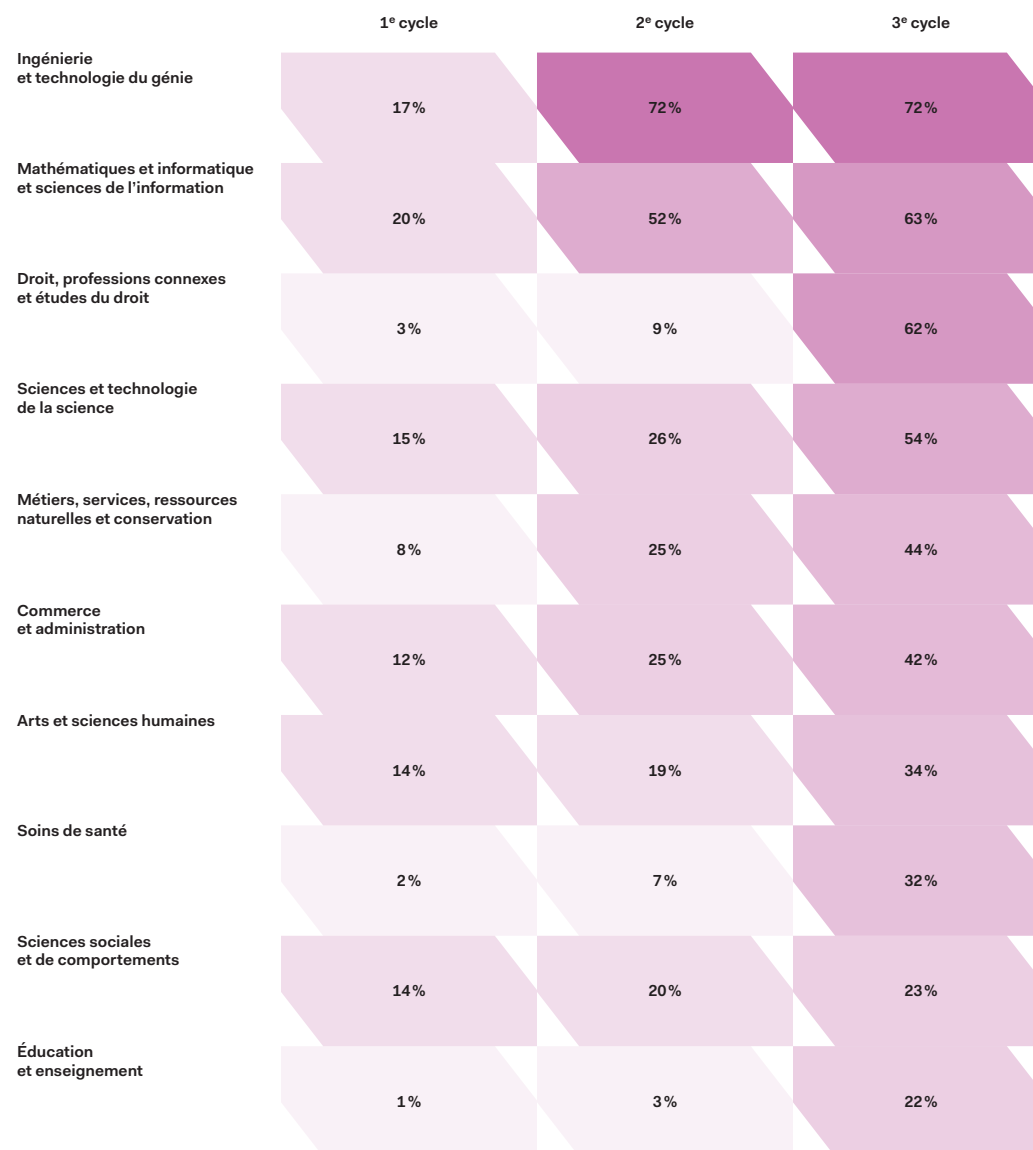
L'apparition de plusieurs universités québécoises dans ce palmarès souligne leur contribution majeure à l'avancement scientifique et leur capacité d'innovation.

Cette situation se trouve amplifiée dans les centres de pointe en sciences appliquées, comme l'ingénierie, les mathématiques, les sciences de l'information et les

sciences de la santé et, conséquemment, dans des secteurs d'avenir pour le Québec tels que l'intelligence artificielle, les batteries et l'industrie quantique.

(2022-2023)

Part des étudiants internationaux selon les programmes d'étude et le cycle d'étude au niveau universitaire



L'importance de la contribution étudiante internationale à l'initiative Volt-Age

Financé par le Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada et par d'autres partenariats, le programme Volt-Age de l'Université Concordia se consacre depuis 2023 à la recherche sur l'électrification. L'accueil d'un grand nombre d'étudiantes et étudiants en mobilité internationale est nécessaire à son maintien.

Volt-Age a récemment reçu un investissement fédéral de 40 M\$ pour soutenir 250 personnes réalisant un

doctorat dans des disciplines de pointe tels que le stockage d'énergie et les infrastructures électriques. Les talents requis sont rares à l'échelle nationale, d'où l'importance du recrutement à l'étranger. Plusieurs s'installeront durablement au Québec, et leur présence favorisera la collaboration internationale, l'innovation et le positionnement du Québec en tant que chef de file mondial des technologies propres.

L'apport important des étudiantes et étudiants internationaux dans les laboratoires de recherche en santé

En 2025, un sondage mené par Volume10 auprès des 606 chaires de recherche canadiennes soutenues par le gouvernement fédéral a démontré le rôle déterminant de la présence internationale dans les laboratoires du Québec. En effet, 96 % des membres du corps professoral ont recruté au moins une personne issue de l'étranger, et en moyenne 50 % des effectifs étudiants des équipes sondées étaient internationaux.

L'apport de la mobilité étudiante est particulièrement élevé au sein de la recherche en technologies, en mathématiques et en santé (30 % d'effectifs internationaux). Elle contribue aux importantes avancées en neurosciences, en médecine, en psychologie, en psychiatrie et en santé publique. Les travaux réalisés portent entre autres sur les maladies neurodégénératives ou cardiovasculaires, l'immunologie, la génétique, la psychologie du développement et les politiques liées à la santé.

Pour plusieurs membres du corps professoral, la présence des effectifs étrangers est même indispensable au bon fonctionnement des laboratoires :

« Dans mon domaine, les effectifs étrangers au doctorat et au postdoctorat sont essentiels à notre fonctionnement. »

– Professeur en médecine régénérative

« L'attraction des esprits les plus brillants de toute la planète profite à l'ensemble de la population étudiante québécoise ! Elle leur donne accès à des personnes dont les recherches sont parmi les meilleures au monde. Ces talents internationaux contribuent de façon importante à l'économie, et dans le cas de la psychologie clinique, à une offre de soins en santé mentale pendant leur stage de formation. »

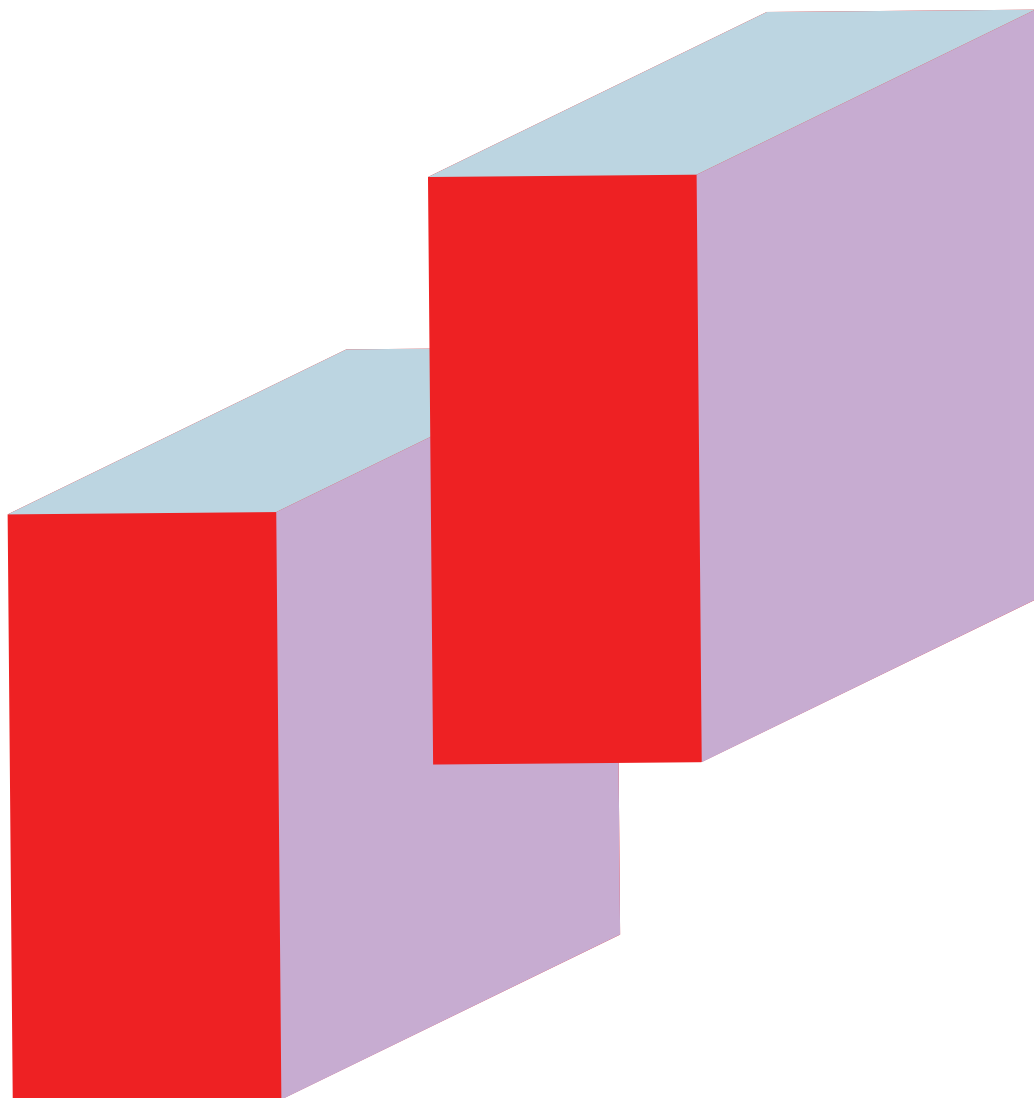
– Professeur en psychologie clinique

« Le CIUSS de l'Estrie – CHUS accueille des étudiants internationaux, notamment dans des disciplines médicales et ceux en processus de reconnaissance des diplômes. Toutefois, leur nombre et leur rôle peuvent être moindre que dans des CHU non territoriaux, l'institution ayant une vocation locale, régionale et tertiaire. »



Le rôle des effectifs internationaux inscrits aux cycles supérieurs

Les étudiants issus de l'étranger ne se contentent pas de maintenir le volume de la recherche universitaire au Québec. Par exemple, grâce à leurs réseaux professionnels, ils enrichissent la recherche québécoise en favorisant de nouvelles collaborations avec les laboratoires d'autres pays.



11

Étude de cas

Le rôle clé des étudiants internationaux dans le développement de collaborations académiques

À l'Institut de recherche sur les PME, l'INRPME de l'UQTR, les étudiantes internationales des cycles supérieurs Rahma Chouchane et Soumaya Meddeb ont contribué à la création d'un partenariat avec le laboratoire LARIME de l'ESSECT (Tunisie). Leurs réseaux et leur compréhension du milieu universitaire tunisien les ont aidées à cibler l'équipe de recherche optimale.

L'initiative a permis de structurer une demande de subvention de 375 000 \$ essentielle au démarrage du projet, qui a catalysé une entente de collaboration bientôt officielle entre l'UQTR et la Tunisie. La présence des deux étudiantes a eu un impact direct sur la qualité des travaux de recherche de leur équipe, enrichissant les analyses et produisant des publications plus pertinentes en sciences humaines et sociales, où le contexte joue un rôle clé.

Ainsi, pour assurer la pérennité et l'évolution de l'ensemble de la recherche universitaire, les programmes d'études supérieures se doivent de recruter à l'étranger. Sans recrutement international, la contribution du Québec au savoir mondial s'amenuiserait, et le manque de main-d'œuvre qualifiée pousserait les professeurs et professeures de haut niveau à partir.

Dans un contexte de concurrence mondiale croissante, les universités doivent donc non seulement préserver l'excellence de leur recherche, mais aussi retenir la population étudiante et le personnel international qu'elles parviennent à attirer.

« Les étudiants internationaux font tourner bien plus que la recherche : ils stabilisent les finances, enrichissent la vie de campus, préparent nos diplômés à travailler partout et projettent nos universités sur la scène mondiale. »

Caroline Prud'Homme
Cadre-conseil au vice-rectorat
aux études et à la formation de l'Université
du Québec à Trois-Rivières (UQTR)

Les défis des talents internationaux durant leurs études au Québec

L'expérience étudiante internationale au Québec est marquée par plusieurs obstacles qui influencent l'intégration et la réussite : adaptation scolaire, barrière linguistique, isolement social, contraintes financières et complexité administrative.

S'adapter à un système académique universitaire différent

Les méthodes pédagogiques québécoises, notamment l'interaction, l'autonomie et le travail par projets, contrastent avec l'enseignement magistral de plusieurs pays. Certains individus peinent à s'y adapter, surtout en l'absence de soutien. L'hétérogénéité des niveaux et le manque de sensibilisation du personnel enseignant compliquent leur intégration.

Effectuer des démarches administratives provinciales et fédérales

L'obtention et le renouvellement du permis d'études, les délais de traitement des documents et l'accès aux services de santé sont des démarches longues et parfois complexes qui génèrent stress et incertitude. Une erreur peut compromettre le statut d'une personne et son accès au travail ou aux services essentiels.

Surmonter la barrière linguistique et l'isolement

Même dans les programmes anglophones, la maîtrise du français est essentielle pour interagir, comprendre les références culturelles et rompre l'isolement. Les communautés étudiantes locale et étrangère disposent de peu d'occasions de tisser des liens.

Assumer une pression financière importante

Bien que le Québec soit plus abordable que les États-Unis ou l'Europe, le coût des études et de la vie représente un enjeu majeur, surtout pour la clientèle issue de pays moins favorisés. Avec des droits de scolarité plus élevés et des ressources limitées, plusieurs doivent travailler pour subvenir à leurs besoins, au risque de fragiliser leur parcours universitaire.

Les services liés à la mobilité étudiante dans les universités québécoises

Les établissements québécois soutiennent l'accueil et l'intégration de leur clientèle internationale en offrant une gamme complète de services : accompagnement administratif, aide pour les permis d'études et les démarches d'immigration, orientation et soutien à l'installation, séances d'accueil, aide à la recherche de logement, ouverture de compte bancaire, activités de socialisation et de mentorat, programmes de jumelage, événements et ateliers.

L'Université de Sherbrooke propose des webinaires de bienvenue, un guide d'accueil détaillé et un cours sur l'intégration interculturelle pour favoriser l'inclusion et la collaboration en milieu universitaire.

L'Université Laval offre le programme de suivi « Comment ça va ? », qui repose sur un questionnaire sur le stress, la langue, l'intégration sociale et d'autres sujets connexes. Le Bureau de la vie étudiante personnalise ainsi ses services d'accompagnement et les ressources suggérées.

L'École nationale d'administration publique (ENAP) exige la réalisation d'une formation virtuelle préparatoire sur la société québécoise, suivie d'une semaine d'intégration à la vie étudiante. Six personnes sont chargées d'accompagner les cohortes internationales pour favoriser le réseautage et la réussite scolaire.

L'Institut national de la recherche scientifique (INRS) fournit à sa clientèle internationale des services de soutien psychologique, un réseau de ressources alliées (aide et écoute), ainsi qu'une infolettre bimensuelle sur des activités liées à la gestion du temps et du stress ou à l'apprentissage du français.

L'Université McGill guide ses effectifs internationaux avant et après leur arrivée, notamment par le programme « McGill 101 », composé de séances sur le fonctionnement de l'université, l'inscription aux cours et divers aspects de la vie au Québec. En novembre, le Mois de l'éducation internationale (novembre) offre des panels et des rencontres pour renforcer le sentiment d'appartenance.

Le réseau de l'Université du Québec propose la plateforme d'accompagnement à la mobilité étudiante Immi+. Cet outil comprend des ressources sur plusieurs thématiques, dont les codes sociaux et la culture québécoise, les droits et responsabilités, ainsi que le logement.

HEC Montréal présente le cours d'immersion « Expérience Québec », qui inclut des séances théoriques, des visites d'entreprises et des rencontres avec des cadres. En illustrant les spécificités culturelles, sociales et économiques du Québec, ce programme vise à faciliter l'intégration et l'adaptation.

L'Université Bishop's offre un accompagnement individualisé aux étudiants internationaux, du moment de leur admission jusqu'à la diplomation. Une semaine d'accueil avant la rentrée, des activités sur le campus résidentiel, ainsi qu'un accès à des conseillers en immigration et en intégration visent à faciliter leur adaptation au nouvel environnement.

L'importance de sortir du lot : les classements et l'internationalisation

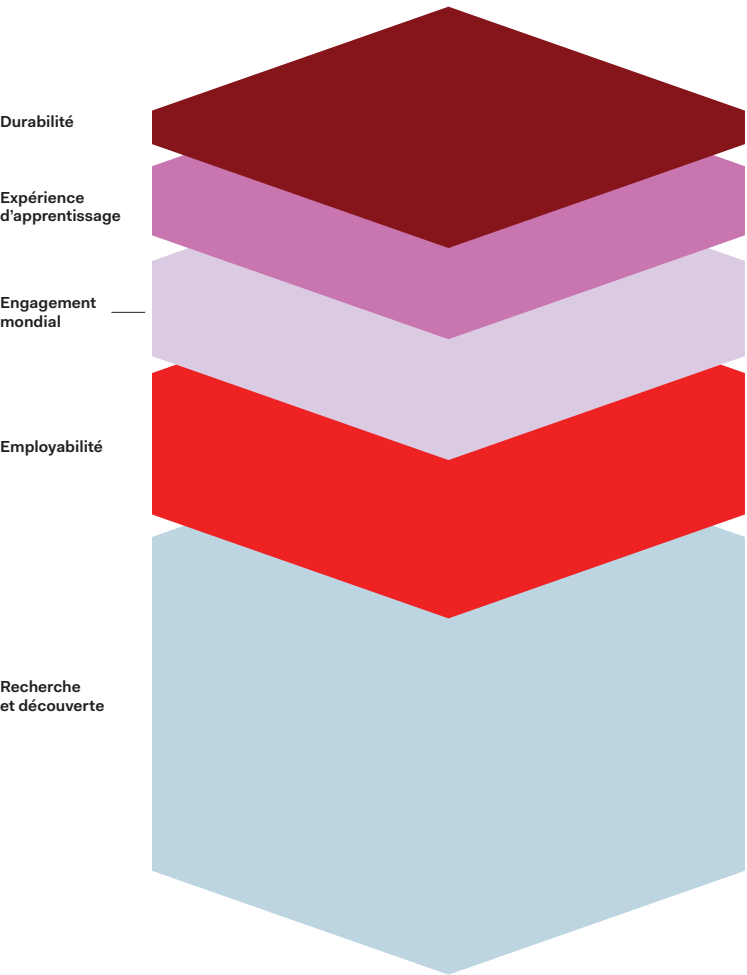
Les classements universitaires mondiaux tiennent compte de l'ouverture internationale des établissements dans leurs critères d'évaluation, bien que le poids accordé à ce critère varie d'un classement à l'autre.

(2024-2025)

Critères et sous critères d'évaluation du classement universitaire QS



Poids des critères



Détails des critères liés à l'international

15%

Ratio d'étudiants internationaux
Réseau de recherche international
Ratio professeurs internationaux

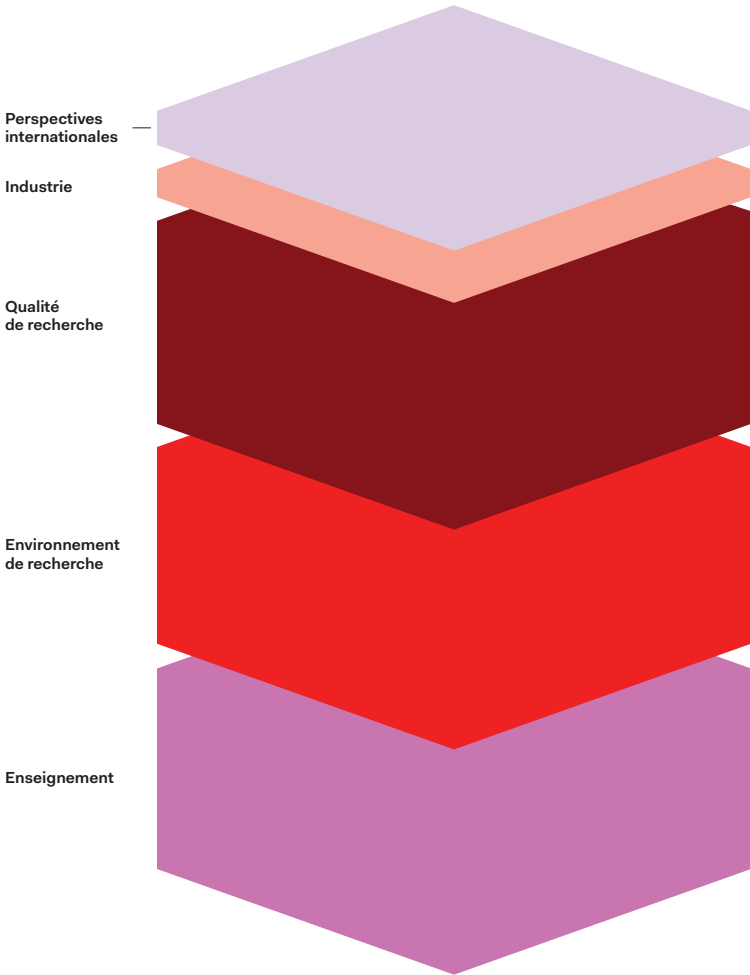
Les classements universitaires mondiaux reposent souvent sur l'ouverture, l'internationalisation et la réputation de la recherche. Par exemple, dans le classement QS, qui est parmi les plus influents au monde, la qualité de la recherche compte pour 20 % des points accordés. L'accueil international (personnel et communauté étudiante) ainsi que la corédaction scientifique représentent pour leur part 15 % du score attribué.

(2024-2025)

Critères et sous critères d'évaluation du classement universitaire Times



Poids des critères



Détails des critères liés à l'international

7,5%

Étudiants internationaux
Personnel international
Co-publications internationales

Les palmarès confèrent une place tout aussi cruciale à la qualité et au nombre de publications scientifiques, une métrique fortement influencée par la présence d'effectifs étudiants internationaux.

Tous ces éléments contribuent au positionnement international des universités, dont l'influence va bien au-delà de l'image : leurs capacités de financement, d'embauche et d'innovation en dépendent. Un classement favorable attire des talents de plus haut niveau, renforçant ainsi le cercle vertueux où réputation et excellence se nourrissent mutuellement.

La concurrence mondiale pousse les universités québécoises à miser sur des collaborations stratégiques et des programmes de recherche d'envergure afin de hausser leur rang dans les palmarès. Des initiatives comme Mitacs, qui facilite les échanges entre les milieux de la recherche et des affaires, ou le Fonds Apogée Canada, qui finance des pôles d'excellence, témoignent de cette volonté d'ouverture.

Pour attirer des talents internationaux, les institutions déploient donc diverses stratégies – exemptions, bourses, soutien financier – qui, en retour, nourrissent leur réputation et leur rayonnement.

L'accueil d'une communauté étudiante internationale vaste et diversifiée ne relève plus seulement d'un choix stratégique, mais d'une nécessité pour renforcer la recherche, élever le calibre de l'enseignement et affirmer la place des universités québécoises dans l'écosystème mondial du savoir.

L'internationalisation, au cœur des orientations gouvernementales depuis le début des années 2000, a d'ailleurs été réaffirmé dans le Plan stratégique 2023-2027 du ministère de l'Enseignement supérieur.

(2023-2027)

Extrait du plan stratégique du ministère de l'enseignement supérieur



Objectif 2.3 : Augmenter la mobilité étudiante régionale et la mobilité étudiante francophone internationale

Le Ministère soutient la mobilité interrégionale par l'entremise d'une aide financière aux étudiantes et étudiants souhaitant s'inscrire dans un programme d'études offert par un collège en région, leur offrant ainsi une expérience pédagogique enrichissante pour leur réussite et permettant de diversifier leur parcours scolaire. Ce programme de bourses encourage l'attraction et la rétention d'étudiants dans les collèges en région, contribuant ainsi à la vitalité de leurs programmes d'études.

Attirer davantage d'étudiants internationaux dans les collèges et les universités francophones du Québec est une priorité gouvernementale. La présence d'étudiantes et d'étudiants francophones internationaux sur les campus québécois peut également favoriser la création d'un environnement éducatif diversifié et enrichissant, procurant à l'ensemble de la communauté étudiante des occasions de découvrir de nouvelles cultures et de nouvelles façons de penser, en plus d'élargir leurs horizons. Cette mobilité contribue au rayonnement du Québec et à la promotion de sa culture et de la langue française dans le monde entier.

INDICATEURS	VALEUR DE DÉPART	CIBLE 2023-2024	CIBLE 2024-2025	CIBLE 2025-2026	CIBLE 2026-2027
12. Nombre d'étudiants bénéficiaires d'une bourse de mobilité interrégionale	2022-2023 700 (cibles par cumul)	2 100	2 500	2 900	4 000
13. Taux d'étudiants internationaux financés dans les collèges et les universités francophones du Québec	2021-2022 71,4 %	71,6 %	71,7 %	71,8 %	72,0 %

1. Données provisoires. Plan stratégique 2023-2027 | 35

Objectif 2.3 : Augmenter la mobilité étudiante régionale et la mobilité étudiante francophone internationale

L'impact économique des effectifs internationaux pour le milieu d'accueil

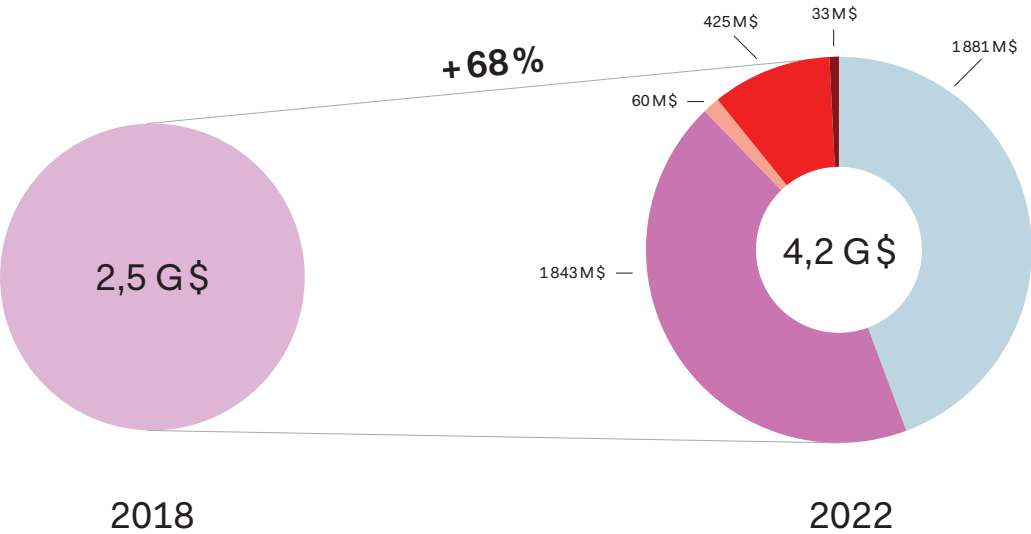
La communauté étudiante internationale ne fait pas que passer : elle vit, consomme et participe à l'économie locale. En 2022, ses dépenses au Québec ont atteint 4,2 G\$, soit un peu moins de 1 % du PIB du Québec, ce qui est significatif.

Bien que ses droits de scolarité soient un élément clé, son impact économique va bien au-delà : logement, transport, alimentation, commerce de détail, culture, tourisme, etc. Les visites de ses proches ont, à elles seules, injecté 33,4 M\$ dans l'économie.

(2018-2022)
Québec

Estimation des dépenses des étudiants internationaux au Québec

- Frais de scolarité et autres frais obligatoires
- Hébergement et nourriture
- Transport
- Dépenses discrétionnaires
- Dépenses touristiques de la famille en visite



L'effet de ces dépenses se répercute en chaîne. Directement, elles soutiennent des secteurs clés comme la restauration, l'hébergement et le commerce. Indirectement, elles dynamisent les entreprises locales et leurs fournisseurs.

Enfin, l'effet induit se traduit par des revenus supplémentaires réinjectés dans l'économie par la main-d'œuvre des secteurs bénéficiaires.

Chiffre de contribution au PIB et emploi 2022

Au total, en 2022, les dépenses des étudiantes et étudiants internationaux ont contribué pour 3,8 G\$ au PIB du Québec et soutenu 47 762 emplois.

La présence des effectifs internationaux génère aussi des recettes fiscales importantes : 1,1 G\$ en impôts et taxes en 2022, en partie grâce aux revenus gagnés en travaillant. Considérée comme

une exportation de services, l'éducation internationale constitue un levier économique important pour le Québec, comparable à plusieurs industries clés.

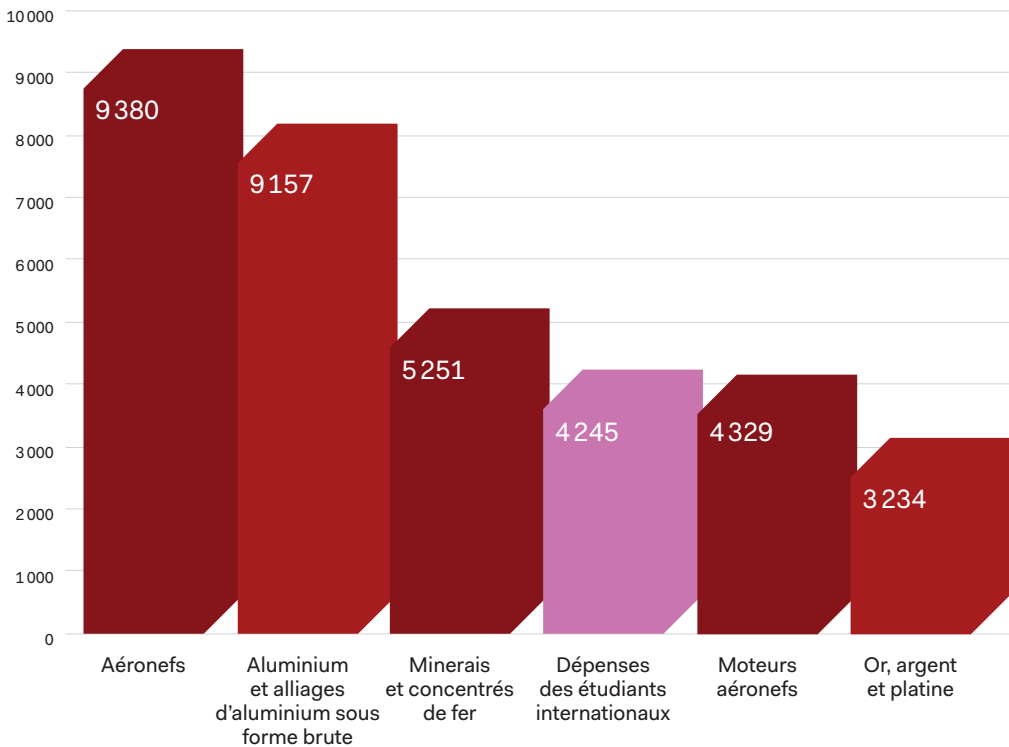
Poids de l'éducation internationale dans les exportations du Québec

En 2022, les exportations internationales du Québec ont totalisé 158,5 G\$, dont 127,9 G\$ en biens et 30,6 G\$ en services. Les dépenses liées à l'éducation des étudiants internationaux, considérées comme des exportations de services, représentaient à elles seules 12 % des exportations totales de services du Québec.

Affaires globales Canada, Impacts économiques de l'éducation internationale au Canada, (2022)

(2022) Québec, En millions de \$

Comparaison des services d'éducation internationale, mesurés par les dépenses totales des effectifs étudiants internationaux, avec les autres principales exportations de marchandises



De plus en plus d'étudiantes et étudiants internationaux travaillent durant leur séjour au Québec, une tendance renforcée par l'assouplissement entre 2014 et 2024 des règles liées à leur accès au travail hors campus.

Pourcentage d'étudiants qui travaillent pendant leurs études

En 2018, 44 % des personnes étudiantes internationales occupaient un emploi, soit deux fois plus qu'en 2000.

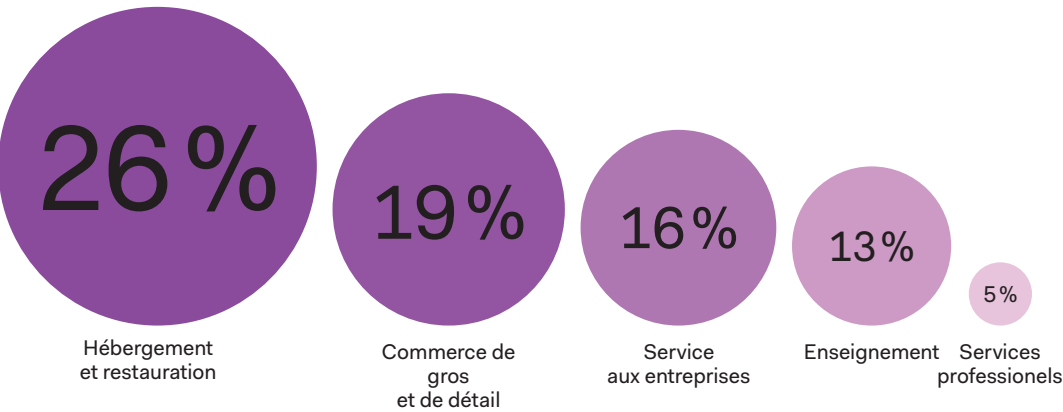
Depuis 2014, les étudiantes et étudiants internationaux peuvent travailler hors campus jusqu'à 20 heures/semaine sans permis distinct. Cette limite a été suspendue en 2022, puis remplacée par un plafond temporaire de 24 heures/semaine en 2024.

Statistique Canada, Les étudiants étrangers comme source de main-d'œuvre : la participation au marché du travail pendant les études (2021)

La présence d'effectifs étudiants internationaux dans des secteurs en forte demande – tels que la restauration, l'hébergement et le commerce de détail – leur permet de contribuer à l'économie tout en acquérant une expérience locale précieuse. Leur intégration au marché du travail augmente le bassin de main-d'œuvre qualifiée, soutient la vitalité des régions et favorise leur ancrage dans la société québécoise et ses valeurs.

(2018)
Tout le Canada

Répartition des secteurs d'emploi des étudiants internationaux qui déclarent un emploi pendant les études



13

Étude de cas

L'apport des étudiants internationaux au tourisme

En formation touristique, la diversité culturelle est un atout. La population étudiante internationale de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ), qui atteint environ 60 personnes, enrichit l'apprentissage en classe et participe activement au milieu de travail, où sa présence facilite les liens avec les touristes.

Les étudiantes et étudiants internationaux comblent aussi les besoins de main-d'œuvre du secteur pendant leurs études et après leur diplomation. Leur intégration au marché du travail apporte des compétences spécialisées, tout en diversifiant l'offre touristique et la société.

Un facteur de transformation urbaine

L'impact des cohortes étudiantes internationales dans les villes du Québec s'inscrit dans celui des universités sur le dynamisme local, en particulier lorsque les campus sont centraux et bien intégrés au tissu urbain.

Le centre-ville de Montréal en est l'exemple le plus frappant : la concentration de jeunes étudiants à l'UQAM, McGill, Concordia et l'ETS alimente une activité commerciale et sociale intense, faisant des universités un moteur clé de la vie métropolitaine.

14

Étude de cas

Campus Philly : miser sur les étudiants pour dynamiser une ville

Au tournant des années 2000, Philadelphie a misé sur la population étudiante pour revitaliser son économie locale. L'organisme à but non lucratif Campus Philly a été fondé en 2004 pour créer des ponts entre les universitaires – dont une part croissante d'effectifs internationaux – et la région métropolitaine.

Campus Philly a noué des partenariats avec les universités, les entreprises, et la chambre de commerce pour augmenter de 25 % à près de 50 % son taux régional

de rétention des personnes diplômées. Il propose des événements de réseautage, soutient l'intégration culturelle et facilite l'accès à des ressources comme des stages, des offres d'emploi et des activités culturelles.

Entre 2000 et 2017, le nombre d'adultes titulaires d'un diplôme universitaire dans la région de Philadelphia a crû de 115 %. Cette progression a un impact direct sur la productivité et l'attractivité des entreprises à la recherche de talents qualifiés.

« Accueillir des étudiants internationaux, c'est miser sur une population active, connectée et engagée. Ils font rouler l'économie locale, s'intègrent, s'installent, et souvent, ils restent. Une ville qui prend sa vie étudiante au sérieux investit dans son propre avenir. »

Pierre Franck Honorin
Vice-président de Montréal International

L'arrivée d'effectifs étudiants d'autres pays contribue à transformer l'écosystème des quartiers qui les accueillent. Leur présence soutient une variété de commerces et de services (cafés, restaurants, épiceries spécialisées, librairies, etc.) et stimule la demande locative, particulièrement à proximité des campus.

Bien que leur poids démographique demeure limité à l'échelle des grandes villes, leur concentration dans certains secteurs peut exercer une pression ponctuelle sur le marché locatif, notamment dans des quartiers déjà tendus ou peu diversifiés sur le plan de l'offre résidentielle.

Le « ghetto » McGill
et le jour du déménagement

Special edition! The McGill
move-out day examined

Printed on May 6, 2015



Le « Ghetto McGill », quartier étudiant comptant aussi plusieurs résidents de longue date, est parfois le théâtre de tensions entre habitants et communauté étudiante, particulièrement exacerbées lors de certaines périodes comme le jour du déménagement.

Garbagefinds (2015)

15

Étude de cas

Les universités
et le développement urbain

UQAM – Quartier latin, Montréal

Avec plus de 35 000 étudiants et une trentaine de bâtiments, l'UQAM est le principal propriétaire foncier du Quartier latin. Sa présence stimule l'animation urbaine, soutient le commerce de proximité et contribue à la vitalité culturelle du secteur.

Concordia – Quartier Concordia, Montréal

Le développement de pavillons emblématiques et d'espaces piétonniers a transformé le secteur, en renforçant son accessibilité et son attractivité. Concordia joue un rôle central dans l'embellissement et l'animation de son quartier.

UQ – Quartier Saint-Roch, Québec

L'implantation de l'UQ dans Saint-Roch s'inscrit dans une démarche de co-construction ayant réuni la population, les artistes, les universitaires et les personnes élues. Elle a participé à la revitalisation du quartier et à la revalorisation de ses espaces publics.

Université de Sherbrooke –
Ville universitaire

Depuis 2004, la population étudiante dispose d'un accès gratuit au transport en commun, ce qui favorise la mobilité sur tout le territoire sherbrookois. Ce programme novateur leur permet de s'installer plus loin du campus, de mieux s'intégrer à la ville et de contribuer au dynamisme économique et social de l'ensemble de Sherbrooke.

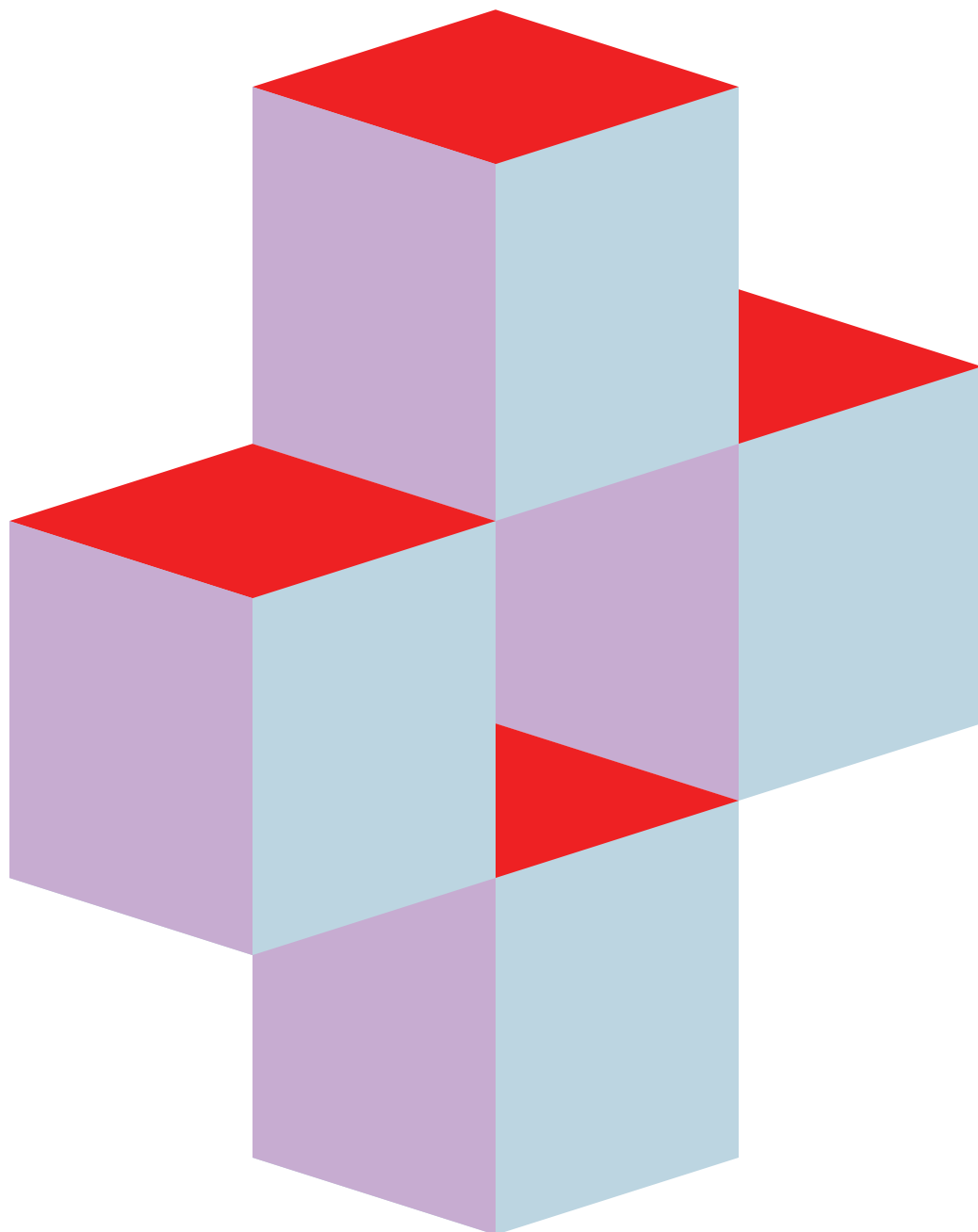


UQ – Quartier Saint-Roch



Concordia – Quartier Concordia, Montréal

Sur le plan des infrastructures, la densité étudiante incite les villes à adapter les transports en commun, à revoir les aménagements piétonniers et cyclables ainsi qu'à élargir certains services publics. Ces transformations, bien qu'initiées par la présence universitaire, sont bénéfiques pour toute la population, car elles améliorent l'accessibilité urbaine.



16

Étude de cas

L'UQAR et les effectifs étudiants internationaux : un levier du dynamisme régional

L'Université du Québec à Rimouski participe à l'attractivité et au développement économique de la région en accueillant un nombre croissant d'étudiantes et étudiants internationaux.

Leur présence influence la vitalité locale et commerciale, comble certains besoins en main-d'œuvre et atténue les effets du vieillissement démographique et du solde migratoire négatif chez les jeunes adultes.

Cependant, leur intégration durable dépend de l'accès à un logement abordable, un enjeu auquel les autorités ont décidé de répondre par la construction de résidences étudiantes et le projet UTILE annoncé en octobre 2024. Ces initiatives doubleront la capacité d'hébergement, réduisant la pression sur le marché locatif et facilitant l'accueil international.

Enfin, l'internationalisation de la population étudiante façonne la vie culturelle et sociale des quartiers universitaires. Elle favorise l'émergence d'événements, de festivals et d'initiatives interculturelles, amplifiant l'exposition des villes québécoises à des influences et réseaux mondiaux.

Ce brassage contribue à renforcer l'attractivité des milieux urbains, bien que ses effets varient selon l'intégration de la communauté étudiante à la vie locale et son ancrage après ses études.

« Québec est reconnue pour sa qualité de vie. Mais pour que les étudiants internationaux y trouvent vraiment leur place, encore faut-il que la population comprenne leurs défis – et ce qu'ils apportent. Mieux les accueillir, c'est leur ouvrir l'accès au logement, à l'emploi, à la société. Et c'est aussi renforcer l'engagement francophone et scientifique que porte l'Université Laval. »

Marie-Alexandre Lepage-Lemieux
Coordonnatrice de l'accueil
et de l'intégration à Université Laval

Association MTL Students pour l'intégration et la socialisation des étudiantes et étudiants internationaux

Fondée en 2024 par Grace Nlom (HEC Montréal), MTL STUDENTS lutte contre l'isolement social des étudiantes et étudiants internationaux en organisant des activités hebdomadaires. Avec plus de 2500 membres en quelques mois, l'initiative démontre le pouvoir des réseaux sociaux comme levier d'intégration et de rétention.



La Presse (2025), Se faire des amis loin de chez soi

Encadré

Les défis d'intégration des étudiantes et étudiants internationaux dans les communautés d'accueil

Les effectifs internationaux sont aussi confrontés à des défis majeurs en matière de logement, d'intégration sociale et d'adaptation urbaine.

Leur loyer est en moyenne 31 % plus élevé que celui des résidents et résidentes, souvent par méconnaissance des lois. Cette disposition à payer davantage alimente la hausse dans certains secteurs, accentuant la pression sur le marché locatif.

La plupart évoluent dans des cercles universitaires fermés, avec peu d'interactions avec la communauté locale. Les quartiers à forte concentration étudiante sont susceptibles de renforcer l'isolement social, les tensions entre les groupes sociaux ou la déconnexion culturelle.

Des solutions émergent pour améliorer l'accès au logement des effectifs internationaux et limiter leur précarité. L'UTILE développe des résidences étudiantes abordables et non spéculatives, permettant à toute la population universitaire de bénéficier de loyers stables et accessibles, réduisant ainsi leur vulnérabilité face au marché privé.

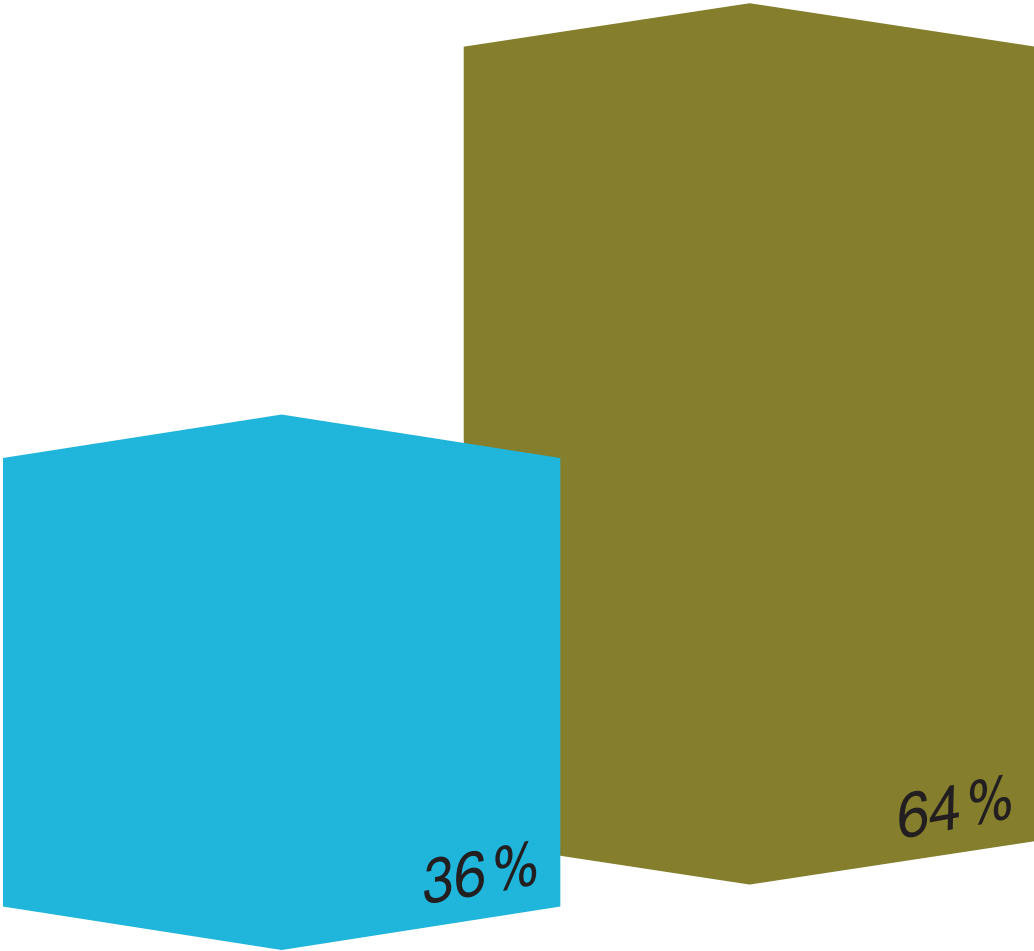
La future Cité universitaire de Montréal prévoit d'intégrer des logements étudiants à prix modéré sur le site de l'ancien hôpital Royal-Victoria, afin de désengorger les quartiers où la pression immobilière est forte.

**L'impact
des
étudiants**

**internationaux
après leur
diplomation**



À l'obtention de leur diplôme universitaire, les membres de la communauté étudiante internationale peuvent choisir de rentrer dans leur pays d'origine ou de demeurer au Québec pour y intégrer le marché du travail et pour y vivre, souvent de manière permanente et définitive. Dans les deux situations, leur impact pour le Québec se poursuit après la diplomation, mais la nature de cet apport diffère.



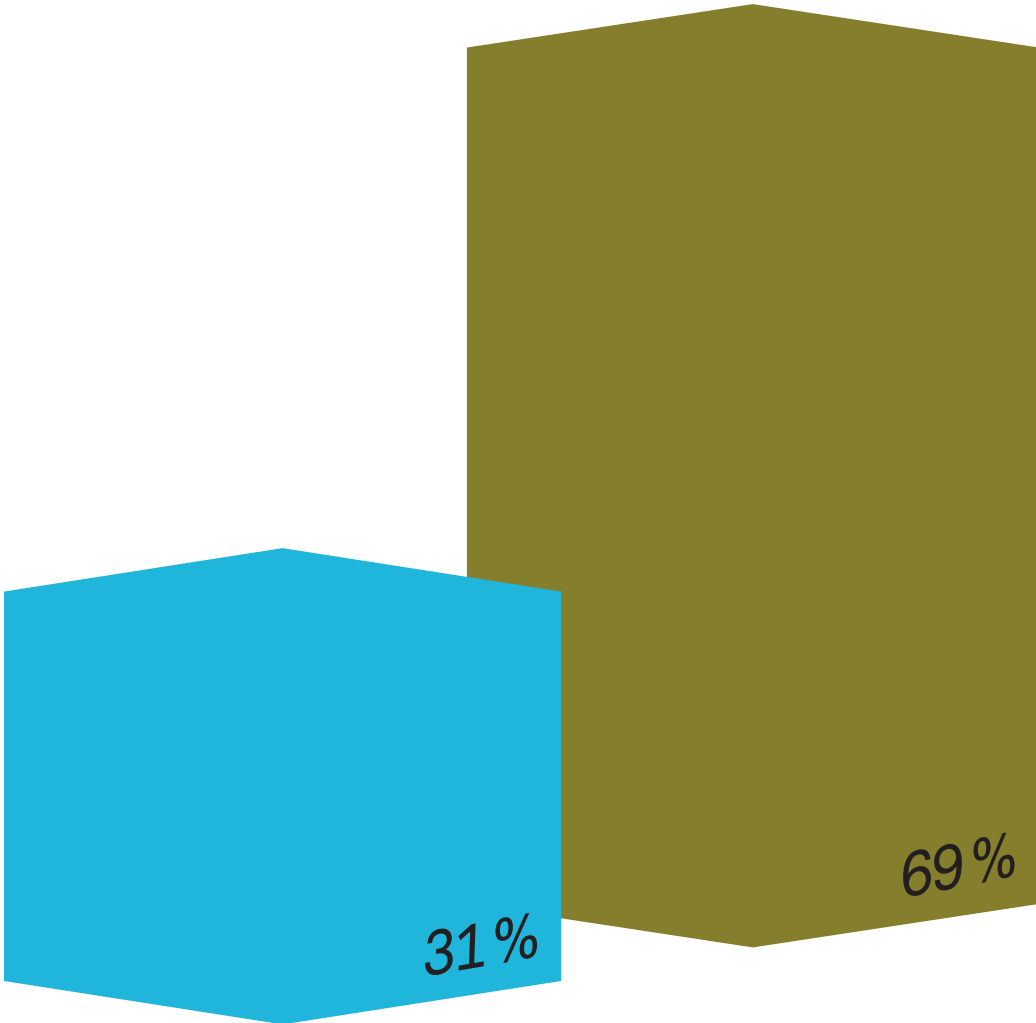
Environ 36% des étudiants internationaux ont obtenu permis de travail post-diplôme après leurs études selon les données de IRCC.

(2023)
Québec

Pourcentage des étudiants internationaux qui demeurent au Québec après leurs études

- Restent
- Repartent

Le pourcentage de diplômés internationaux qui restent est approximé autour de 30 %, selon les différentes sources.



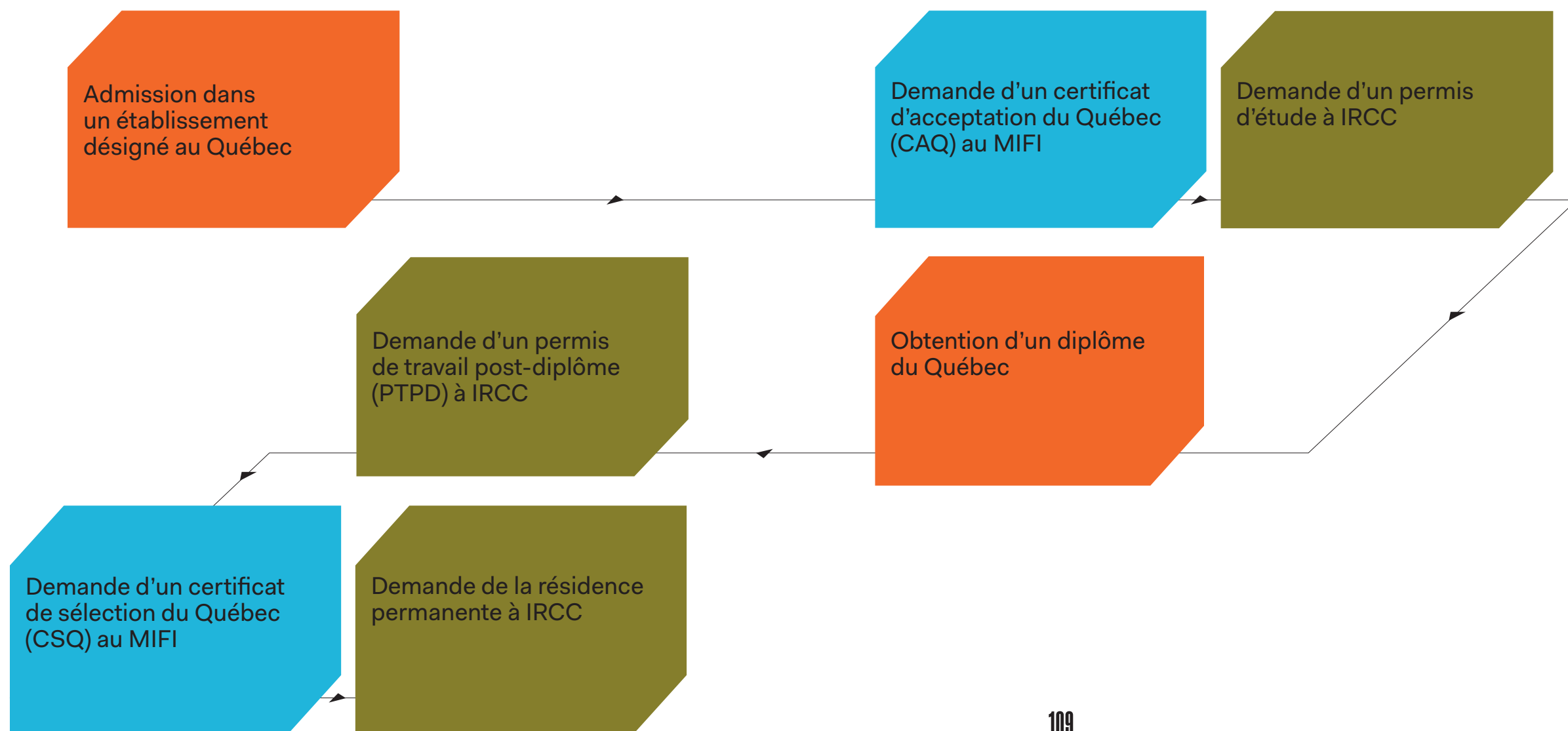
Une étude de statistique Canada (2021) montre que 31 % des étudiants internationaux ont obtenu leur résidence permanente 10 ans après l'obtention de leur premier permis d'étude.

S'établir au Québec après les études

Bien qu'aucune politique publique ne vise à retenir les personnes diplômées de nationalité étrangère, le Québec permet leur intégration en leur ouvrant des voies vers l'immigration permanente. Après avoir terminé avec succès un programme universitaire du Québec, elles peuvent demander un permis postdiplôme pour travailler à temps plein et, éventuellement, s'y établir définitivement.

Cheminement des étudiants internationaux pour les demandes d'accès à la résidence permanente au Québec

- Québec
- Canada
- Établissement d'enseignement supérieur



La demande de permis post diplôme

Ontario : Programme ontarien des candidats à l'immigration, POCI

Le POCI permet aux personnes diplômées admissibles d'accéder à la résidence permanente après leurs études. Elles peuvent postuler en tant qu'étudiantes étrangères ou travailleuses qualifiées, à condition d'obtenir une nomination provinciale. La demande de résidence est ensuite transmise au gouvernement fédéral. Le système Entrée express est une autre avenue potentielle pour les individus répondant aux critères des programmes fédéraux d'immigration économique.

Provinces de l'Atlantique : Programme d'immigration au Canada atlantique, PICA

Le PICA accélère l'obtention de la résidence permanente pour les personnes diplômées disposant d'une offre d'un employeur local désigné. Ce processus simplifié aide les entreprises avec les postes difficiles à pourvoir, tout en favorisant la rétention des talents dans les provinces de l'Atlantique.

Australie : Temporary Graduate Visa

Après leurs études, les personnes diplômées peuvent obtenir ce visa temporaire selon deux volets : le Graduate Work Stream pour les secteurs à forte demande, valable jusqu'à 18 mois, et le Post-Study Work Stream, pour les titulaires d'un diplôme universitaire, valable jusqu'à 2 ans.

La formation doit être suivie en anglais dans un établissement australien reconnu pendant au moins deux ans.

États-Unis : Optional Practical Training, OPT

Ce programme permet aux titulaires de diplômes d'institutions américaines accréditées de rester au pays pendant 12 mois pour travailler dans leur domaine d'études. Une prolongation de 24 mois est possible dans certains secteurs comme les sciences, technologie, ingénierie et mathématiques.

Royaume-Uni : Graduate Route Visa

Avec ce visa, les personnes diplômées sont autorisées à travailler ou à chercher un emploi au Royaume-Uni après leurs études pendant 2 ans pour le baccalauréat et la maîtrise, ou 3 ans pour le doctorat. Le diplôme doit provenir d'un établissement reconnu et le visa étudiant doit être valide au moment de la demande.

France : Titres de séjour post-diplôme

Après leurs études, les titulaires de diplômes français peuvent demander un titre de séjour « recherche d'emploi ou création d'entreprise » valide pour un an. En cas d'emploi, il est possible d'obtenir un titre de séjour « salarié » ou « passeport talent », selon le revenu et le domaine. Après 10 ans de séjour régulier, ce parcours peut mener à la résidence permanente puis à la citoyenneté.

Cette approche en deux étapes est avantageuse pour toutes les parties concernées. Pour le pays d'accueil, les demandes proviennent de gens ayant séjourné sur le territoire avant d'obtenir leur résidence permanente et s'intégrant généralement mieux au marché du travail. Pour les personnes immigrantes, ce parcours permet de découvrir la vie au Québec avant de prendre une décision long terme.

Elle constitue aussi un atout particulier pour les régions, car les séjours d'études favorisent leur découverte par la population internationale, qui est plus susceptible de choisir de s'y établir ensuite grâce aux liens déjà tissés.

« Les étudiants et étudiantes internationaux ont une prédisposition pour une intégration réussie au Québec. Le fait d'avoir un diplôme d'ici et un réseau étudiant pour se propulser sont des atouts pour franchir les autres défis: décrocher un emploi à la hauteur de ses compétences et développer un sentiment d'appartenance durable. »

Marie-Christine Ladouceur-Girard
PDG de la Maison de l'innovation sociale

Les motivations derrière cette transition sont très variables : alors que certaines personnes perçoivent l'immigration comme une occasion d'améliorer le statut socio-économique qu'elles avaient dans leur pays d'origine, d'autres y voient une chance d'évoluer dans un secteur de pointe où le Québec offre des perspectives uniques.

Plusieurs individus diplômés choisissent aussi de rester pour des raisons plus personnelles : attachement à la culture, qualité de vie, volonté de fonder une famille avec une personne rencontrée ici, etc. Qu'elles soient professionnelles, économiques ou sentimentales, ces raisons reflètent la capacité du Québec à attirer et retenir des talents venus d'ailleurs.

Les facteurs incitant la communauté étudiante internationale à s'installer au Québec sont similaires à ceux derrière toute immigration, mais les personnes diplômées disposent de trois avantages distincts. D'abord, leur parcours au Québec leur a permis d'assimiler les valeurs et les codes culturels locaux, facilitant ainsi leur insertion sociale. Ensuite, leur diplôme universitaire québécois est reconnu directement par les employeurs sans nécessiter une fastidieuse demande d'équivalence. Enfin, leur réseau universitaire, professionnel et social est déjà tissé, ce qui accélère leur intégration et leur embauche.

« Ceux qui ont vécu une première acclimatation par les études arrivent mieux préparés. Ils comprennent le Québec, ses codes, son marché. Et quand Hydro- Québec les embauche, ça se voit tout de suite. »

Sylvain Nadeau
Directeur recherche et innovation
de l'Institut de recherche
d'Hydro-Québec (IREQ)



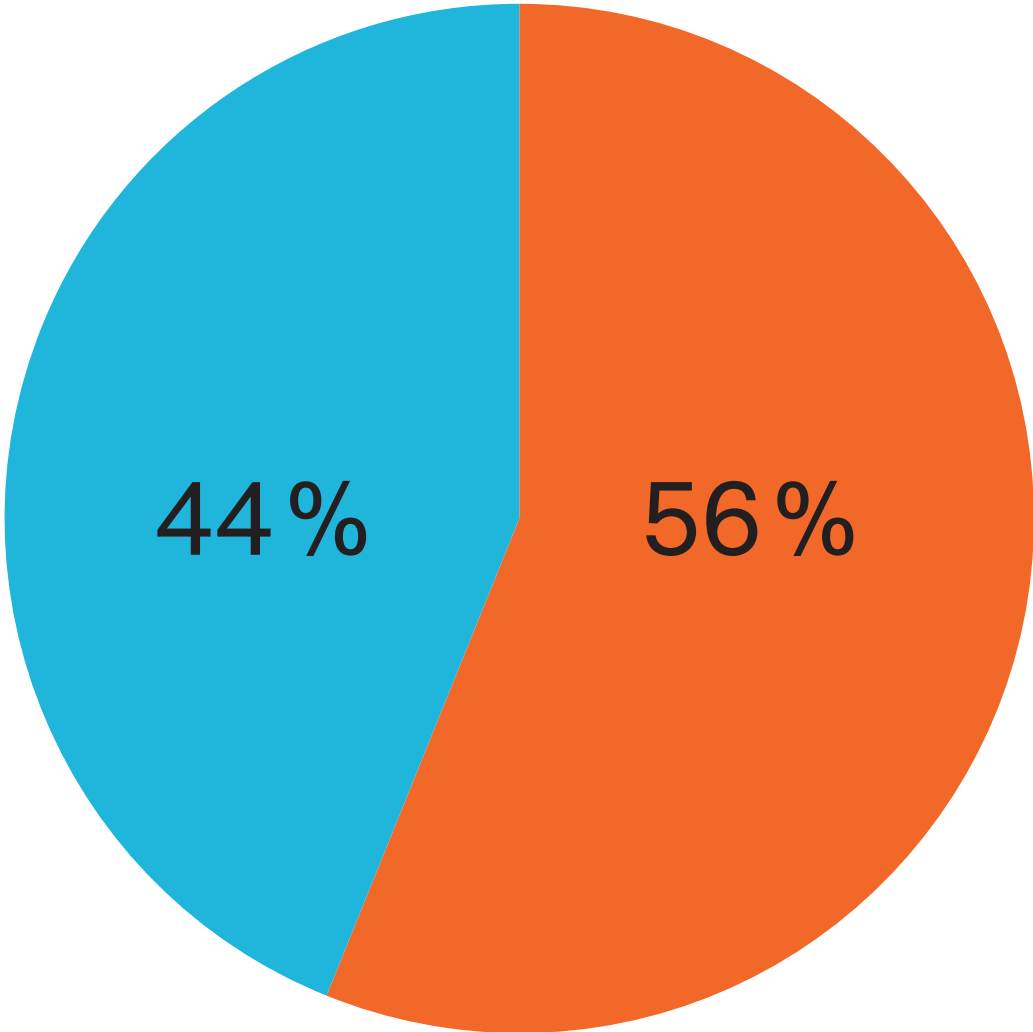
Pour les personnes qui restent, l'un des défis les plus répandus est la maîtrise de la langue française, qui est importante à leur intégration au marché du travail et à la société québécoise.

Depuis 2023, les exigences linguistiques minimales pour obtenir le Certificat de sélection du Québec sont les suivantes : une connaissance du français oral de niveau 7, ainsi qu'une connaissance du français écrit de niveau 5.

(2023)
Québec

Étudiantes et étudiants internationaux au niveau universitaire
qui viennent de pays francophones ou non francophones

- Pays non francophones
- Pays francophones



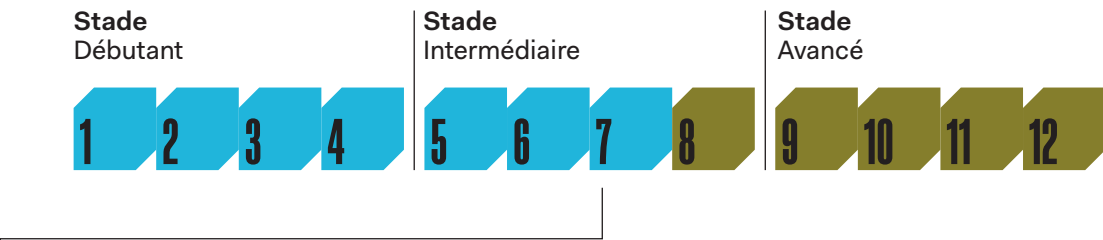
44 % des étudiants internationaux
proviennent de pays non francophones.

L'apprentissage du français reste un défi,
surtout dans un contexte où la recherche
se fait largement en anglais, ce qui réduit
l'exposition quotidienne à la langue durant
les études

Échelle québécoise des niveaux de compétence en français
(Établie par le gouvernement du Québec)

Une personne souhaitant s'installer au Québec par le volet diplômés du Québec doit démontrer une connaissance du français oral de niveau 7 et du français écrit de niveau 5.

Français oral Niveau 7 requis

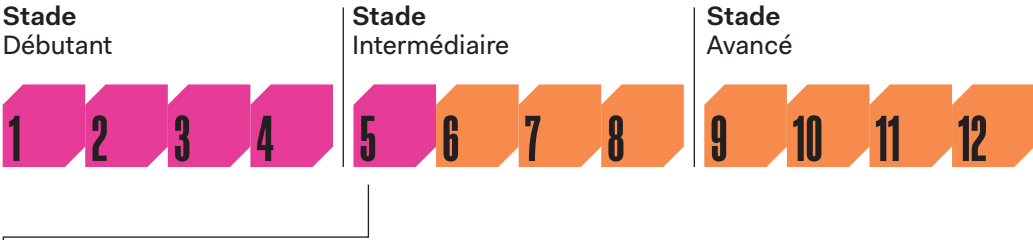


- Compréhension orale**

La personne comprend l'essentiel de conversations, de productions culturelles ou de présentations portant sur des sujets d'intérêt général ou des sujets spécifiques. Elle comprend des propos concrets et parfois implicites formulés dans des constructions syntaxiques parfois complexes.
- Production orale**

La personne communique sur des sujets d'intérêt général ou des sujets spécifiques dans des conversations ou des présentations. Elle échange des propos concrets au moyen de constructions syntaxiques parfois complexes. Elle utilise un vocabulaire varié.

Français écrit Niveau 5 requis



- Compréhension écrite**

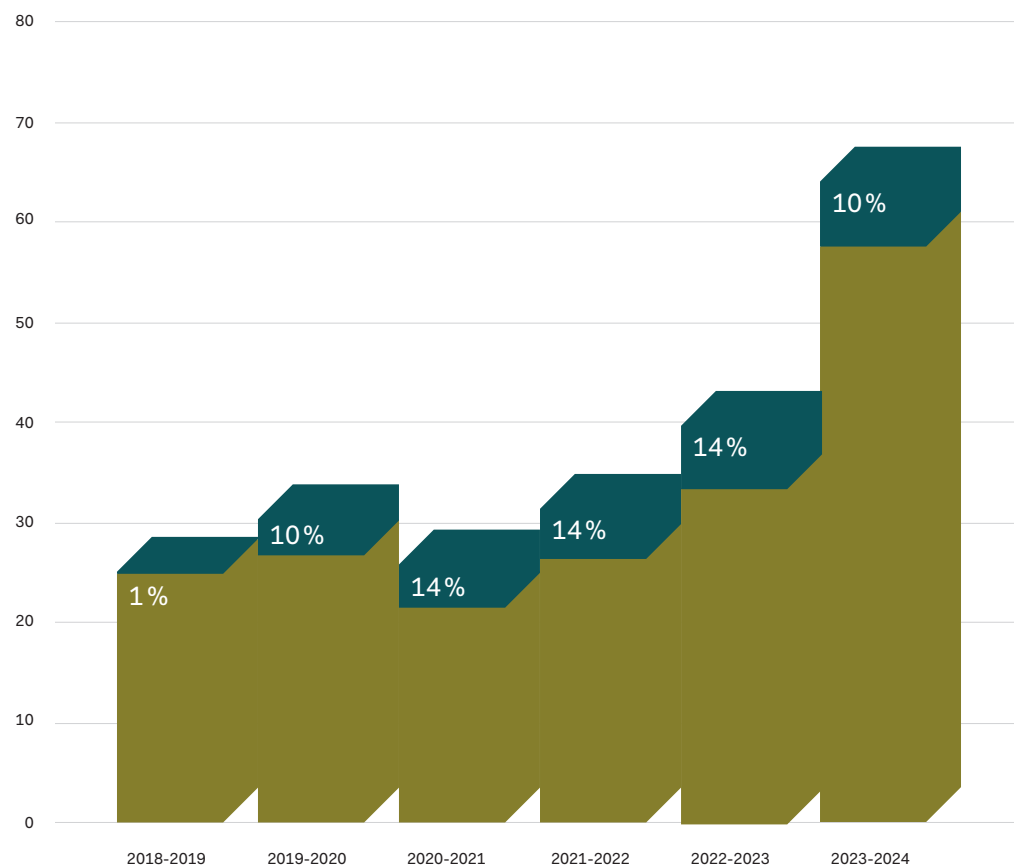
La personne comprend l'essentiel de textes de quelques paragraphes portant sur des sujets courants. Elle comprend des contenus factuels, explicites et concrets formulés dans des constructions syntaxiques simples ou parfois complexes. Elle comprend un vocabulaire.
- Production écrite**

La personne rédige de courts textes de quelques paragraphes portant sur des sujets courants. Elle communique des contenus factuels et concrets au moyen de constructions syntaxiques simples ou parfois complexes. Elle utilise un vocabulaire usuel.

(2018-2024)
Québec
En milliers de personnes

Évolution du nombre et de la part des étudiants internationaux suivants des cours de français offerts par le MIFI

● Étudiants internationaux
● Autres catégories



En 2023-2024, les étudiants internationaux inscrits à des cours de français du MIFI représentaient 10 % des inscriptions totales

Initiatives de francisation dans les universités

L'Université Concordia soutient l'apprentissage du français par le programme Réussir en français, composé de cours, tests, ressources pratiques, et LexiConcordia, un logiciel de traduction spécialisée. Les effectifs internationaux inscrits à temps plein au baccalauréat, maîtrise et doctorat bénéficient aussi d'une exemption de frais, ainsi, les cours de français sont facturés au tarif québécois.

L'Université de Montréal offre un programme virtuel intensif de francisation universitaire de quatre mois aux futurs étudiants et étudiantes non francophones. Il permet d'atteindre le niveau intermédiaire avancé requis pour

la majorité des programmes, sans avoir à passer d'autres tests de français. Une fois complété, le programme est reconnu comme preuve linguistique pendant 24 mois.

L'UQAC propose un programme crédité d'apprentissage du français parlé et écrit pour non-francophones. Offert en formule intensive ou régulière, et à tous les niveaux, débutant, intermédiaire et avancé. Il combine immersion linguistique, cours sur la culture québécoise et pédagogie active. Un encadrement personnalisé et des possibilités d'hébergement en famille francophone sont proposés.

Le gouvernement du Québec offre des cours de français et du soutien financier à cet effet par l'entremise de Francisation Québec. Certains changements apportés en 2024 ont toutefois réduit l'accessibilité de ces services : la suspension de l'allocation pour les cours à temps partiel, la fin du soutien pour le personnel de grandes entreprises, ainsi que la fermeture des classes de francisation de plusieurs centres de services scolaires.

En dépit du défi de la langue pour plusieurs, le taux d'emploi des personnes diplômées provenant de l'étranger n'est que légèrement inférieur à celui de l'ensemble de la population native du Canada avec un niveau d'éducation comparable.

Comparaison des taux d'emploi des diplômés vivant au Canada 3 ans après avoir terminé leurs études

(Résultats de l'enquête nationale sur les diplômés 2023)

Diplômé	Taux d'emploi				
	Moyenne	Collégial	Baccalauréat	Maîtrise	Doctorat
Canadien	91 %	88,6 %	91,9 %	94,6 %	94,2 %
International	88,6 %	89,6 %	84,5 %	91,3 %	90,6 %

À noter : en moyenne, le revenu des diplômés internationaux est inférieur de 19,6 % à celui des diplômés canadiens, trois ans après l'obtention du diplôme.

19

Étude de cas
Étudier ici, réussir ici :
comparaison des revenus
des personnes immigrantes
selon leur pays d'études

Les personnes ayant étudié au Québec avant d'obtenir leur résidence permanente s'intègrent mieux sur le plan économique. Un à deux ans après leur établissement, celles ayant étudié entre deux et trois ans au Canada ont des revenus en moyenne 27 % supérieurs à ceux des autres. La maîtrise des langues officielles, l'expérience de travail locale et la compréhension de la société québécoise expliquent cet avantage.

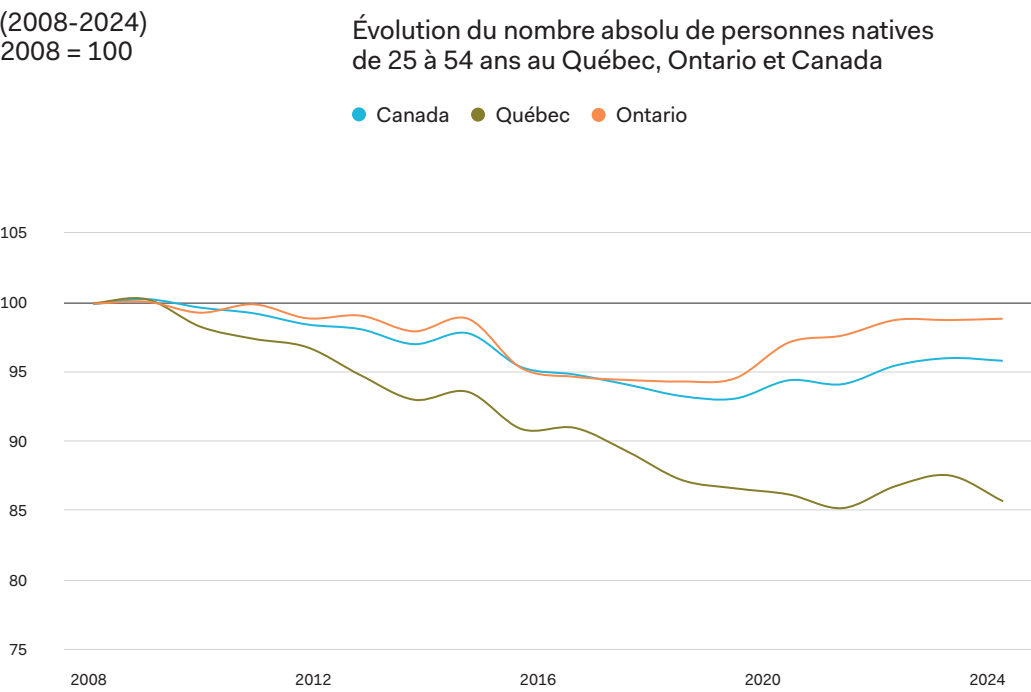
Ces gains ne sont pas temporaires : 10 à 11 ans après leur arrivée, les revenus des individus ayant cumulé 2 à 5 années d'études au Canada demeurent de 9 à 12 % supérieurs à ceux des autres personnes immigrantes. En plus de faciliter l'accès au marché du travail, les diplômes canadiens renforcent la capacité à saisir les réalités professionnelles et culturelles du Québec.

Les avantages pour le Québec |

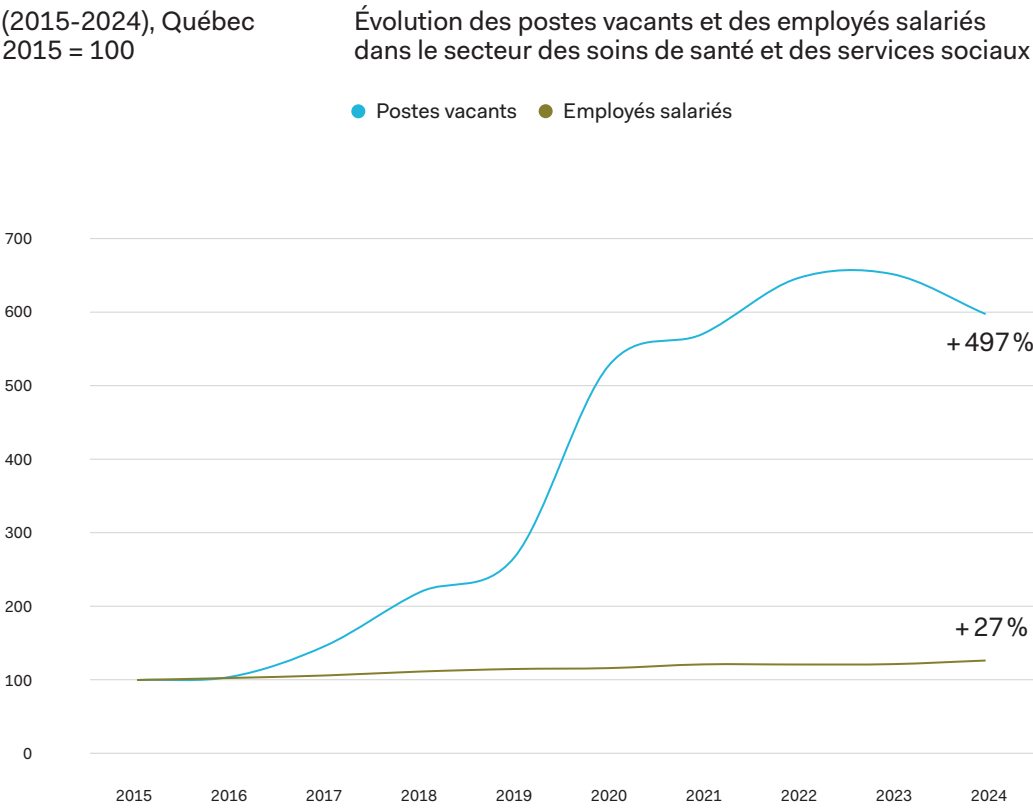
L'immigration des effectifs internationaux diplômés comporte plusieurs avantages pour le Québec. Tout d'abord, en raison du vieillissement de la population

et du faible taux de natalité, le ratio québécois entre les personnes qui travaillent et celles qui en dépendent est de moins en moins soutenable.

L'immigration étudiante peut répondre à ce défi, tout particulièrement dans des secteurs névralgiques où la quantité de personnel formé demeure insuffisante pour combler les besoins croissants, comme la santé et les services sociaux.



Le déclin de la population native âgée de 25 à 54 ans est plus marqué au Québec qu'en Ontario et dans l'ensemble du Canada.



Dans ce contexte de pénurie de main-d'œuvre qualifiée, la rétention de la communauté étudiante internationale après ses études universitaires est particulièrement cruciale parce qu'il s'agit aussi d'un gain accéléré de compétences

professionnelles. Alors que les exigences de plusieurs emplois ont augmenté, le nombre de personnes d'origine québécoise titulaires d'un diplôme postsecondaire est en baisse, creusant l'écart entre l'offre et la demande.

Au-delà du simple volume de main-d'œuvre, l'attraction et la rétention des talents internationaux sont devenues critiques dans un contexte où la transition numérique et les grandes avancées technologiques exigent un niveau d'expertise plus élevé que jamais.

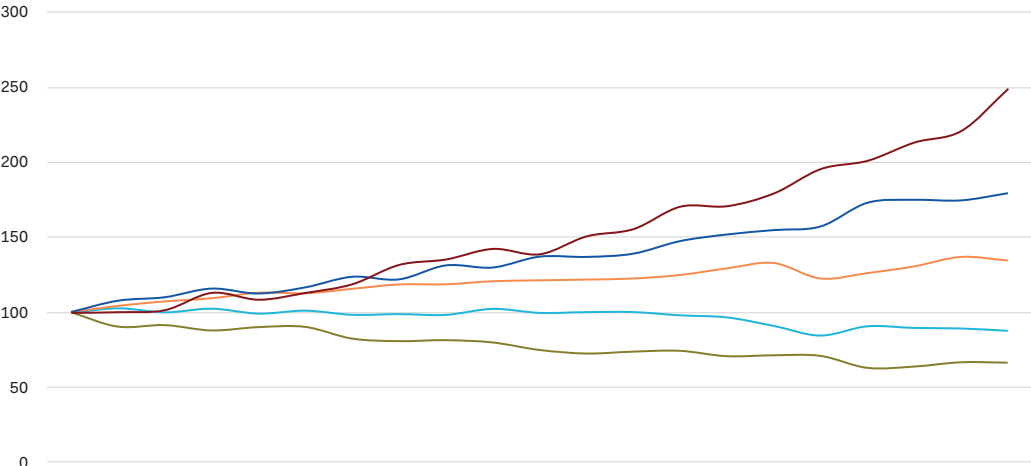
Les besoins en matière de main-d'œuvre qualifiée sont plus criants dans des secteurs innovants comme

les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (rassemblés sous l'appellation « STIM », ou « STEM » en anglais). Ces disciplines sont au cœur des sociétés technologiquement avancées, où la demande excède le nombre d'individus diplômés formés localement ; une problématique qui aggrave le déficit de compétences dans plusieurs secteurs stratégiques.

(2004-2024), Québec
2004 = 100

Nombre d'emplois selon le dernier niveau de scolarité atteint

- Diplôme ou certificat universitaire supérieur au baccalauréat
- Baccalauréat
- Diplôme ou certificat d'études postsecondaires
- Études secondaires complétées
- Études secondaires partielles



Depuis plusieurs années, l'emploi progresse plus fortement pour les personnes titulaires d'un diplôme universitaires, et tout particulièrement chez les diplômés aux cycles supérieurs (+ 150 %).

Rapport RBC : Comment l'enseignement postsecondaire peut contribuer à résoudre la crise de la productivité



L'enseignement postsecondaire est l'un des grands atouts du Canada, mais son potentiel reste sous-exploité, ce qui freine la productivité et compromet le niveau de vie futur des Canadiens, particulièrement dans un contexte économique mondial de plus en plus compétitif.

Pour y remédier, l'étude de RBC recommande un meilleur arrimage entre formation et marché du travail, davantage d'apprentissage en milieu professionnel et une plus grande valorisation de la recherche par les entreprises.

Statistique Canada, Les étudiants étrangers comme source de main-d'œuvre : la participation au marché du travail pendant les études (2021)

Demande (postes ouverts)

51 981

Cette analyse de la demande ne tient pas compte des pointes de demande possibles liées, par exemple, à la transition énergétique, au développement de la filière batterie, à la numérisation croissante ou au lancement simultané de grands projets d'infrastructure.

Offre (candidats)

52 556

Le bilan de l'offre repose sur les nouveaux diplômés universitaires prêts à rejoindre le marché du travail, les nouveaux immigrants exerçant une profession de génie et les professionnels en recherche d'emploi.

Demande (postes ouverts)

51 981

L'offre et la disponibilité de professionnels en génie sont influencés également par les politiques gouvernementales adoptés au fil des années.

Offre (candidats)

49 833

Une baisse de 20 % du nombre d'effectifs étudiants internationaux, imposée par les politiques, entraîne donc à la baisse les projections de l'offre et devenant alors inférieure à la demande. Un résultat attendu préoccupant puisque les étudiants internationaux comptent pour 34 % des effectifs diplômés, tous cycles confondus, dans les programmes de génie.

20

Étude de cas

Enquête post diplomation et secteurs d'emploi des personnes diplômées issues d'autres pays

Les effectifs internationaux diplômés des établissements québécois s'orientent majoritairement vers les domaines liés aux STIM (sciences, technologies, ingénierie, mathématiques), ainsi qu'aux secteurs du commerce et de l'administration.

Les données issues des enquêtes de post diplomation révèlent une forte présence de ces personnes diplômées dans les universités, les centres de recherche et les entreprises privées œuvrant dans les services professionnels, scientifiques et techniques.

L'IREQ et l'apport des diplômées et diplômés internationaux à l'innovation énergétique

L'Institut de recherche d'Hydro-Québec, l'IREQ, est un centre de recherche technologique axé sur l'électricité et les énergies renouvelables. Son équipe de recherche et technique comprend environ 400 personnes qui améliorent les infrastructures énergétiques du Québec et favorisent sa transition vers des solutions durables.

L'IREQ réalise 40 % de ses projets en partenariat avec des universités et s'appuie largement sur le recrutement étudiant international pour renouveler son bassin de spécialistes de l'innovation énergétique. Il démontre que l'accueil des talents étrangers est un levier essentiel pour assurer l'avancement scientifique et technologique du Québec dans un secteur en pleine transformation.

« Le Québec doit faire des choix si nous souhaitons continuer à accueillir des sièges sociaux de grandes entreprises et, ultimement, continuer d'innover. L'accès à un bassin de talents diversifiés, comme les étudiants internationaux, est fondamental pour soutenir cette ambition »

Hélène V. Gagnon

Cheffe de la direction du développement durable et vice-présidente principale, engagement des parties prenantes chez CAE

Amorcée il y a 20 ans, la spécialisation croissante du savoir entraîne des besoins accrus en matière de talents internationaux experts dans la plupart des secteurs économiques, qu'ils soient scientifiques, culturels, manufacturiers ou financiers.

Dans ce contexte, la compétitivité du Québec repose de plus en plus sur sa capacité à attirer des talents hautement spécialisés, peu importe leur provenance. Ce n'est plus uniquement une question de technologies de pointe, mais bien d'excellence dans tous les domaines où le Québec souhaite exceller.

22

Étude de cas

L'art du cirque et les effectifs étudiants internationaux

Reconnu en tant que pôle mondial des arts du cirque, le Québec profite de la renommée internationale de troupes comme le Cirque du Soleil, Les 7 doigts et le Cirque Éloize.

Chaque année, les programmes collégiaux de l'École nationale de cirque, ENC, accueillent environ 120 artistes à Montréal, dont plus de 55 % proviennent de l'extérieur du Québec. Le recrutement international est indispensable, car les candidatures locales sont insuffisantes,

notamment en raison du manque de formation préparatoire de haut niveau au Québec et au Canada.

Cependant, les changements législatifs récents fragilisent la qualité et la viabilité des formations de l'ENC en restreignant l'accueil international. De nouvelles mesures fédérales limitent aussi l'accès au permis de travail post diplôme, compliquant le recrutement et la rétention des talents étrangers essentiels au dynamisme et au rayonnement du secteur.

« Il est essentiel de rappeler, dans le débat public sur les étudiants internationaux, la richesse qu’apporte un environnement diversifié. Au Cirque, nous comptons 90 nationalités, et même nos spectacles les moins internationaux réunissent au moins 20 nationalités différentes. Cette diversité n’est pas un détail – c’est l’un des moteurs de notre succès. »

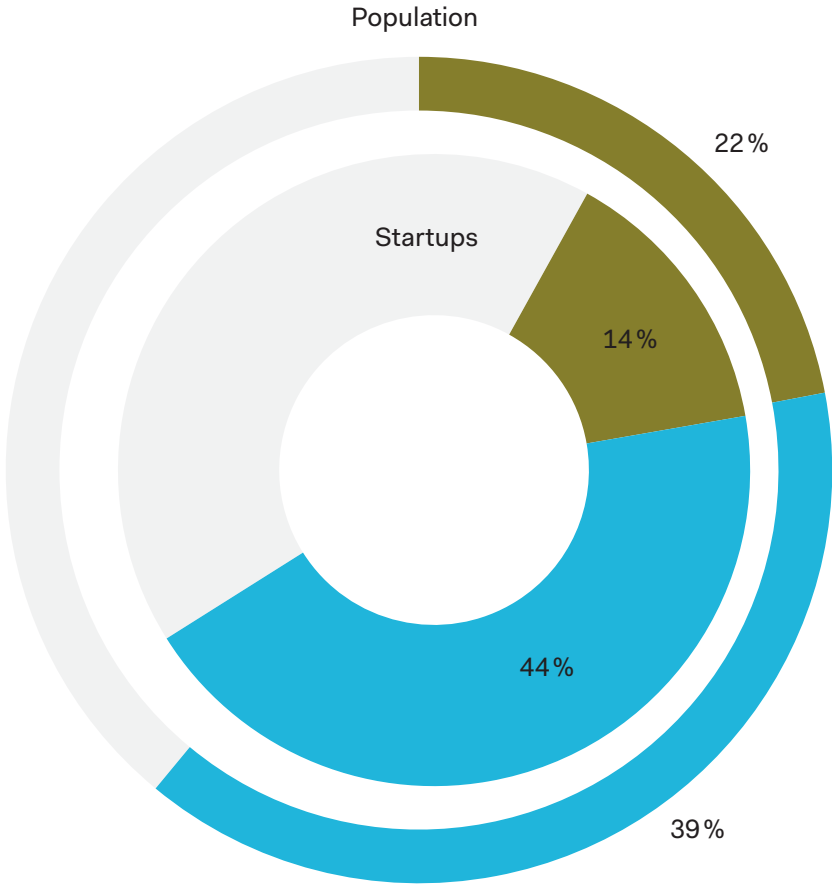
Daniel Lamarre
Vice-président exécutif du conseil
d’administration du Cirque du Soleil

L’innovation entrepreneuriale, un vecteur important de renouvellement et de croissance pour toute société moderne, repose également beaucoup sur la présence de talents internationaux. Historiquement, le Québec accuse un retard en la matière.

(2023)
Québec et Ontario

Répartition de la population et des startups au Canada

● Québec ● Ontario



Avec 22 % de la population canadienne mais seulement 14 % des startups, le Québec accuse un retard, loin derrière l’Ontario (44 % des startups pour 39 % de la population).

« En encourageant davantage les étudiants internationaux, notamment en STIM, à se lancer en entrepreneuriat, le Québec se donne les moyens de combler son retard par rapport aux principales provinces canadiennes en matière de création d'entreprises technologiques innovantes. Ces talents sont une ressource stratégique pour bâtir l'économie de demain. »

Richard Chénier
PDG de QuébecTech

La part des compagnies incubées avec au moins un des co-fondateurs qui est issu de l'immigration*



- Au moins un cofondateur issu de l'immigration*
 - Autres compagnies
- * Ayant l'un des statuts suivants : permis de séjour temporaire pour les études ou le travail, résident permanent ou titulaire d'un certificat de sélection du Québec

Plusieurs études démontrent même qu'une part importante de ses start-up les plus dynamiques ont été fondées par des personnes issues de l'immigration, dont des personnes étudiantes internationales.

Dans les programmes de District 3 et du Centech



- Au moins un cofondateur avec permis d'étude
- Au moins un cofondateur issu de l'immigration (hors permis d'étude)
- Autres compagnies

« Pour toutes sortes de raisons, les personnes issues de l'immigration sont plus nombreuses à se lancer en affaires. L'entrepreneuriat, c'est souvent leur façon d'ouvrir une place pour elles-mêmes. »

Marjorick Foisy
PDG de Centech

« On oublie trop souvent que l'entrepreneuriat est une vraie option pour les chercheurs. Quand 80 % des titulaires de doctorat quittent le milieu académique, il faut le dire clairement : créer une entreprise, c'est une voie viable et pleine de potentiel. »

Anna Ehrhardt
Directrice de l'administration
et des opérations chez District3

Leur capacité à naviguer entre les cultures, à saisir des occasions transnationales et à mobiliser des réseaux diversifiés représente un atout pour l'innovation québécoise. Miser sur ces talents, c'est soutenir l'entrepreneuriat, mais aussi enrichir la base de création de valeur à long terme.

La formation collégiale

Le réseau collégial répond aussi aux besoins pressants de main-d'œuvre qualifiée au Québec – notamment dans les secteurs de la restauration, de l'hôtellerie, du design, de la gestion et des technologies numériques.

Parmi les établissements privés subventionnés ayant opté pour l'internationalisation, le Collège LaSalle exporte son expertise partout dans le monde à travers un réseau de campus affiliés déployés sur plusieurs continents. Ce rayonnement international en fait un acteur clé de l'éducation québécoise à l'étranger, tout en contribuant à l'attractivité du Québec comme destination de formation.

Du campus à l'économie : externalités positives et retombées de la mobilité étudiante en IA

Le Québec s'est imposé comme un pôle d'excellence en intelligence artificielle, une discipline où la contribution étudiante internationale est essentielle.

À l'Institut de valorisation des données, IVADO, la majorité des membres de la direction scientifique ont fait partie de cette communauté étudiante avant de s'illustrer en recherche au Québec. Aujourd'hui, ces personnes forment à leur

tour de nouvelles cohortes internationales, contribuant ainsi à l'avancement de la recherche et au rayonnement québécois en IA.

Les talents d'IVADO et de l'ensemble de l'écosystème montréalais de l'IA attirent également de grandes entreprises comme Google et Microsoft, qui viennent y développer leurs activités de recherche et d'innovation.

« Les étudiants internationaux ont une soif de réussite remarquable, car pour eux, le coût de l'échec est bien plus élevé. »

Aurélie Labbe
Professeure titulaire et co-directrice
scientifique d'Ivado

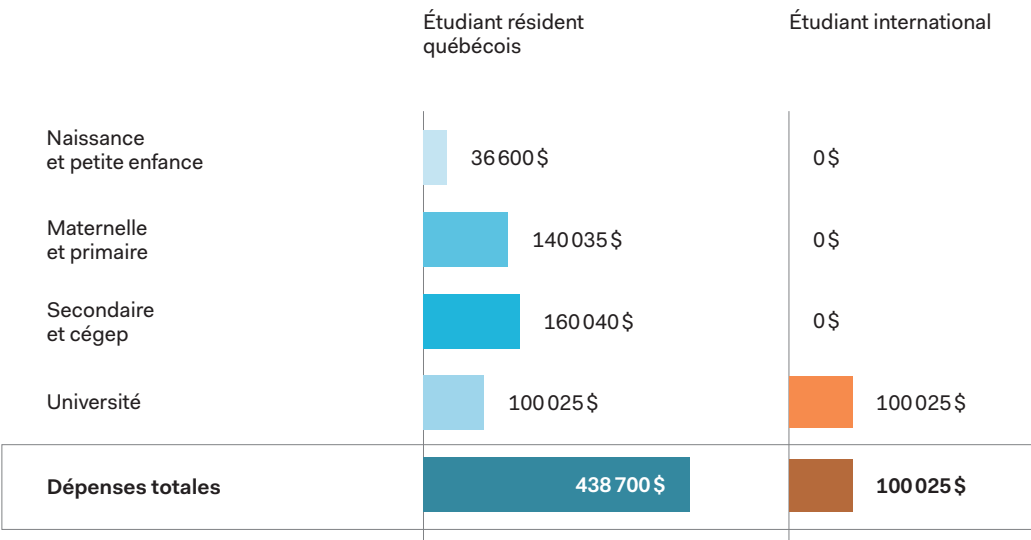
Au-delà de leur contribution directe aux organisations qu'elles intègrent ou fondent, les personnes issues de la communauté étudiante internationale enrichissent leur milieu de travail et la société québécoise en général. Et celles qui proviennent de pays francophones contribuent grandement à la vitalité de la langue française au Québec.



Le recrutement de la communauté étudiante internationale, un choix économiquement stratégique pour le gouvernement

(2023)
Fédéral
et provincial

Comparaison des dépenses gouvernementales pour une personne ayant complété des études supérieures, née au Québec vs venue au Québec pour ses études



- La formation d'une personne étudiante internationale coûte moins cher à l'État, car son éducation préuniversitaire a été financée à l'étranger.
- Elle paie des frais de scolarité plus élevés et dépense jusqu'à trois fois plus qu'une personne étudiante locale (245 000 \$ sur 4 ans pour un étudiant international contre 93 500 \$ sur 4 ans pour un québécois)
- Qu'elle reparte ou non, elle contribue à l'économie québécoise durant ses études.
- Si elle reste, elle s'intègre au marché du travail et participe pleinement à l'économie.

Dans de nombreux secteurs, une expérience internationale est aujourd'hui perçue comme un atout majeur. Elle témoigne non seulement de compétences universitaires, mais aussi d'une capacité à s'adapter à des environnements complexes ou à des contextes culturels variés.

Ce n'est donc pas un hasard si les comités de direction des grandes entreprises québécoises comptent un grand nombre de personnes ayant effectué une partie de leurs études à l'étranger. L'ouverture sur le monde qui en découle favorise les aptitudes permettant de composer avec la complexité, de collaborer à l'échelle internationale et d'innover dans des milieux diversifiés.

Les cadres ayant un parcours de mobilité étudiante reconnaissent intuitivement la valeur stratégique d'équipes mixtes, où les expériences, les référents et les regards se complètent.

« Mes études à Londres m'ont permis de mieux comprendre les mécanismes gouvernementaux européens, mais surtout les différentes perspectives de mes équipes et de nos clients. Une expérience à l'international, ça nous rend moins centrés sur notre propre réalité. »

Hélène V. Gagnon

Cheffe de la direction du développement durable
et vice-présidente principale, engagement des parties prenantes
chez CAE, M.Sc. de The London School of Economics
and Political Science

« L'INSEAD m'a fait changer de perspective. Étudier à l'étranger, c'est apprendre à penser autrement, à naviguer dans la complexité et à se redéfinir, autant comme professionnel que comme humain. »

Lili Fortin

PDG de TRISTAN, MBA de l'INSEAD

« Ce n'est pas ma formation en médecine qui m'a menée là où je suis aujourd'hui – ce sont mes études à l'étranger. »

Dr. Lucie Opatrny

PDG du CUSM, diplômé
du Harvard business School

La diversité en entreprise : un atout amplifié par les effectifs étudiants internationaux

Les recherches de l'Institut sur la gouvernance des organisations privées et publiques, l'IGOPP, soulignent que la diversité au sein des conseils d'administration et des équipes dirigeantes favorise l'innovation, la prise de décision éclairée et la compétitivité. Pourtant, la représentation des talents issus de la diversité reste insuffisante dans les entreprises canadiennes.

Les effectifs internationaux formés au Québec ont le potentiel de pallier cette lacune. En plus d'apporter

une richesse culturelle complémentaire, ils ont été exposés aux normes et valeurs québécoises, facilitant leur intégration en entreprise.

L'IGOPP montre que les entreprises diversifiées sont plus performantes et mieux positionnées à l'international. Miser sur l'intégration des cohortes étudiantes internationales dans les équipes et conseils d'administration est un levier stratégique pour attirer et retenir des talents hautement qualifiés tout en renforçant sa compétitivité.

Quitter le Québec après les études

Les personnes qui réalisent un séjour d'études au Québec ne choisissent pas toutes de s'y établir à long terme : la majorité rentrent dans leur pays d'origine pour retrouver leurs proches ou continuent leur parcours ailleurs. Leur impact sur l'économie, la culture et la société québécoises se poursuit néanmoins bien après la fin de leur formation.

La communauté internationale qui a étudié, vécu et parfois travaillé au Québec développe une compréhension fine de la société québécoise. Son potentiel à faciliter, par la suite, les relations entre le Québec et son pays natal est immense. Une fois reparties, ces personnes diplômées deviennent des alliées naturelles pour stimuler les échanges, la coopération institutionnelle et les occasions d'affaires.

Ce rôle de relais entre les sociétés d'origine et le Québec s'inscrit aussi dans une logique de diplomatie scientifique, où les échanges académiques, la recherche conjointe et les liens entre établissements favorisent la collaboration internationale, la résolution de problèmes globaux et le positionnement stratégique du Québec sur la scène mondiale.

Ces liens, souvent informels, constituent un actif discret, mais puissant pour l'internationalisation du Québec. C'est pourquoi plusieurs délégations suivent de près le parcours post-études des effectifs internationaux et maintiennent un lien de proximité.

La délégation du Québec au Sénégal

Le réseau invisible des ex-membres de la communauté étudiante internationale un atout stratégique pour la diplomatie québécoise

**Entrevue avec Iya Touré,
délégué général du Québec
à Dakar (Sénégal)**

Le suivi de la population étudiante internationale après sa diplomation est un enjeu récurrent, soulevé depuis des années par plusieurs universités et représentations québécoises à l'étranger. Malgré l'importance de ces diplômés et diplômées dans les relations bilatérales, il n'existe toujours pas d'outil structuré ni de base de données permettant de les recenser de façon systématique. **« On fait des activités, on lance des invitations sur les réseaux sociaux, certains répondent, mais on n'a pas de portrait global »**, explique le délégué général du Québec à Dakar, Iya Touré. Ce constat est partagé par les autres délégations et bureaux du Québec, les ambassades du Canada et les établissements d'enseignement.

Malgré cela, l'impact de ces talents internationaux diplômés est tangible. **« Dès qu'on se présente quelque part, des gens nous disent qu'ils ont étudié à Sherbrooke, Laval, HEC... ou que leurs enfants y sont. C'est courant. »** Cette proximité facilite l'accès à des parties prenantes de haut niveau et ouvre des portes autrement difficiles à franchir. Iya cite, par exemple, une rencontre avec un ministre au Bénin, rendue possible grâce à l'adjointe du ministre... diplômée du Québec.

L'effet multiplicateur se manifeste également à travers des initiatives récentes de la Délégation générale, comme le programme pilote de « scientifique en résidence ». Un jeune doctorant sénégalais formé à l'UQAM, expert en données, a été accueilli pour un mandat d'un an. Grâce à ses contacts locaux, il a facilité une rencontre importante avec le président de l'Assemblée nationale sénégalaise, dont un membre influent du cabinet avait lui aussi

été étudié au Québec. Quelques semaines plus tard, ce scientifique a été recruté par l'administration sénégalaise.

« On m'a demandé si cela me décevait. Pas du tout. Il sera encore plus utile à son pays, et moi, j'ai maintenant un allié à l'intérieur. Un relais. »

Le bassin des diplômés et diplômées constitue également une ressource précieuse pour le recrutement local dans les représentations diplomatiques. **« Ils comprennent notre culture, notre langage, et connaissent l'hiver »**, ajoute Touré avec humour. À la Délégation générale, qu'il s'agisse d'individus expatriés ou de personnel local, la grande majorité entretient un lien direct avec le Québec.

Lui-même est un ancien étudiant international. Arrivé au Québec à 18 ans, il a poursuivi ses études à HEC Montréal avant de bâtir une carrière remarquable au sein de l'appareil économique québécois. Pendant plus de 17 ans, il a occupé des postes stratégiques chez Investissement Québec, notamment comme vice-président de Ressources Québec (Mines, Hydrocarbures et Énergies). Il a également été directeur principal du financement spécialisé et directeur pour le nord-ouest du Québec, développant une connaissance fine des réalités économiques régionales et du tissu industriel local.

« Je suis le produit du Québec, très fier de l'être. J'ai tout appris là-bas. Et aujourd'hui, je le représente à l'international. »

Iya Touré
Délégué général du Québec à Dakar

La meilleure façon de maximiser ces retombées est de cultiver, dès les études, un sentiment de fidélité durable ; une approche plus fréquente dans les universités anglo-saxonnes. Les établissements francophones du Québec commencent néanmoins à suivre leurs cohortes internationales diplômées : certains organisent même des événements à l'étranger pour animer leur diaspora et encourager les dons philanthropiques.

Les diplômées et diplômés internationaux repartent avec un fort pouvoir de rayonnement et deviennent des relais stratégiques au sein des réseaux formels ou informels tissés pendant leurs études. Leur expérience à l'étranger contribue à la circulation des savoirs et à la solidarité entre les nations.



27

Étude de cas

HEC Paris et ses maisons aux quatre coins du monde

HEC Paris mise sur un puissant réseau international HEC Alumni pour recruter les meilleurs profils. Disposant de six bureaux de représentation répartis sur les cinq continents, l'école organise des événements, développe des partenariats et renforce son rayonnement local.

Depuis 2023, de nouvelles « maisons des diplômés » à Londres et Pékin servent également de lieux de rencontre pour la communauté HEC. Porté par 80 000 personnes mobilisées dans le monde entier, ce réseau contribue directement à l'attractivité mondiale de l'école, et plus largement, au rayonnement international de l'éducation universitaire en France.

Sans ces réseaux cruciaux qui dépendent de personnes clés, le Québec ne pourrait demeurer compétitif dans les secteurs névralgiques.

28

Étude de cas

Les diplômées et diplômés internationaux en Italie, un atout pour le Québec

Les délégations du Québec à l'international et les universités constituent des listes et organisent des événements pour mobiliser et maintenir des liens avec les personnes diplômées, qui occupent aujourd'hui des postes influents.

À Rome, plusieurs travaillent dans des agences de l'ONU comme l'Organisation

des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme Alimentaire Mondial et le Fonds international de développement agricole, tandis qu'à Milan, la responsable des levées de fonds et des commandites du Teatro alla Scala, diplômée de HEC en 2017, crée des ponts entre son institution et la culture québécoise.

Le bouche-à-oreille pour l'attraction des talents internationaux

Bien que les universités déploient des efforts ciblés pour attirer les étudiants internationaux, elles constatent qu'une part importante des candidatures proviennent de pays où aucune prospection n'a été menée. Cela confirme l'importance de la « marque Québec » chez les étudiants internationaux, amplifiée par le bouche-à-oreille. En partageant leur expérience, les étudiants internationaux attirent d'autres talents et enrichissent le réseau.

Entrevues, recherches et analyses Volume10

Sur le plan commercial, les diplômées et diplômés internationaux formés au Québec représentent aussi une ressource précieuse, même après leur départ. Ces individus facilitent la prospection, le démarchage et la mise en relation avec des talents locaux, ouvrant ainsi la voie à de nouveaux marchés. Dans un monde où le succès repose largement sur la qualité des réseaux, la mobilité étudiante constitue un avantage stratégique.

« On forme ici des artistes qui se retrouvent au Ballet de Lorraine ou à Zurich. Nos écoles rivalisent avec les meilleures au monde, comme celle de l'Opéra de Paris. C'est du savoir-faire québécois qu'on exporte. Et c'est une vitrine puissante pour le Québec à l'international. »

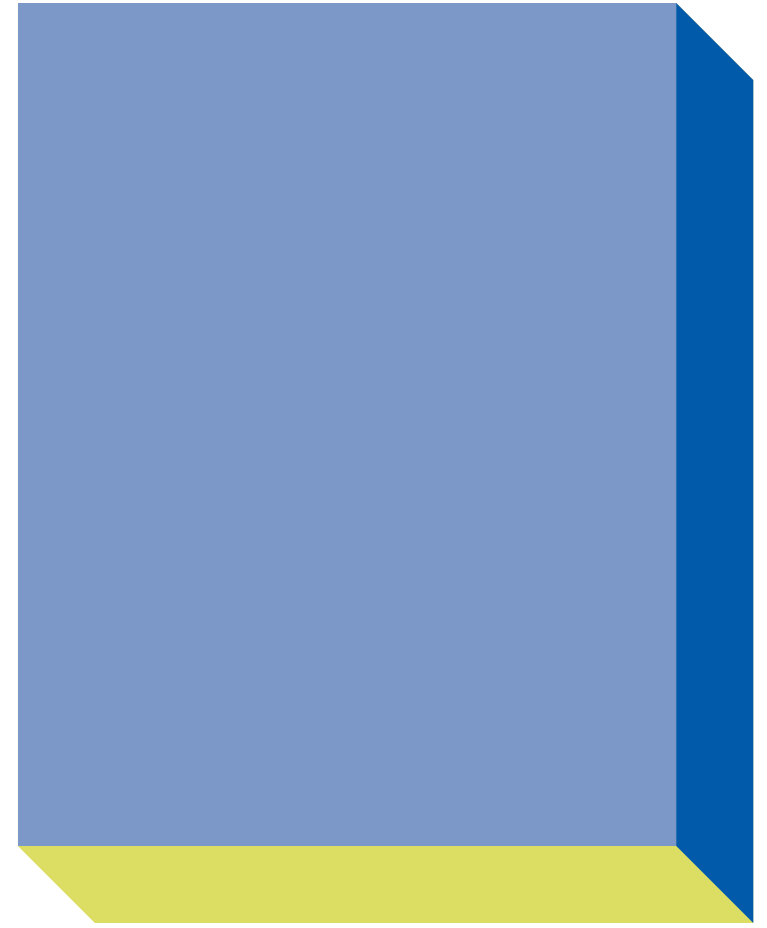
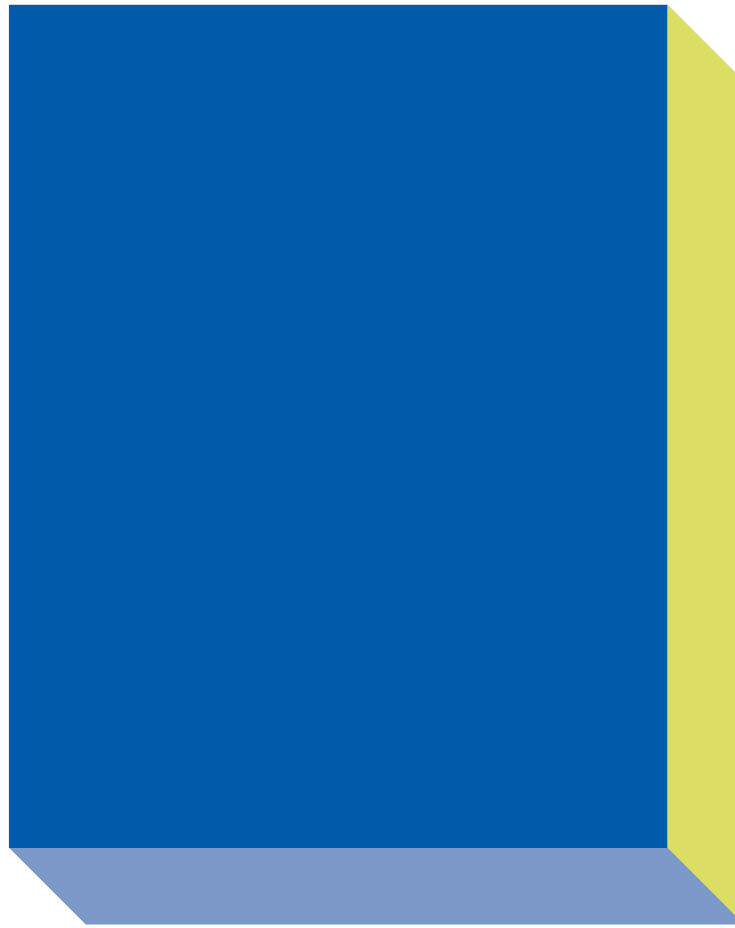
Alix Laurent
Directeur général à l'École supérieure
de ballet du Québec

Autrement dit, les personnes issues de l'étranger qui détiennent un diplôme du Québec deviennent ses meilleures ambassadrices économiques, scientifiques et culturelles. Grâce aux liens tissés avec des spécialistes, des entreprises ou des institutions dans leur pays d'origine, elles favorisent les échanges, les partenariats et le repérage de talents. Elles contribuent aussi au rayonnement international de l'expertise et des produits québécois.

« Accueillir des étudiants étrangers et encourager les étudiants québécois à faire des séjours d'études à l'étranger, constituent le meilleur moyen, pour une société comme le Québec, de développer un réseau de relations et de contacts internationaux. »

Henri-Paul Rousseau
Le triangle exportations,
immigration et éducation, 2017

Portraits



Aldo Bensadoun

Un rêve né entre plusieurs cultures

Discipline : Commerce

Pays d'origine : Maroc, France

Lieux de résidence actuel : le Québec

Né au Maroc de parents français nés en Algérie, Aldo Bensadoun poursuit ses études en France, au lycée Henri-IV, avant de traverser l'Atlantique pour rejoindre Cornell University aux États-Unis.

C'est pourtant à Montréal qu'il trouve son véritable coup de cœur : lors d'un simple week-end, séduit par le bilinguisme, l'ambiance et la chaleur humaine de la ville, il décide de transférer à McGill University pour y poursuivre des études en économie.

« Je trouvais que c'était un terreau fantastique pour grandir. Il n'y avait pas de barrière, pas de mur qui m'empêchait d'avancer. »

À McGill, au cœur d'une société en pleine ébullition dans les années 1960, Aldo Bensadoun découvre plus qu'une formation académique : il s'imprègne d'une effervescence intellectuelle et artistique qui façonne sa vision du monde. Inspiré par les grands débats de l'époque et par l'engagement philanthropique de figures majeures du Québec, il développe une conviction profonde : prouver qu'il est possible de réussir en affaires en restant

fidèle à des valeurs humaines – l'amour, le respect et l'intégrité.

Après un bref retour en France pour accomplir son service militaire, il choisit de revenir à Montréal, attiré par la liberté d'entreprendre qu'il y ressent. Quelques années d'expérience dans l'industrie du commerce le mènent à fonder, en 1972, l'entreprise qui porte son prénom : Aldo. Dès le départ, son ambition dépasse la réussite commerciale : il souhaite bâtir une entreprise à visage humain et contribuer activement au dynamisme de sa communauté d'adoption.

Montréal, pour lui, a été bien plus qu'une ville d'accueil : elle a été le socle de son épanouissement personnel et professionnel.

Il souligne l'importance de **« l'authenticité de la communauté, l'absence de barrières sociales rigides et la coexistence harmonieuse des langues et des cultures »** dans son cheminement.



« Je n'aurais peut-être pas pu réaliser tout cela en Europe », confie-t-il, exprimant sa reconnaissance envers le Québec et le Canada pour avoir offert un espace de liberté et de croissance.

Aujourd'hui honoré de distinctions telles que l'Ordre du Canada et l'Ordre national du Québec, Aldo Bensadoun reste animé par une conviction forte :

« L'idée, c'est d'attirer vers nous les gens qui veulent faire briller cette flamme. »

Pour lui, le Québec doit continuer à ouvrir ses portes aux étudiants internationaux, car **« c'est ce mélange des cultures et des pensées qui fait grandir la société en général. »**

Avec humilité, il conclut : **« Lorsqu'on a un rêve, et qu'on veut accomplir quelque chose, l'ambiance du Canada m'a permis d'être ce que je suis aujourd'hui. »**

Aujourd'hui reconnu parmi les figures marquantes de l'économie québécoise et canadienne, Aldo Bensadoun n'a jamais oublié ce que Montréal lui a offert. Ses nombreuses contributions philanthropiques envers l'éducation, la culture et l'innovation témoignent d'un attachement profond à la société qui l'a vu s'épanouir.

Sa trajectoire incarne avec éclat tout ce que le Québec gagne lorsqu'il ouvre ses portes aux talents du monde entier.

Gina Cody

Ingénieure, cheffe d'entreprise, philanthrope et défenseure de l'éducation internationale

Discipline : Génie du bâtiment

Pays d'origine : Iran

Lieu de résidence actuel : Ontario

- **Aryamehr University of Technology (1975-1979)**
Baccalauréat en génie
- **Université Concordia (1979-1981)**
Maîtrise en génie du bâtiment
- **Université Concordia (1981-1989)**
Doctorat en génie du bâtiment
- **Construction Control Inc. (CCI)**
Ingénieure, puis Présidente-directrice et actionnaire principale

La Dre Gina Cody est une ingénieure et cheffe d'entreprise canado-iranienne dont le parcours incarne la force transformatrice de l'éducation, de l'ambition et de la persévérance.

En 1979, en pleine révolution iranienne, elle arrive au Canada avec un diplôme en génie de la meilleure université d'Iran, 2 000 dollars en poche et une détermination sans faille à poursuivre ses études. Elle choisit Montréal, où son frère venait tout juste de terminer un diplôme en ingénierie à Concordia. Acceptée à UCLA et à McGill, c'est finalement à Concordia que son destin bascule : un professeur, impressionné par son dossier académique, lui offre une bourse sur-le-champ. **« Je suis arrivée pendant la fin de semaine de la fête du Travail. Un professeur a vu mes résultats et m'a dit : "Pourquoi iriez-vous ailleurs ? Je vous offre une bourse." Ça a tout changé. »**

Ce moment marque un tournant dans sa vie, et le début d'un engagement durable envers le Québec et l'enseignement supérieur.

En 1981, elle complète sa maîtrise en génie à Concordia. En 1989, elle devient la première femme de l'histoire de l'université – et du Canada – à obtenir un doctorat en génie du bâtiment.

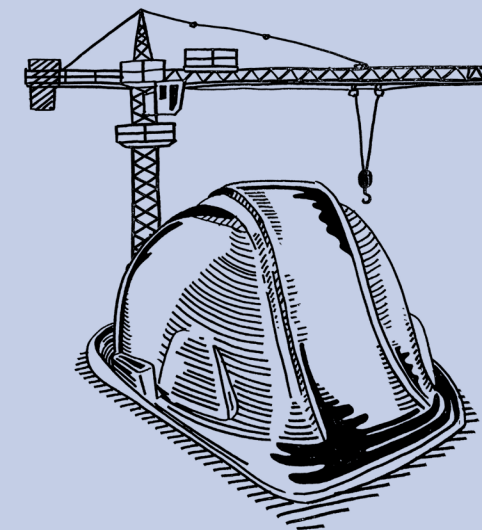
Profondément attachée à Montréal, où son mari – d'origine québécoise et irlandaise – est également établi, elle décide toutefois de s'installer à Toronto, faute d'opportunités professionnelles au Québec à l'époque. Sa carrière dans le secteur privé s'étendra sur plus de trente ans, au service de grandes fiducies de placement immobilier, de promoteurs et d'institutions canadiennes. Elle a été présidente exécutive et actionnaire principale de CCI Group Inc., une firme nationale de génie-conseil basée à Toronto, jusqu'à sa retraite en 2016.

Aujourd'hui, Gina Cody est l'une des rares femmes à présider une entreprise inscrite au TSX60 (CAPREIT). Elle préside également le conseil d'administration de European Residential REIT, et siège aux conseils de plusieurs organisations, dont EllisDon Construction, CIMA+ et Sienna Senior Living.

Reconnue pour son profond désir de redonner, elle a toujours voulu transmettre le soutien qu'elle a elle-même reçu. En 2018, elle fait un don historique de 15 millions de dollars à Concordia – l'un des plus importants jamais faits par une femme au Canada – afin de promouvoir la diversité et l'inclusion en ingénierie et en informatique. En son honneur, la faculté d'ingénierie et de sciences informatiques est renommée l'École Gina-Cody.

« Montréal m'a accueillie à bras ouverts. Ça a changé ma vie. J'ai toujours senti le devoir de redonner et d'ouvrir la voie à celles et ceux qui suivront. »

Aujourd'hui chancelière de l'Université Concordia, elle préside également le conseil consultatif de l'École Gina Cody, où elle continue d'influencer les orientations stratégiques de l'établissement. Elle est aussi lieutenant-colonelle honoraire des Forces armées canadiennes, au sein de la 34^e brigade du génie de combat à Montréal.



Foutsé Khomh
De l'étudiant international au bâtisseur
de l'IA au Québec

Discipline : Génie logiciel et intelligence artificielle
Pays d'origine : Cameroun
Lieux de résidence actuel : le Québec

Originaire du Cameroun, Foutsé Khomh a grandi dans un environnement où l'apprentissage, le savoir et les livres occupaient une place centrale. Professeur de mathématiques, son père lui transmet sa passion pour les chiffres, tandis que sa mère, enseignante d'anglais, lui ouvre les portes d'un monde de communication et d'ouverture culturelle. Il se démarque rapidement par sa curiosité insatiable et son besoin constant de stimulation intellectuelle, sautant plusieurs classes pour éviter l'ennui.

Son parcours universitaire débute au Cameroun, où il entame des études en mathématiques avant de se tourner vers le génie logiciel. Très vite, il se rend compte que son véritable intérêt réside dans la capacité de la technologie à avoir un impact concret sur la société. Mais la recherche pratiquée autourde lui ne le satisfait pas. Il constate une déconnexion entre les problématiques liées à l'éducation et les besoins réels de la société dans laquelle il évolue. Après une expérience dans le secteur privé, qu'il juge redondante, il décide de retourner à la recherche.

C'est au gré des rencontres qu'il atterrit au Québec, guidé par des amis d'enfance ayant étudié ici. Plus encore, il est attiré par la manière dont les chercheuses et chercheurs québécois participent à des discussions scientifiques avec le corps étudiant. Son arrivée à l'Université de Montréal est marquée par la découverte

d'un milieu intellectuellement foisonnant, avec des figures emblématiques comme Gilles Brassard en cryptographie et Yoshua Bengio en intelligence artificielle (IA).

« J'avais tout : un environnement stimulant, des problèmes complexes à résoudre et des amis à mes côtés. »

Après ses études, il envisage de poursuivre sa carrière aux États-Unis dans la recherche industrielle, mais des mentors l'incitent à rester au Québec. Ils lui font comprendre qu'ici, il pourra non seulement avoir un impact, mais aussi conserver une liberté essentielle à sa recherche. Il se pose alors la question : pourquoi Gilles Brassard est-il resté au Québec alors qu'il aurait pu partir ? Cette réflexion le pousse à prendre conscience de l'effet boule de neige : en restant et en construisant un écosystème fort ici, il contribue à attirer d'autres talents.

« Il y a une influence réciproque entre les spécialistes de la recherche qui décident de rester. En voyant Yoshua Bengio et Gilles Brassard bâtir ici, j'ai compris que l'endroit où l'on se trouve importe peu. Si l'on croit fortement à l'objet de notre action, on peut construire un environnement fertile où l'on est. »

En devenant professeur à Polytechnique Montréal, il s'investit dans la formation et la recherche en génie de la prochaine génération experte en IA et en génie

logiciel. Il supervise une importante population étudiante nationale et internationale et souligne l'importance du recrutement à l'étranger pour alimenter la filière de recherche au Québec.

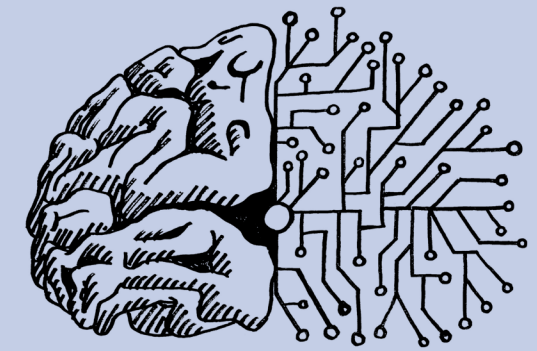
« Nous avons le défi inverse : je célèbre chaque fois que j'attire un étudiant du baccalauréat vers les études supérieures, car sans cela, nous devons nous tourner vers l'international. Aujourd'hui, nous rayonnons à l'échelle mondiale et c'est cela qui me permet d'attirer des talents de Thaïlande, d'Italie, de Belgique, et d'autres pays. »

Au fil des années, il prend conscience de l'impact stratégique de la recherche et de la nécessité de développer un écosystème scientifique local fort.

« Il est facile de croire que les opportunités sont meilleures ailleurs, mais en réalité, nous avons le pouvoir de construire et d'innover ici. C'est plus stimulant de bâtir au Québec et de voir son impact directement sur la société. »

Son engagement ne s'arrête pas à ses recherches ; il est convaincu que la diversité des idées est essentielle pour l'innovation.

« Dans la science, la diversité des opinions et des façons de penser est cruciale pour la créativité. Nous sommes beaucoup plus forts et riches lorsque nous pouvons confronter



des approches variées. Sinon, nous risquons de penser tous de la même façon et de cadrer les problèmes de manière trop uniforme. C'est pourquoi il est essentiel d'injecter du sang neuf et de nouvelles perspectives. »

Toutefois, il s'inquiète des récentes restrictions touchant les effectifs étudiants internationaux et la concurrence accrue pour attirer les talents scientifiques.

« Nous avons construit un formidable écosystème, mais nous devons le préserver. D'autres pays, comme la France, investissent massivement aujourd'hui pour attirer les meilleurs chercheurs en IA. Nous devons nous donner les moyens de rester compétitifs. »

Foutsé Khomh incarne l'histoire d'un étudiant international qui, par son talent et son dévouement, a contribué à l'essor du Québec dans le domaine de l'IA. Son parcours illustre à quel point la mobilité étudiante et la recherche scientifique sont des moteurs essentiels de l'innovation et du développement technologique. Aujourd'hui, il continue de faire rayonner le Québec sur la scène scientifique mondiale tout en formant la nouvelle génération de spécialistes qui façonnera l'avenir de l'IA et du génie logiciel.

LAUREN

Lauren Rathmell

De la biochimie aux fermes sur les toits :
un parcours enraciné à Montréal

Discipline : Biochimie

Pays d'origine : États-Unis

Lieux de résidence actuel : le Québec

L'histoire de Lauren Rathmell commence tout près, de l'autre côté de la frontière, au Vermont. Au moment de choisir son université, elle cherchait un endroit proche de chez elle, urbain et dynamique. Montréal cohabitait toutes les cases.

« C'était à moins de deux heures, à la fois familial et excitant. Je connaissais la ville, et McGill était l'un de mes premiers choix », se souvient-elle.

La décision finale s'est jouée entre McGill, BU et NYU, mais l'énergie internationale de Montréal, son accessibilité et la réputation académique de McGill ont rapidement fait pencher la balance.

Lauren s'est inscrite en biochimie, avec une mineure en neurosciences. C'était un domaine qu'elle adorait, mais au-delà des cours et des laboratoires, c'est la ville et le campus qui lui ont laissé une impression durable.

« Ce qui est unique à McGill, c'est que c'est une institution historique en plein cœur de la ville. On sent qu'on fait partie de quelque chose de plus grand. »

Ce sentiment d'appartenance, combiné à la diversité rencontrée sur le campus, a profondément influencé la façon dont Lauren allait plus tard bâtir son entreprise.

« Cela a vraiment élargi ma vision du monde. On se connecte à des gens de partout, pas seulement d'autres pays, mais aussi d'autres disciplines et perspectives. Ce genre d'exposition devient une véritable fondation. »

La suite n'était pas un plan parfaitement tracé, mais plutôt une série de pas opportuns et de choix audacieux. Un an après l'obtention de son diplôme, Lauren et ses cofondateurs lançaient Lufa Farms, la première serre commerciale sur toit au monde. Ce qui n'était qu'un concept visionnaire est vite devenu une réalité florissante.

« Je faisais de la recherche indépendante sur l'agriculture durable et l'hydroponie au campus Macdonald de McGill. Ces recherches et les ressources disponibles nous ont permis de faire décoller notre première serre. »

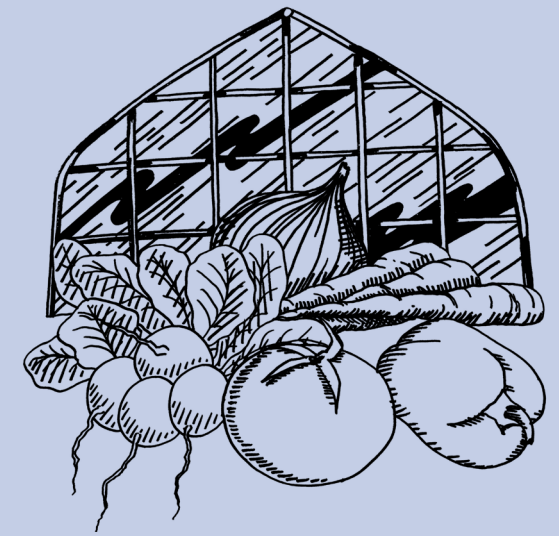
Dès 2011, Lufa Farms produisait et livrait quelques centaines de paniers alimentaires par semaine. Aujourd'hui, l'entreprise livre 30 000 paniers par semaine, gère plus de 500 000 pieds carrés de serres et de fermes intérieures, emploie près de 1 000 personnes et nourrit environ 2 % de la population de Montréal.

« Nous avons construit un marché fermier en ligne, entièrement intégré. Nous cultivons, nous nous approvisionnons, nous emballons et nous livrons directement à nos clients. Nous ne passons pas par des détaillants. C'est transparent, local et durable. »

Si l'activité principale de l'entreprise reste centrée à Montréal, son modèle et son influence s'étendent bien au-delà, inspirant de nouvelles approches en agriculture urbaine partout dans le monde.

Selon Lauren, Montréal était le lieu idéal pour lancer un projet aussi ambitieux.

« L'atmosphère entrepreneuriale ici est très ouverte et encourageante surtout



dans l'agriculture urbaine. Il existe un réseau solide, et nous avons eu la chance de faire partie d'un mouvement en pleine expansion. »

Bien qu'elle soit venue du « voisin d'à côté », Lauren incarne parfaitement ce que de nombreux étudiants internationaux apportent au Québec : des idées audacieuses, une vision globale et un impact local profond.

Son parcours, ancré dans la science, nourri par Montréal et porté par l'innovation, a contribué à transformer la façon dont une ville se nourrit.

GEOFFREY

Geoffrey Gaquère

Un regard belge, une passion québécoise

Discipline : Théâtre

Pays d'origine : Belgique

Lieux de résidence actuel : le Québec

Quand Geoffrey Gaquère découvre le théâtre québécois lors d'un festival alors qu'il est étudiant au Conservatoire d'Art dramatique de Bruxelles, c'est une véritable révélation. La mise en scène audacieuse, le jeu organique et la liberté d'interprétation qu'il observe dans cette adaptation de *Voyage au bout de la nuit* par Wajdi Mouawad le marquent profondément. Ce moment charnière l'amène à présenter ses auditions pour l'École nationale de théâtre du Canada.

« **Si je n'avais pas fait l'École nationale, je n'aurais pas eu la carrière que j'ai aujourd'hui** », confie-t-il. Cette formation a été un tremplin, lui permettant de créer des liens durables avec ses pairs et de se forger une place sur la scène théâtrale québécoise.

Depuis maintenant 30 ans, Geoffrey Gaquère a fait du Québec son chez-lui, s'immergeant totalement dans sa culture dramatique, son histoire et ses codes sociaux.

« **J'ai plongé dedans corps et âme** », raconte-t-il. Ce n'est pas sans embûches qu'il a tracé son chemin, affrontant notamment le défi de son accent dans un milieu où l'accent québécois est un outil fondamental. C'est ainsi qu'il a développé d'autres compétences, notamment en mise en scène.

Après avoir joué sur les plus grandes scènes québécoises, notamment au Théâtre Denise-Pelletier, à Duceppe et au TNM, il s'investit dans la direction artistique. De 2008 à 2018, il assure la direction artistique du Théâtre Debout, une compagnie de création. Entre 2014 et 2022, il dirige le Théâtre Espace Libre, où il met en place une stratégie de développement structurante et un soutien accru aux nouvelles générations d'interprètes et de créateurs.

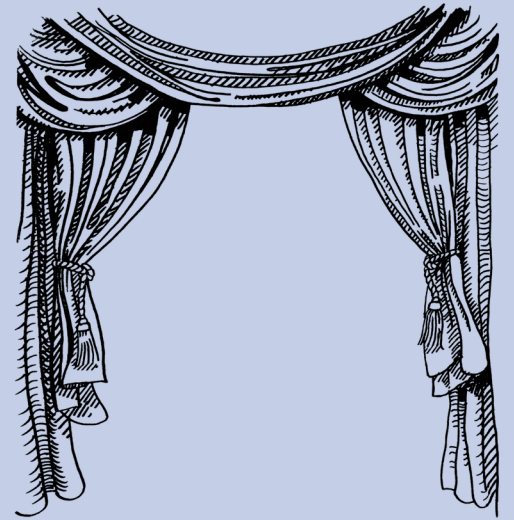
Son engagement dans la transmission du savoir le conduit à prendre la tête du Conservatoire d'art dramatique de Montréal en 2023, un rôle qui lui permet de continuer à façonner l'avenir du théâtre québécois.

Désormais à la direction du Théâtre du Nouveau Monde (TNM), Geoffrey Gaquère apporte son regard sensible et son parcours hybride pour faire rayonner le théâtre sous toutes ses formes.

Pour lui, le théâtre est un espace d'accueil, de dialogue et d'ouverture. Face aux récentes annonces gouvernementales sur la culture, il insiste : « **Se couper de l'autre, peu importe d'où il vient, est une erreur. Notre capacité à accueillir l'autre est ce qui nous permettra de surmonter les défis actuels** ».

Cette philosophie de l'inclusion et de la rencontre anime son travail et insuffle une nouvelle énergie au TNM.

Geoffrey Gaquère est aujourd'hui l'un des visages emblématiques du théâtre québécois, prouvant que l'art de la scène, au Québec, est avant tout une histoire d'ouverture, de dépassement et de passion



Effrosyni Diamantoudi

La professeure grecque qui a fait de Montréal son port d'attache

Discipline : Économie
Pays d'origine : Grecque
Lieux de résidence actuel : le Québec

- **Université d'Ottawa (1992-1994)**
Baccalauréat en administration
- **Université McGill (1994-1995)**
Maîtrise en économie
- **Université Concordia (1995-2000)**
Doctorat en économie
- **Université Aarhus, Danemark (2000-2003)**
Professeure adjointe
- **Université Concordia (2003-2025)**
Professeure adjointe, professeure associée professeure titulaire, doyenne des études supérieures

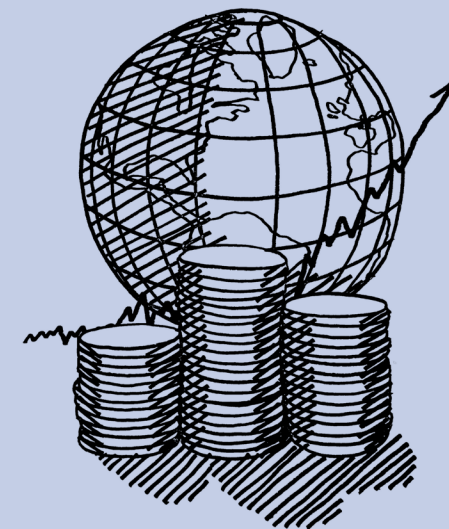
Pour Effrosyni Diamantoudi, vivre au Canada n'était pas un objectif à long terme : il s'agissait plutôt d'une aventure temporaire, pour goûter à une vie différente. Mais son premier contact avec Montréal, tandis qu'elle réalisait un baccalauréat à Ottawa, a été assez marquant pour influencer la suite de son parcours. Attirée par l'ouverture et le dynamisme montréalais, elle a entamé une maîtrise à l'Université McGill, où elle a rapidement baigné dans un microcosme de la planète, où les cultures se mêlaient de façon très naturelle.

« Il suffit d'imaginer les repas qu'on partageait ensemble, dit-elle. C'était très authentique : chaque personne apportait les mets traditionnels de son pays. »

Elle n'avait toutefois pas encore l'intention de s'établir au Québec : comme ses camarades de classe, elle était concentrée sur ses études tout en profitant de son séjour dans une ville accueillante.

Après l'obtention de son doctorat, elle s'est installée pendant six ans en Europe. Malgré sa réussite en enseignement au Danemark, elle continuait de ressentir l'appel de Montréal. Elle a accepté un poste à l'Université Concordia qui a joué un rôle fondamental à la fois dans sa vie professionnelle et personnelle. Aujourd'hui, Montréal est bien plus qu'une ville pour elle : c'est l'endroit où elle a choisi de vivre, d'apprendre le français, de s'intégrer à la société et de fonder une famille.

En dépit de son attachement au Canada, Effrosyni Diamantoudi a été témoin de la transformation des pratiques d'accueil international des universités : **« Lorsque je suis arrivée en 1995, à l'époque du référendum, il y avait des discussions politiques sur les luttes du Québec, mais je ne me suis jamais sentie blâmée, déclare-t-elle. Aujourd'hui, les choses ont changé. »**



Selon elle, la forte employabilité, la mobilité et le talent des étudiantes et étudiants internationaux sont de précieux atouts. La présence d'effectifs internationaux entraîne la diversité et l'innovation, mais ils sont susceptibles de partir rapidement si les politiques deviennent trop contraignantes et ils ne se sentent plus les bienvenus. Le Canada risque de perdre ceux et celles qui ont façonné son paysage universitaire et économique.

FRANCIS

Francis Mugombozi

Un pilier de l'innovation au Québec

Discipline : Génie

Pays d'origine : République Démocratique du Congo

Lieux de résidence actuel : le Québec

- Polytechnique Montréal (2001-2005)
Baccalauréat en génie
- Polytechnique Montréal (2005-2007)
Maîtrise en sciences
- Polytechnique Montréal (2008-2013)
Doctorat en génie

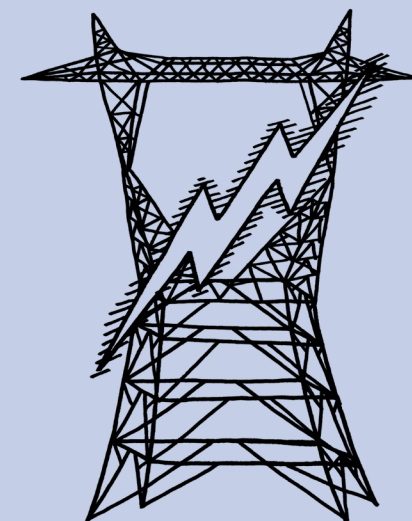
À son arrivée à Polytechnique Montréal en 2001 pour réaliser un baccalauréat, le Congolais Francis Mugombozi était loin de se douter qu'il deviendrait un acteur clé de l'innovation québécoise en tant que chef R et D au Centre de Recherche d'Hydro-Québec (CRHQ). Spécialisé dans les simulations des réseaux électriques, il a contribué à deux innovation majeures : le logiciel de simulation avancée des systèmes électriques EMTP et la co-simulation. Ces avancées technologiques, aujourd'hui reconnues à l'échelle mondiale, illustrent l'impact direct de l'expertise internationale sur l'industrie de l'énergie au Québec.

En tant que chercheur, il a joué un rôle crucial dans la modernisation du logiciel EMTP en refaisant l'un de ses modules clés. Il a mis à jour le langage de programmation et y a intégré des fonctionnalités innovantes, permettant ainsi de paralléliser les calculs. Cette optimisation a réduit le temps de calcul jusqu'à 30 fois, ce qui a amélioré l'efficacité des ingénieurs et permet la réalisation de simulations qui auraient été impossibles autrement. Son travail a contribué

à accélérer le développement de projets et à renforcer la précision des analyses.

Il a également introduit chez Hydro-Québec le concept de co-simulation, une approche permettant à plusieurs simulateurs de fonctionner ensemble tout en conservant leur indépendance. Ultimement, cette avancée permet de cerner les risques de cybersécurité et les mitigations à ces derniers.

Le parcours de Francis Mugombozi illustre parfaitement la contribution d'un étudiant international à l'innovation québécoise et témoigne de l'importance de l'accueil et de l'intégration des talents venus d'ailleurs. Aujourd'hui, son travail bénéficie non seulement à Hydro-Québec, mais aussi à l'ensemble du secteur énergétique, consolidant le rayonnement du Québec en tant que leader en recherche et développement.



AMIR

Amir

Les embûches sur le chemin
d'un diplômé en génie chimique chimiste

Discipline : Génie chimique
Pays d'origine : Iran
Lieu de résidence actuel : Colombie Britannique

- Petroleum University of Technology (2009-2013)
Baccalauréat
- Iran University of Science and Technology (2013-2015)
Maîtrise en sciences
- Université Laval (2018-2023)
Doctorat en génie chimique
- Université de la Colombie-Britannique (2023-2025)
Postdoctorat en génie mécanique

Stimulé par la possibilité de réaliser son doctorat en génie chimique sous la supervision d'un expert renommé, Amir est arrivé à l'Université Laval en 2018, après une maîtrise en sciences en Iran. Malgré son enthousiasme, il a vite compris que sa compréhension limitée du français était un obstacle, notamment pour ouvrir un compte bancaire ou participer à la vie sociale. Son emploi du temps au doctorat ne lui permettait pas de consacrer beaucoup de temps aux cours de francisation subventionnés auxquels il était inscrit.

Son intégration à la communauté étudiante étrangère a été difficile, en dépit des amitiés tissées depuis son arrivée et de sa grande admiration pour la culture et le milieu universitaire. Cependant, à l'extérieur de l'Université Laval, son parcours était plus complexe encore : les perspectives d'emploi québécoises dans son domaine étaient restreintes, et les candidatures transmises dans d'autres provinces ne donnaient aucun résultat positif. Les politiques d'immigration ont compliqué sa trajectoire encore

davantage, car pour être admissible à la résidence permanente au Québec, il devait maîtriser le français (niveau B2) et avoir travaillé au moins un an sur place. Le temps d'attente était aussi très long, alors que ses pairs en Colombie-Britannique pouvaient soumettre une demande bien plus rapidement. C'est ainsi qu'en 2024, il a migré vers Vancouver pour profiter d'un meilleur marché de l'emploi et d'une intégration simplifiée par l'absence de barrière linguistique.

Malgré les défis rencontrés, Amir demeure lié au Québec et poursuit son apprentissage du français : il serait disposé à y retourner si une occasion professionnelle intéressante se présentait. Il estime que le Québec a un immense potentiel, mais qu'il risque de perdre de grands talents en raison de ses politiques d'immigration. Sa trajectoire illustre les aspects positifs et négatifs des études internationales au Québec, ainsi que les failles d'un système qui incite les talents à partir plutôt qu'à se joindre à la société québécoise.

DIANA

Diana Moreno

De la Colombie à Drummondville,
un engagement francophone et communautaire

Discipline : Langue française
Pays d'origine : Colombie
Lieu de résidence actuel : Drummondville

Originaire de Colombie, Diana Moreno rêvait depuis longtemps de vivre en français. Ce désir l'a menée au Québec, attirée par la langue, la culture et la proximité géographique avec l'Amérique latine. En 2010, elle s'inscrit à l'Université du Québec à Trois-Rivières pour perfectionner son français à l'École internationale de français, un lieu qui devient pour elle une véritable porte d'entrée vers sa nouvelle vie.

Son parcours professionnel au Québec débute dans le secteur privé, comme contrôleuse adjointe dans une usine de transformation alimentaire. Elle découvre ensuite le service public au ministère des Transports, où elle gravit les échelons jusqu'au poste de technicienne en administration, avant de revenir dans le privé comme comptable de projets chez EXP.

Mais c'est surtout son engagement social qui distingue Diana. Elle a contribué activement à la vie communautaire, d'abord à Trois-Rivières, puis à Drummondville, où elle s'implique dans une multitude d'organismes et de comités. Interprète et traductrice pour INTRO Drummondville, membre de la Commission de l'immigration de la Ville depuis 2020, bénévole auprès de l'Orchestre symphonique de Drummondville, administratrice de plusieurs groupes culturels et éducatifs, elle participe également au comité pour la promotion de la langue française. Elle incarne un modèle d'intégration fondé sur la participation et la générosité.

Touchée dès son arrivée par les valeurs d'égalité et de solidarité, Diana affirme aujourd'hui avoir trouvé au Québec un véritable sentiment d'appartenance. **« Le Québec, c'est chez moi, de cœur et d'esprit »,** résume-t-elle.

ISABELLE

Isabelle Péan
Le rôle décisif d'un échange universitaire à la maîtrise en Gestion des PME à l'Université de Trois-Rivières

Discipline : Gestion des PME
Pays d'origine : France
Lieux de résidence actuel : le Québec

•

Université François Rabelais, Tours (France)
Maîtrise en sciences économiques –
DESS en management des entreprises

•

Université du Québec à Trois-Rivières
Maîtrise en gestion des PME et de leur environnement

•

Géo Alliance
Conseillère – stratégie d'affaires

•

Innovitech
Directrice principale – Sciences de la vie et santé

•

Fondation CHU Sainte-Justine
Directrice – Dons majeurs et recherche stratégique

•

CHU Sainte-Justine
Gestionnaire – Partenariats d'affaires

•

Université McGill
Directrice – Innovation avec la communauté

•

Fondation et Alumni de Polytechnique Montréal
Présidente-directrice générale

•

Stratège-i3
Fondatrice

« Des études supérieures qui ont été un ancrage pour toute ma carrière au Québec. »

Le rêve d'études internationales d'Isabelle Péan s'est concrétisé à Trois-Rivières où, dans le cadre d'un programme d'échange entre l'Université François Rabelais à Tours et l'UQTR, elle s'est installée sans savoir à quoi s'attendre. Dès son arrivée, elle a su s'intégrer à une communauté étudiante étrangère dynamique et bien établie.

Rapidement, elle s'est investie dans la vie universitaire tout en travaillant sur le campus : elle a notamment rédigé pour le service aux étudiants de l'UQTR, un guide d'accueil destiné aux étudiantes

et étudiants internationaux. Contrairement à la France, où l'enseignement était à l'époque plus théorique, le Québec lui a procuré un contexte d'apprentissage axé sur la pratique. Cette approche plus concrète et appliquée a profondément enrichi son parcours.

Trente ans plus tard, Isabelle Péan vit et travaille toujours au Québec. Son choix d'étudier à l'international a été déterminant pour son avenir, et cette expérience a façonné son parcours professionnel particulièrement riche

AHMAD

Ahmad Rajab
D'un avenir incertain au Liban à une carrière

Discipline : Génie du bâtiment
Pays d'origine : Liban
Lieux de résidence actuel : le Québec

•

Beirut Arab University
Baccalauréat en génie

•

Université Concordia (2021-2023)
Maîtrise en génie – gestion de la construction

•

Tetra Tech (2023-2025)
Estimateur de projet

« Étudier avec d'autres étudiants internationaux m'a permis de me faire des amis de divers horizons, ce qui m'a rendu plus ouvert d'esprit. »

Après l'obtention de son baccalauréat au Liban, Ahmad a choisi de réaliser une maîtrise en génie civil à l'Université Concordia. Son désir d'étudier à l'étranger a été motivé par plusieurs facteurs, notamment l'effondrement du système bancaire libanais en 2019.

Depuis son pays d'origine, il voyait le Canada comme un endroit où il pourrait contribuer à des projets d'ingénierie de plus grande envergure. Avec l'ambition de s'installer durablement et d'apporter sa contribution à la société, il a choisi le Québec pour apprendre le français et évoluer dans un environnement multiculturel. Malgré des défis initiaux

liés à la langue et à la pandémie, il s'est rapidement adapté grâce à des camarades de classe d'horizons divers et au réseau solide tissé dès son arrivée, même en pleine crise sanitaire.

Diplômé depuis 2023, Ahmad Rajab est aujourd'hui ingénieur civil au sein de l'une des plus prestigieuses firmes de consultation montréalaises. Il poursuit activement son apprentissage du français et se sent bien intégré à sa nouvelle communauté. Par le biais de l'accueil étudiant international, le Québec lui a offert un refuge pour rebâtir son avenir et devenir un atout précieux pour la société.

PERRETTE

Perrette Subtil

L'impact d'une formation France-Québec sur le milieu culturel

Discipline : Muséologie et histoire de l'art
Pays d'origine : France
Lieux de résidence actuel : le Québec

- **École nationale supérieure d'architecture de Lyon (1991-1993)**
Diplôme d'Études Fondamentales en architecture
- **École du Louvre (1993-1998)**
Diplôme de Premier Cycle en histoire de l'art
Diplôme d'Études Supérieures en muséologie
- **HEC Montréal (2001-2004)**
DESS en gestion des organismes culturels

« Les études, c'est formidable pour l'intégration dans la culture ! »

En 1998, Perrette Subtil est arrivée à Montréal dans le cadre d'un stage de deux mois au Centre canadien d'architecture, facilité par un partenariat entre la maîtrise en muséologie de l'Université de Montréal et le programme de 2^e cycle de muséologie de l'École du Louvre. C'est la possibilité de découvrir une institution internationale renommée dans une province nord-américaine francophone qui l'a incitée à choisir le Québec.

L'Université de Montréal et l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse (OFQJ) ont simplifié son arrivée grâce à la prise en charge d'aspects administratifs et financiers, tels que son billet d'avion et son visa. Ensuite, ses études au HEC Montréal en Gestion des organismes culturels ont considérablement accéléré

son intégration. Parmi les autres facteurs facilitants, citons le cours de 3 jours sur l'histoire du Québec offert lors de sa session d'accueil par l'OFQJ, et son mari québécois, un acteur clé dans son rapport à la culture locale.

Perrette Subtil occupe maintenant des postes de gestionnaire culturelle qui lui permettent de recruter des talents internationaux, à qui elle transmet à son tour la culture et l'histoire du Québec pour favoriser leur intégration.

Témoin de leur grande volonté de participer à l'économie québécoise, elle leur fait confiance pour s'épanouir dans un milieu culturel diversifié où la francophonie occupe une place importante.

CLARISSE

Clarisse Bascans

La réussite d'une entrepreneure française grâce au réseau de l'École de technologie supérieure

Discipline : Génie et écosystème des startups
Pays d'origine : France
Lieux de résidence actuel : le Québec

- **INSA Lyon (2014-2017)**
Diplôme d'ingénieur – Génie mécanique et développement
- **École de technologie supérieure (ÉTS) (2016-2018)** -
Maîtrise en sciences appliquées – Technologies de la santé
- **Université McGill (2017-2018)**
Microprogramme en innovation en chirurgie
- **HEC Montréal (2018-2019)**
Incubateur pour start-ups – « EntrePrism »

« Ça donne envie de rester : tu as des gens qui croient en toi et te soutiennent dans la création de l'entreprise. »

Française d'origine, Clarisse Bascans est arrivée à Montréal en tant qu'étudiante à la maîtrise en sciences appliquées à l'ETS.

Incertaine de son choix de carrière, elle souhaitait réaliser un échange de deux ans à l'extérieur de l'Europe. Elle a ainsi opté pour le Québec, où elle est tombée sous le charme de l'équilibre entre vie professionnelle et personnelle, lui permettant de « vivre deux vies » même la semaine.

Ses études ont été marquées par sa participation à l'association étudiante et au comité étudiant des cycles supérieurs de l'ETS, où elle a notamment eu l'occasion d'organiser des activités. Au fil du temps, elle s'est aussi constitué

un cercle d'amis international qu'elle considère maintenant comme sa deuxième famille.

Après ses études, Clarisse Bascans a été encouragée à créer une firme de conseil spécialisée avec une autre étudiante en maîtrise et une employée de l'ETS. Appuyé par plusieurs spécialistes, ce projet a renforcé son sentiment d'appartenance et son désir de rester. Les jeunes entrepreneurs ont intégré le parcours EntrePrism, incubateur de start-ups à HEC Montréal.

Depuis octobre 2023, elle coordonne la création d'itechsanté, le nouvel institut de recherche et d'innovation en technologies de la santé de l'ETS.

KARINE

Karine Deshayes

L'apport d'une ex-étudiante internationale au développement

Discipline : Commerce et affaires internationales

Pays d'origine : France

Lieux de résidence actuel : le Québec

- **HEC Montréal (1998-2001)**
BAA, Marketing, affaire internationale
- **HEC Montréal (2001-2007)**
Conseillère auprès des étudiants étrangers
- **Polytechnique Montréal (2007-2010)**
Coordinatrice du service des étudiants étrangers
- **HEC Montréal (2010-2015)**
Responsable service aux étudiants étrangers et chargée de cours
- **Université de Montréal (2015-2017)**
Maîtrise en psychopédagogie
- **HEC Montréal (2013-2024)**
Responsable année préparatoire
- **HEC Montréal (Depuis 2015)**
Maître d'enseignement en management

Arrivée à Montréal en 1998 pour réaliser un baccalauréat à HEC Montréal, Karine Deshayes a d'abord développé les premiers services d'accueil pour les étudiants internationaux à HEC Montréal pour ensuite coordonner le service des étudiants internationaux de Polytechnique, puis été responsable pendant 10 ans de l'année préparatoire, un programme destiné aux personnes provenant de l'étranger.

Au début des années 2000, l'accueil international dans les universités était encore peu structuré. Les démarches d'immigration étaient particulièrement difficiles : la réglementation forçait le corps étudiant à trouver un emploi dès la fin du baccalauréat, sans quoi il fallait repartir. Même si la majeure partie de son cercle d'amis est ainsi rentrée en France, elle a pu demeurer au Québec grâce à HEC.

Rapidement, elle a eu l'occasion de participer aux premières initiatives d'accueil international de l'établissement, notamment en adaptant le matériel promotionnel de l'école aux

besoins du marché français et en structurant les services liés au logement. Elle a ensuite soutenu la clientèle étrangère de Polytechnique et de HEC, dont les services étaient centrés sur la gestion de crise (choc culturel, difficultés financières, manque de réseau de soutien, etc.). Elle a vu évoluer les stratégies gouvernementales en matière d'immigration, qui influencent celles des universités.

En tant que responsable de l'année préparatoire à HEC, Karine Deshayes a créé des programmes pédagogiques innovants axés sur la prévention, l'intégration culturelle et le soutien éducatif des étudiants et étudiantes à leur arrivée. En les accompagnant, elle a contribué à leur réussite et à leur bien-être. Depuis janvier 2025, elle est responsable de l'intégrité intellectuelle et de l'éthique étudiante, relevant les nouveaux défis liés à l'intelligence artificielle. Elle poursuit aujourd'hui sa mission en accompagnant les talents internationaux pour une intégration réussie au Québec.

ANDRÉ

André Carpentier

Un médecin, professeur et chercheur qui n'hésite pas à recruter des effectifs étudiants internationaux à Sherbrooke

MD FRCPC, Directeur scientifique du Centre de recherche du CHUS, Chaire de recherche du Canada

- **INSA Lyon (2014-2017)**
Diplôme d'ingénieur – Génie mécanique et développement
- **École de technologie supérieure (ÉTS) (2016-2018)**
Maîtrise en sciences appliquées – Technologies de la santé
- **Université McGill (2017-2018)**
Microprogramme en innovation en chirurgie
- **HEC Montréal (2018-2019)**
Incubateur pour start-ups – *EntrePrism*

« Accueillir des étudiants internationaux augmente beaucoup notre capacité d'avoir les meilleurs cerveaux, d'avoir les meilleures idées pour l'industrie. C'est très favorable ! »

Médecin endocrinologue reconnu, le Dr André C. Carpentier est aussi professeur à l'Université de Sherbrooke et directeur scientifique du Centre de recherche du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke. Il est titulaire de la Chaire de recherche du Canada en imagerie moléculaire du diabète et occupe un rôle de premier plan dans le domaine de la recherche cardiovasculaire et métabolique.

Son parcours impressionnant l'a incité à collaborer avec plusieurs talents internationaux, dont il souligne l'apport essentiel à son laboratoire. Par exemple, le chercheur postdoctoral français Christophe Noll, qui s'est d'abord joint temporairement à son équipe, a décidé de s'établir au Québec à long terme en raison des possibilités de carrière et de l'environnement de recherche stimulant. Son rôle dans le laboratoire

du Dr Carpentier est aujourd'hui central : il influence directement les avancées scientifiques du CHUS.

Selon le Dr Carpentier, les collaborations internationales initiées à l'université perdurent souvent au-delà du séjour étudiant : elles facilitent les liens entre le Québec et d'autres institutions de renom mondial. Émilie Montastier, une étudiante française invitée temporairement au laboratoire du Dr Carpentier en 2019, est maintenant professeure à Toulouse. Son séjour à l'Université de Sherbrooke a permis d'établir des interactions scientifiques durables entre le Québec et la France, y compris avec le laboratoire du Dr Dominique Langin. Cette collaboration formidable a mené à une publication à très grand impact, au partage de modèles animaux et à l'obtention d'une subvention canadienne commune.

GILBERT

Gilbert F. Houngbo
Diplômé de l'UQTR,
à la tête de l'Organisation
internationale du travail

Originaire du Togo, Gilbert F. Houngbo a complété un baccalauréat et un DESS en sciences comptables à l'Université du Québec à Trois-Rivières au milieu des années 1980. Son passage au Québec a marqué un tournant dans sa trajectoire, lui offrant les bases d'une carrière internationale remarquable. Après avoir été Premier ministre du Togo de 2008 à 2012, il a dirigé le Fonds international de développement agricole, avant d'être élu en 2022 à la tête de l'Organisation internationale du travail (OIT). Premier Africain à occuper ce poste, il incarne un leadership inclusif et un engagement ferme pour le dialogue tripartite mondial.

Néo UQTR (1^{er} avril 2022) *Un diplômé de l'UQTR à la barre de l'Organisation internationale du travail*

MOUSTAPHA

Moustapha Mamba Guirassy
Un politicien sénégalais formé au Québec
en génie électrique à l'UQAC

Né à Dakar, Moustapha Mamba Guirassy est un entrepreneur et homme politique sénégalais dont le parcours a été marqué par des études l'UQAC (baccalauréat en génie électrique, 1989) et à l'Université Laval (MBA, 1991). Avant de retourner au Sénégal, il a aussi eu l'occasion de travailler sur des projets d'envergure pour Alcan Laterrière.

À son retour dans son pays d'origine, il devient un pionnier de l'enseignement supérieur privé, fondant l'Institut africain de management (IAM), aujourd'hui un réseau influent en Afrique de l'Ouest. Bien que son parcours l'ait mené ailleurs, son passage au Québec a façonné sa vision et son approche de l'éducation et de l'innovation, contribuant indirectement aux liens universitaires et économiques entre le Québec et l'Afrique francophone.

Wikipédia. Moustapha Mamba Guirassy. Repéré le 7 avril 2025.

MOULAY

Moulay Hafid Elalamy
L'impact positif des études
à Sherbrooke d'un homme d'affaires
et politicien marocain

Moulay Hafid Elalamy est un leader du secteur industriel, financier et politique au Maroc. Après des études en systèmes d'information à l'Université de Sherbrooke, il démarre sa carrière au Québec, notamment au ministère des Finances et dans le domaine des assurances, avant de rentrer au Maroc pour bâtir le Groupe Saham.

Aujourd'hui, en tant qu'ancien ministre et entrepreneur reconnu, il continue d'évoquer l'impact positif de sa formation québécoise dans les médias marocains. À travers ses témoignages, il contribue à faire rayonner l'Université de Sherbrooke et le Québec à l'international, renforçant son attractivité auprès de la population étudiante et du milieu de l'entrepreneuriat.

Université de Sherbrooke, Moulay Hafid Elalamy. Bureau des gouverneurs. Repéré le 7 avril 2025.

SARA

Sara Magdouli
Transformer les résidus industriels
en solutions durables
en Abitibi-Témiscamingue

Guidée par sa passion pour les biotechnologies appliquées au développement durable, la Tunisienne Sara Magdouli choisit d'aller étudier à l'INRS. Attirée par d'excellentes infrastructures de recherche, elle y entreprend un doctorat en sciences de l'eau, explorant des procédés innovants pour produire du biodiesel à partir de levures.

Aujourd'hui professeure associée à l'UQAT, elle est aussi coordonnatrice du laboratoire des effluents contaminés et eaux de procédés au Centre technologique des résidus industriels, où elle développe des bioprocédés pour traiter les effluents miniers et valoriser les déchets. Depuis l'Abitibi-Témiscamingue, elle continue de collaborer avec ses ex-collègues de l'INRS et avec l'ensemble de la communauté scientifique québécoise, faisait rayonner son alma mater et l'innovation environnementale du Québec.

Fondation de l'INRS (21 août 2024). Témoignage de Sara Magdouli.

STÉPHANE

Stéphane Ruggeri
Relier la science et l'innovation
au Québec

Afin d'explorer de nouveaux horizons scientifiques et culturels, Stéphane Ruggeri a quitté la France pour réaliser un doctorat à l'INRS-EMT sur les batteries rechargeables nickel-métal hydrure. Entre les laboratoires de l'INRS et ceux d'Hydro-Québec à Varennes, il devient un pionnier dans l'utilisation du broyage mécanique pour les matériaux de batteries.

Après un passage au Conseil national de recherches du Canada, il revient à l'INRS pour réaliser un postdoctorat sur les piles à combustible. Deux décennies plus tard, ce projet trouve un écho dans la transition énergétique actuelle. Aujourd'hui, Stéphane Ruggeri est spécialiste croissance et innovation à Développement économique de l'agglomération de Longueuil, où il aide des individus et des entreprises à concrétiser leurs découvertes scientifiques.

Fondation de l'INRS (11 décembre 2024).
Témoignage de Stéphane Ruggeri.

SEDA

Seda Yasa
Un talent scientifique formé
au Québec

À la découverte des recherches sur maladies neurodégénératives menées à l'INRS, Seda Yasa savait qu'elle avait trouvé l'endroit idéal pour entreprendre un doctorat en biologie. C'est ainsi qu'elle a troqué la Turquie pour Laval, où se trouve le Centre Armand-Frappier Biotechnologie. Pendant cinq ans, elle y a étudié les protéines CLN et leur rôle dans les maladies de stockage lysosomal, notamment la maladie de Batten. Grâce aux installations de pointe de la Cité de la Biotech et au soutien financier de l'INRS, elle a publié des articles scientifiques et participé à des conférences internationales.

Elle poursuit désormais ses travaux à l'Université Harvard, où elle est chargée de recherche postdoctorale. Son passage au Québec lui a offert les bases scientifiques et les ressources nécessaires pour se positionner parmi les chercheuses de premier plan. En partageant son expérience positive à l'INRS et à Laval, elle fait rayonner la recherche québécoise sur la scène internationale.

Fondation de l'INRS (22 août 2024). Témoignage de Seda Yasa.

ROSE

Rose Pola Pricémou
De Montréal à la tête du numérique
en Guinée

Originaire de la Guinée, Rose Pola Pricémou a obtenu une maîtrise en recherche informatique à l'Université de Montréal et un MBA en gestion des technologies de l'information à l'Université Laval, avant d'acquérir dix ans d'expérience dans des institutions majeures du Québec et du Canada.

Forte de cette expertise, elle est retournée en Guinée en 2016, intégrant d'abord le ministère des Mines et de la Géologie, puis occupant des rôles stratégiques dans la promotion des investissements et de l'innovation. En mars 2024, elle a été nommée ministre des Postes, des Télécoms et de l'Économie numérique, où elle pilote la transformation numérique de la Guinée. Son parcours au Québec a nourri sa vision ambitieuse et son leadership, qui contribuent au rayonnement de l'expertise québécoise à l'international.

Diallo, P. (26 octobre 2021). Découvrez qui est Rose Pola Pricemou, la nouvelle ministre de l'information et de la communication! Planète 7.

ANNICK

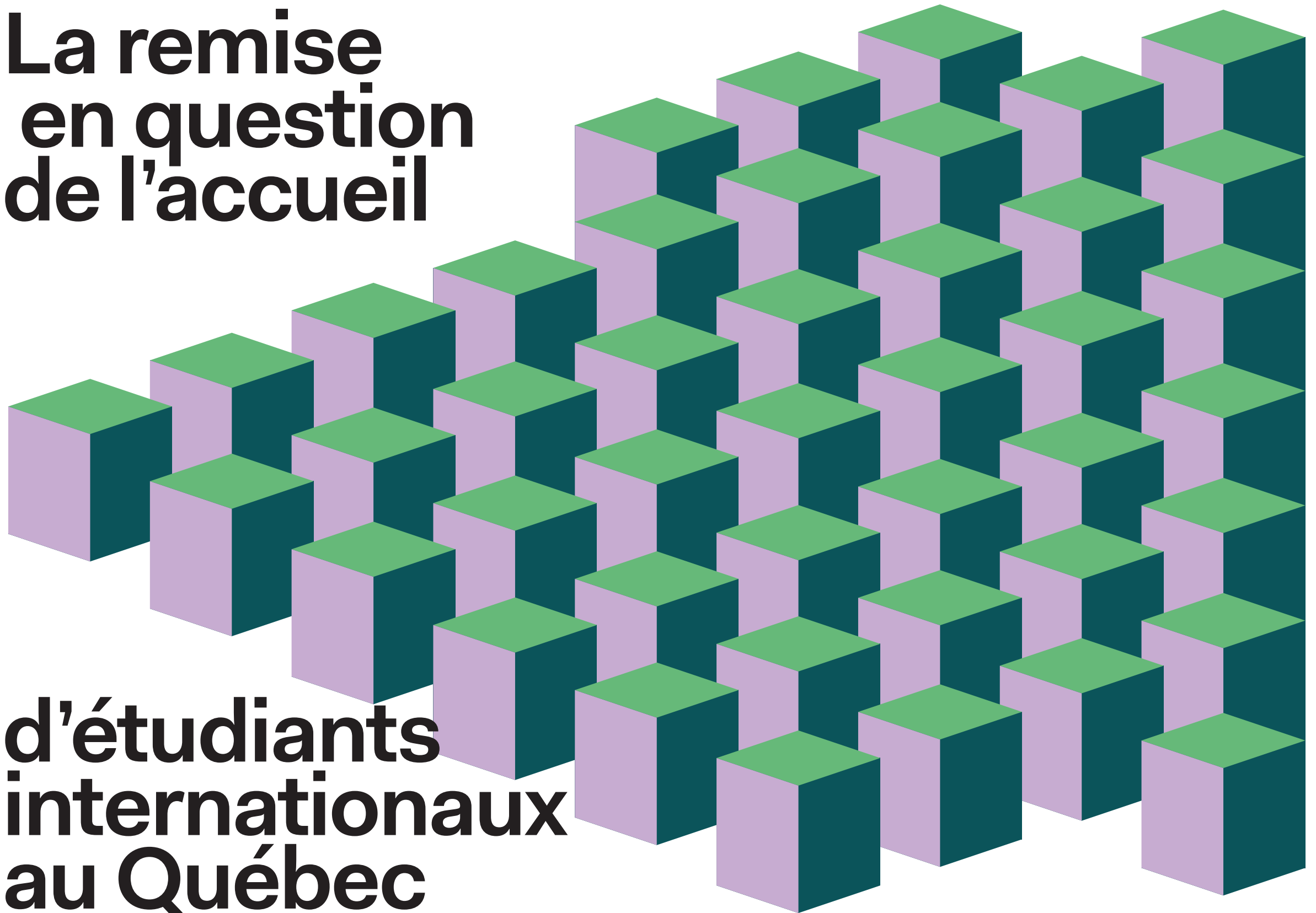
Annick Kwetcheu Gamo
Démocratiser la littératie financière
pour un impact social durable

Fondatrice et présidente de Code F., Annick Kwetcheu Gamo s'engage à rendre l'éducation financière accessible à tous. Titulaire d'une maîtrise française, elle a aussi réalisé un MBA en gestion internationale à l'Université Laval. À travers Code F., elle aide les individus et les entreprises à mieux gérer leurs finances et à comprendre l'impact du stress financier sur le bien-être et la productivité. Elle participe aussi activement à des initiatives qui favorisent l'inclusion économique.

Son engagement lui a valu d'être reconnue parmi les Black Changemakers 2023 de CBC/Radio-Canada. Par son travail, elle contribue à renforcer la résilience financière des communautés, offrant des outils concrets pour un avenir plus stable et équitable.

CBC News (24 février 2023). Annick Kwetcheu Gamo: 2023 Black Changemaker.

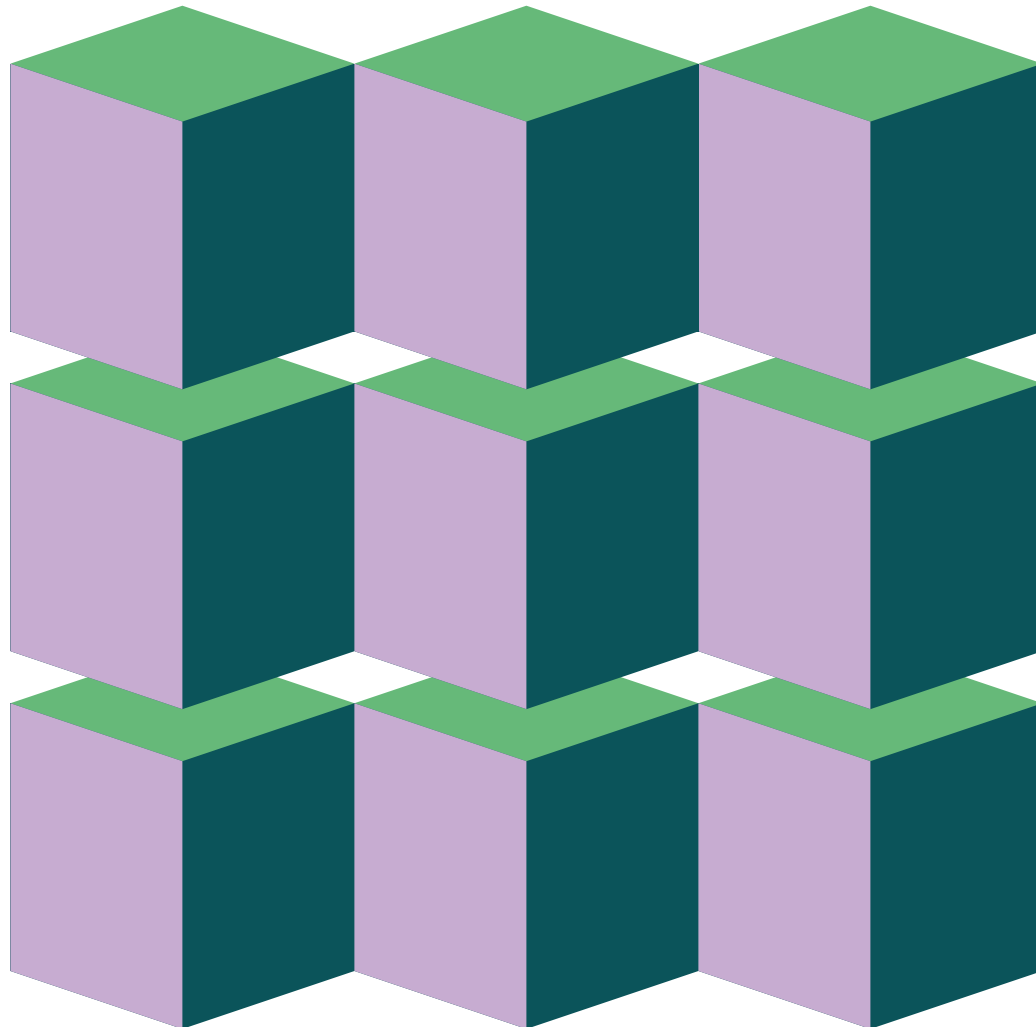
**La remise
en question
de l'accueil**



**d'étudiants
internationaux
au Québec**

Un parcours complexe pour venir étudier au Québec

Chaque année, des dizaines de milliers d'étudiantes et étudiants internationaux entreprennent des démarches administratives ardues pour poursuivre leur formation dans un établissement postsecondaire québécois. Ce processus complexe est fragmenté par la nécessité de répondre parallèlement aux exigences différentes (critères, documents et échéances) des deux paliers de gouvernement.



29

Étude de cas

Les étapes et prérequis pour étudier au Canada

Une fois admis dans un établissement d'enseignement québécois, les étudiants internationaux doivent obtenir un Certificat d'acceptation du Québec, puis soumettre une demande de permis d'études au gouvernement fédéral.

Chaque étape requiert plusieurs documents, dont : des preuves de ressources financières suffisantes

pour couvrir les droits de scolarité et frais de subsistance, ainsi qu'une preuve de compétences linguistiques.

Dans certains cas, un examen médical et la prise des données biométriques sont également requis. Le processus complet peut prendre jusqu'à six mois, selon la période de l'année, le pays d'origine et la complexité du dossier.

Une tradition d'accueil remise en question

En dépit d'une longue tradition favorisant l'internationalisation de l'enseignement supérieur québécois et canadien, ces dernières années ont été marquées par un glissement dans les discours et les politiques à cet égard. Autrefois perçu comme une source de rayonnement scientifique et culturel, l'accueil de talents internationaux est désormais soumis à une logique de contrôle et de restriction.

Depuis 2022, plusieurs réformes québécoises majeures ont en effet modifié le cadre d'accueil de la population étudiante internationale. Souvent introduites sans consultation approfondie, ces modifications ont complexifié l'accès aux études et à l'immigration, en plus de créer un climat d'incertitude pour les personnes concernées.

« Lorsque j'étais ministre de l'Éducation, à la fin des années 1990, le phénomène des étudiants internationaux n'avait pas l'ampleur qu'on connaît aujourd'hui, ni au Québec, ni ailleurs. Mais déjà, on y voyait une occasion de rayonnement, surtout à travers l'accueil d'étudiants de la francophonie. Et j'ai gardé cet a priori positif jusqu'à aujourd'hui. »

Pauline Marois
Ancienne première ministre
du Québec, chancelière de
l'Université du Québec à Montréal

« Dès le début de mon mandat comme premier ministre, j'ai reconnu l'importance stratégique de la présence des étudiants internationaux au Québec. Cela s'inscrivait dans une approche décomplexée de nos relations internationales : intervenir là où nos intérêts sont clairs. C'est dans cet esprit que j'ai, par exemple, mené la toute première mission à l'étranger consacrée aux universités, en Inde, et j'ai mis en place des mesures pour faciliter l'accès à la résidence permanente pour les diplômés internationaux. »

Jean Charest
Ancien premier ministre
du Québec

« Avant, on parlait des étudiants internationaux en termes de formation, d'attraction et de rétention du talent. On voulait consolider Montréal comme ville universitaire et renforcer le marché de l'emploi. Aujourd'hui, on est dans une logique d'immigration. »

Michel Leblanc
Président et chef de la direction
de la Chambre de commerce
du Montréal métropolitain

L'internationalisation de l'éducation supérieure au Canada – Perspective fédérale

1945-1970 : Émergence de l'internationalisation

Après la Seconde Guerre mondiale, le Canada promeut la collaboration mondiale et adopte une vision humaniste de l'internationalisation.

En 1967, il crée la Section sur les relations universitaires internationales, qui administre des programmes de mobilité étudiante, perçus comme un levier de paix et de compréhension entre les peuples.

1970-1990 : Expansion et ancrage dans l'aide au développement

Durant la Guerre froide, le Canada soutient les échanges universitaires via l'Agence canadienne de développement international, renforçant son engagement diplomatique à travers l'éducation.

1990-2010 : Soutien au commerce et montée en puissance des établissements

La crise économique incite les universités à augmenter leur corps étudiant international pour compenser la baisse des financements publics.

L'Accord général sur le commerce des services de l'Organisation mondiale du commerce transforme l'éducation en un service commercialisable, et les universités deviennent les principaux acteurs de l'internationalisation.

2010-2020 : Institutionnalisation et stratégies fédérales

L'internationalisation devient une priorité gouvernementale. Un rapport de 2009 révèle que les effectifs étudiants internationaux ont généré 6,5 milliards \$ pour l'économie canadienne en 2008, chiffre porté à 36 milliards en 2022.

En 2014, le Canada adopte sa première Stratégie en matière d'éducation internationale, dont l'objectif de doubler la population internationale des universités est atteint en cinq ans. En 2015, le Canada est le 7^e pays au monde en nombre d'étudiants et étudiantes internationaux.

En 2019, une nouvelle stratégie mise sur la diversification des pays sources pour réduire la dépendance à la Chine et à l'Inde, et l'éducation est intégrée à la dynamique de concurrence économique mondiale.

Depuis 2020 : Recherche positionnement mondial

L'éducation canadienne continue d'attirer une clientèle mondiale. En 2021, le Canada se classe au 8^e rang mondial en matière de production scientifique.

Même si 40 % du corps professoral et 37 % des effectifs au doctorat proviennent de l'étranger, aucune stratégie fédérale structurée ne favorise le recrutement international des talents scientifiques : chaque province détermine sa propre stratégie en la matière.

L'internationalisation de l'éducation supérieure au Québec – Un modèle distinct

1960-1980 : Internationalisation identitaire

Avec la doctrine Gérin-Lajoie (1965), le Québec revendique son autorité exclusive en matière d'internationalisation de l'éducation.

En 1972, un accord d'exemption des droits de scolarité avec la France est conclu, suivi de plusieurs autres avec des pays francophones. L'internationalisation est perçue comme un outil de reconnaissance et de positionnement du Québec dans l'espace francophone.

1980-2000 : Structuration et affirmation

Durant les années 1980 et 1990, le Québec poursuit la consolidation de ses actions en matière d'internationalisation. En 1991, le Québec conclut un accord avec le gouvernement fédéral qui lui confère le pouvoir de sélectionner les personnes qui y immigreront, y compris celles aux études.

2000-2010 : Expansion et diversification

Cette décennie est caractérisée par l'expansion de la mobilité étudiante et la diversification des stratégies d'internationalisation. En 2002, le Québec adopte sa première stratégie d'internationalisation de l'éducation, qui mise sur la mobilité étudiante, la valorisation du savoir-faire québécois et l'intégration aux réseaux universitaires internationaux.

Grâce aux exonérations de droits de scolarité, le Québec attire une communauté internationale croissante et renforce son rôle de destination universitaire. En 2006, il obtient une présence à l'UNESCO, qui reconnaît son influence et son engagement.

2010-2019 : Rentabilité et restructuration

L'internationalisation de l'éducation s'inscrit dans une logique de rentabilité économique : le recrutement international devient un levier stratégique pour les établissements d'enseignement supérieur, qui misent sur les pays sans entente de réciprocité pour percevoir des droits de scolarité plus élevés.

En 2018, les droits de scolarité de certains effectifs internationaux sont dérèglementés, ce qui permet aux établissements de les déterminer et d'augmenter leurs revenus autonomes.

Depuis 2019 : Rentabilité, protection du français et recherche

L'internationalisation continue d'être un levier économique, mais une nouvelle réflexion sur la promotion du français et la répartition des effectifs étrangers dans les universités francophones et anglophones émerge.

En 2023, une réforme introduit un prix plancher pour les droits de scolarité internationaux, dont 15 % sont redistribués aux universités francophones pour rééquilibrer les revenus et renforcer l'attractivité des établissements de langue française.

L'internationalisation de la recherche devient importante. En 2021, près de 49 % des inscriptions au doctorat sont internationales, contre 37 % au Canada. Cette augmentation de 146 % en 10 ans est soutenue par des bourses d'excellence et une participation accrue aux réseaux de recherche internationaux.

Post-pandémie : Un tournant dans l'internationalisation de l'éducation

La pandémie de COVID-19 a profondément modifié l'approche québécoise en matière d'internationalisation de l'éducation. Après des décennies de croissance et d'attractivité, un changement de cap s'opère, marqué par un discours plus restrictif et une gestion accrue des flux étudiants. Les effectifs étrangers ne sont plus seulement perçus en tant que levier économique et scientifique, mais aussi comme une variable migratoire à encadrer.

Ce glissement se traduit par les changements successivement apportés aux politiques d'immigration qui génèrent un climat d'instabilité pour les universités et leur clientèle internationale. En parallèle, la montée d'un discours nationaliste et des préoccupations sur la capacité d'accueil du Québec conduisent à une remise en question de la croissance rapide des effectifs étudiants étrangers.

En janvier 2025, Ottawa instaure des quotas fédéraux pour l'émission de permis d'études par province. Bien que le Québec reste sous le plafond fédéral, il choisit d'imposer un plafond supplémentaire qui réduit de 20 % le nombre d'étudiantes et étudiants internationaux admis. Ce resserrement marque une rupture nette avec les politiques antérieures : jusque-là épargnée par les restrictions, la recherche est incluse dans ce seuil, qui limite le potentiel d'accueil international des programmes d'études supérieures.

« Au fil du temps, les étudiants venus d'ailleurs sont passés du statut d'étudiants ambassadeurs, étudiants clients ou encore étudiants chercheurs à celui d'étranger. »

Olivier Bégin-Caouette

Professeur agrégé en enseignement supérieur comparé

Faculté des sciences de l'éducation

Université de Montréal

Membre cofondateur du LIRES

(Laboratoire interdisciplinaire de recherche sur l'enseignement supérieur)

Chercheur principal de l'équipe de RIMES

(Regards interdisciplinaire sur les missions de l'enseignement supérieur)

Juillet 2020	Exigence d'expérience de travail ajoutée au Programme de l'expérience québécoise (PEQ) – volet diplômés	Les effectifs étudiants internationaux titulaires d'un diplôme universitaire admissible doivent désormais avoir cumulé 12 mois d'expérience de travail qualifié au Québec pour être admissibles.
Mai 2023	Annnonce d'un assouplissement du PEQ – volet diplômés	Le gouvernement annonce son intention de retirer l'exigence d'expérience de travail pour les diplômés internationaux dans le cadre du PEQ. Le programme sera toutefois réservé aux personnes ayant obtenu un diplôme au Québec dans un programme enseigné en français, ou ayant étudié au moins trois ans en français à temps plein au secondaire ou postsecondaire. Les autres diplômés, même francophones, seront exclus.
Décembre 2023	Vérification obligatoire des lettres d'acceptation	Les établissements d'enseignement désignés doivent désormais confirmer directement auprès d'IRCC la validité des lettres d'acceptation des effectifs internationaux.
Janvier 2024	Plafond national sur les permis d'études	Le gouvernement fédéral annonce un plafond de 360 000 nouveaux permis d'études pour 2024, soit une baisse de 35% par rapport à 2023. Ce plafond, réparti entre les provinces selon leur population, vise à stabiliser la croissance du nombre d'effectifs étudiants internationaux et à réduire la pression sur le logement et les services. Les personnes étudiantes aux cycles supérieurs (maîtrise et doctorat) ne sont pas concernées.
Février 2024	Deux mesures majeures sont entrées en vigueur dans le cadre du Programme des étudiants étrangers	D'abord, les conjoints des personnes étudiantes inscrites à un programme collégial ou de premier cycle ne sont plus admissibles à un permis de travail ouvert, à moins d'en détenir déjà un. En parallèle, le gouvernement a élargi l'accès au permis de travail post- diplôme (PTPD) de 3 ans aux diplômés de programmes d'au moins deux ans et aux maîtrises de moins de deux ans, renforçant ainsi l'attractivité des cycles supérieurs.
Septembre 2024	Plafond sur les permis d'études et réforme du PTPD	Le gouvernement fédéral annonce un plafond annuel sur les nouveaux permis d'études : 485 000 en 2024. Parallèlement, une réforme du permis de travail postdiplôme (PTPD) introduit une exigence linguistique minimale. L'admissibilité au permis de travail postdiplôme est désormais réservée aux diplômés de collèges publics inscrits dans des domaines jugés en pénurie de main d'œuvre.

Octobre 2024	Suspension temporaire du PEQ – volet diplômés	Depuis le 31 octobre 2024, le Québec ne reçoit plus de nouvelles demandes de sélection permanente dans le cadre du volet « Diplômés du Québec » du Programme de l'expérience québécoise (PEQ). La suspension est en vigueur jusqu'au 30 juin 2025 au plus tard. Les demandes déjà soumises seront traitées, et les demandes d'ajout de membres de la famille demeurent possibles.
Novembre 2024	Changemen d'établissement ou de niveau de formation	Une personne étudiante qui change d'établissement d'enseignement désigné doit demander nouveau permis d'études et un nouveau CAQ. Différentes procédures s'appliquent selon la situation de la personne.
Novembre 2024	Adoption du projet de loi 74	Le Québec adopte le projet de loi 74, qui « vise principalement à améliorer l'encadrement relatif aux étudiants étrangers ». La loi confère au gouvernement des pouvoirs étendus pour régler et, le cas échéant, limiter le nombre d'effectifs étudiants internationaux admis dans les cégeps, collèges privés et universités de la province.
Janvier 2025	Réduction du plafond de permis d'études	Le gouvernement fédéral fixe à 437 000 le nombre maximal de permis d'études à délivrer en 2025, marquant une baisse de 10 % par rapport à 2024. Cette mesure s'inscrit dans la continuité des efforts amorcés en 2024 pour encadrer la croissance du nombre d'étudiants internationaux au pays.
27 février 2025	Plafond sur les demandes de CAQ pour études	Le Québec fixe à 124 760 le nombre maximal de demandes de CAQ pour études pouvant être reçues entre le 26 février 2025 et le 26 février 2026. Ce plafond, établi par décret, est réparti par niveau d'enseignement : 29 200 au collégial, 32 261 en formation professionnelle et 63 300 au niveau universitaire. La mesure s'applique uniquement aux nouvelles admissions, excluant les prolongements de CAQ.

Les facteurs derrière les réformes contemporaines

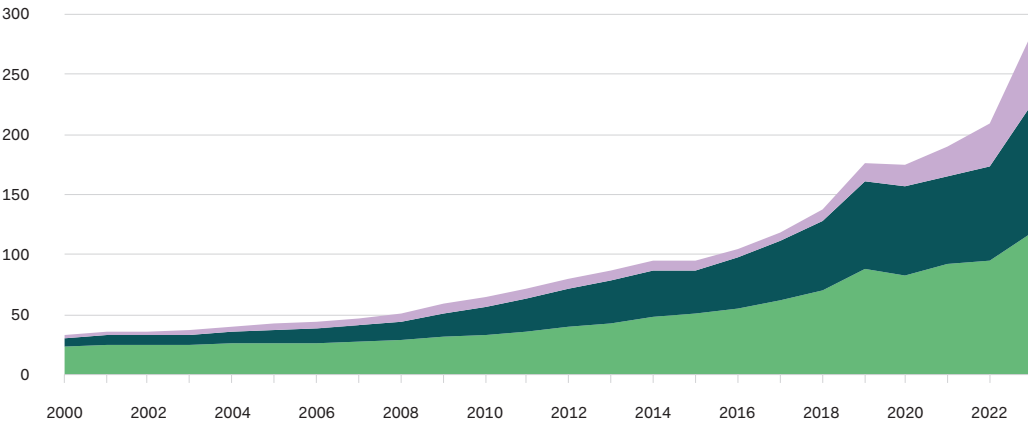
Les mesures récemment adoptées par les gouvernements du Québec et du Canada surviennent dans un contexte de croissance soutenue des demandes de résidence temporaire. Celles-ci concernent non seulement les permis d'études, mais aussi les permis de travail et les demandes d'asile.

Les pratiques de recrutement et d'accueil de la clientèle étudiante étrangère ont été remises en question à maintes reprises dans les débats publics. En réaction à la croissance rapide des effectifs internationaux de certains établissements, plusieurs préoccupations ont été exprimées par les gouvernements : manque d'encadrement, recrutement trompeur ou inadéquat, qualité de l'enseignement, etc.

À date du 31 déc. de 2000-2023, Québec (En milliers)

Permis temporaire d'étude et de travail selon le programme

- Permis de travail du programme des travailleurs étrangers temporaire (PTÉT)
- Permis de travail du programme de mobilité internationale (PMI)
- Permis d'étude



La croissance rapide, depuis 2015, du nombre d'immigrants temporaires autorisés à travailler a fait en sorte que ces derniers constituent le plus grand groupe d'immigrants temporaires (58 % en 2023 hors demande d'asile)

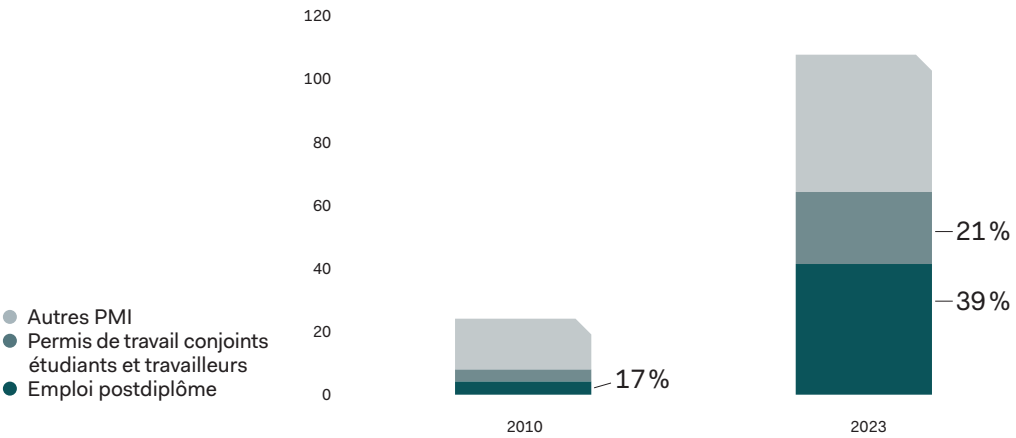
Le nombre de permis d'étude au Québec a été multiplié par 5 durant les 23 dernière années et par 2 depuis 2015.

« Les gouvernements du Québec et du Canada sont aujourd'hui confrontés à une crise de l'immigration qui les a menés à empiler lois et règlements, complexifiant à l'excès les processus en place. Les restrictions imposées à l'accueil des étudiants internationaux font d'eux des victimes collatérales de la crise de l'immigration. »

Jean Charest
Ancien premier ministre du Québec

À date du 31 déc. de 2010-2023, Québec (En milliers)

Part des diplômés internationaux dans les permis de travail du programme de mobilité internationale (PMI)



L'arrivée d'effectifs étudiants internationaux a un double effet sur le nombre d'immigrants temporaires, car ils sont de plus en plus nombreux à rester au pays et à obtenir un permis de travail après leurs études dans la catégorie PMI.

Enquête du ministère de l'Enseignement supérieur sur le recrutement et le fonctionnement de certains établissements et collèges

En 2021, le ministère de l'Enseignement supérieur du Québec a lancé une enquête administrative et réglementaire visant plusieurs collèges privés, afin de mieux cerner la croissance rapide des inscriptions étrangères, notamment de l'Inde.

Cette enquête a révélé les irrégularités suivantes : pratiques de recrutement parfois trompeuses, frais opaques, partenariats problématiques avec des agences, manque d'encadrement pédagogique et allongement artificiel de la durée des programmes. Certaines directions ont même été l'objet d'accusations criminelles.

Pour y remédier, le plan d'action Assurer la qualité des services éducatifs dans les collèges privés et encadrer le recrutement d'étudiants étrangers a été déployé. Il inclut : la limitation du nombre d'admissions par établissement, la création d'une instance interministérielle, le renforcement de la vérification des permis et des établissements, ainsi que l'élaboration de règles précises pour encadrer les pratiques de recrutement et les frais exigés.

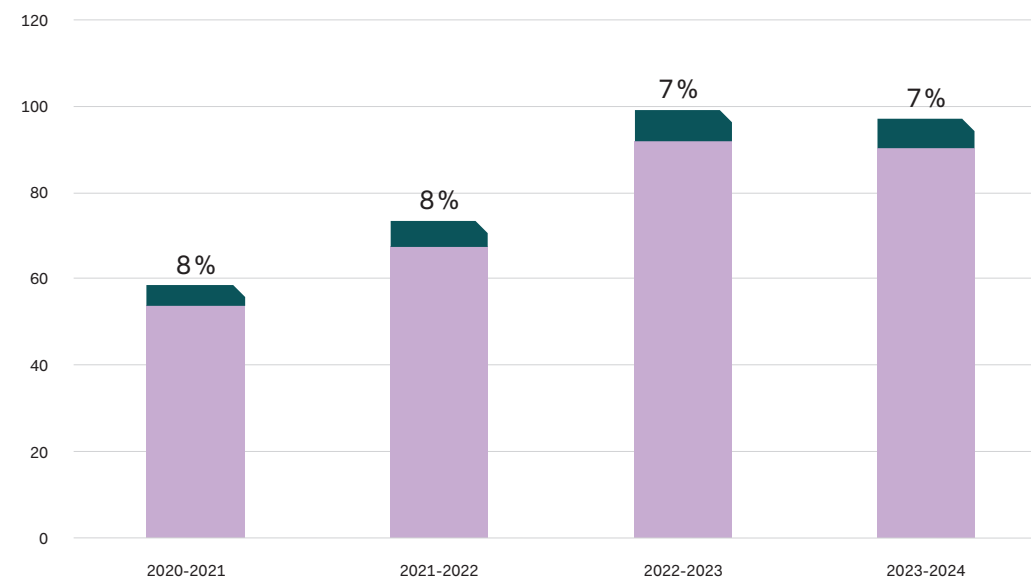
D'autres enjeux, comme la crise du logement et la pression accrue sur certains services sociaux, ont animé les débats sur l'accueil international en général, y compris celui de cohortes étudiantes.

La notion de « capacité d'accueil » est de plus en plus évoquée pour réfléchir à l'équilibre entre les besoins des personnes récemment arrivées au Québec et les ressources disponibles, bien que ses contours demeurent à clarifier.

(2020-2023)
Québec
(En milliers)

Nombre de personnes distinctes bénéficiant des services du Programme d'accompagnement et de soutien de l'intégration (PASI), selon le statut

● Personnes étudiantes internationales
● Autres statut au Canada



Les étudiants internationaux ne représentent qu'une part minimum des bénéficiaires des services du programme PASI.

La crise du logement et les étudiantes et étudiants internationaux

Dans plusieurs villes canadiennes, le logement étudiant est devenu un enjeu central, affectant tout particulièrement les effectifs internationaux. À Montréal, 91,8 % d'entre eux vivent en logement locatif, une proportion plus élevée que dans toute autre grande ville canadienne. Leur loyer est en moyenne 10 % plus élevé que celui de la population locale, souvent parce qu'ils se retrouvent dans des copropriétés ou des bâtiments récents non subventionnés. Plus de la moitié vivent en colocation, parfois dans des conditions précaires.

Si l'augmentation de la population étudiante étrangère contribue à la pression sur le marché locatif, la crise du logement était déjà bien amorcée avant la croissance des inscriptions internationales. Les véritables enjeux, soit l'abordabilité et le manque de logements adaptés, affectent la communauté étudiante tout entière.

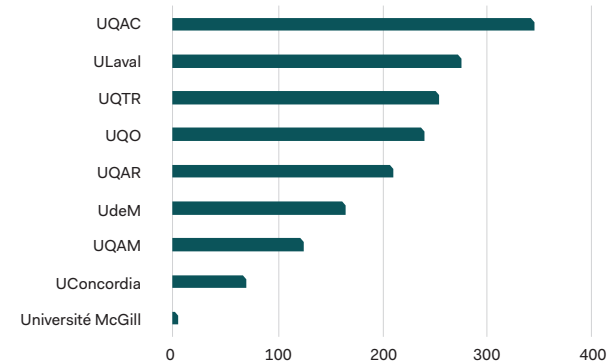
Partout au pays, des solutions émergent : construction de résidences universitaires, projets municipaux, partenariats avec des acteurs non lucratifs, etc. Ces approches visent à offrir des logements accessibles et durables, tout en réduisant la pression sur le marché locatif privé.

Un autre phénomène récent a fait couler beaucoup d'encre : le nombre d'individus détenteurs d'un permis d'études qui ont récemment présenté une demande d'asile est en hausse.

Ce phénomène, bien que minoritaire au sein de l'ensemble des effectifs étudiants internationaux, demeure peu documenté. Les données disponibles ne permettent pas de déterminer si la demande d'asile était une intention initiale ou le résultat d'un changement de situation après une certaine période sur le territoire.

Nombres des demandes d'asile des titulaires de permis d'études selon les universités

1^{er} janvier au 20 septembre 2024, Québec



Au Québec, les détenteurs de permis d'étude sont responsables de **3 % de demandes d'asile en 2023**, soit 2 190 demandes provenant d'étudiants internationaux sur 65 500 demandes reçues.

« Les demandes d'asile déposées par des étudiants internationaux restent un phénomène mal compris, faute de données sur leur profil, leur pays d'origine ou le moment où elles sont faites. C'est une réalité peu documentée, mais qui mérite d'être étudiée de plus près. »

Stephan Reichhold

Directeur général de La Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes

Réseaux criminels et fraude liée à l'immigration étudiante

Une enquête publiée par Radio-Canada le 9 avril 2025 a révélé l'existence de réseaux criminels africains qui orchestrent la venue frauduleuse de personnes étudiantes internationales au Canada. Ils emploient des pratiques frauduleuses sophistiquées : lettres d'admission falsifiées, preuves bancaires contrefaites, promesses mensongères de bourses d'études.

En exploitant les aspirations de jeunes aux ressources limitées, ces stratagèmes affectent la population étudiante, les établissements d'enseignement et les gouvernements.

Persuadées de la légitimité de leur démarche étudiante, certaines personnes découvrent une fois arrivées au pays qu'elles ne sont pas réellement inscrites dans l'établissement mentionné sur leurs documents. Par conséquent, plusieurs se trouvent sans statut légal, dépourvues du droit d'étudier ou de travailler. En l'absence d'options viables, certaines se tournent vers la demande d'asile.

Au-delà des trajectoires individuelles bouleversées, ces fraudes soulèvent le manque de surveillance des intermédiaires en immigration, la vulnérabilité des systèmes de traitement des demandes, ainsi que la nécessité d'accompagner et de protéger les étudiantes et étudiants internationaux tout au long de leur parcours.

Récemment, des enquêtes ont aussi révélé que certains réseaux criminels exploitent le système d'immigration étudiant en orchestrant l'entrée au pays de jeunes, souvent mal informés, sinon trompés,

à l'aide de documents falsifiés et de fausses promesses, brouillant davantage les lignes entre les trajectoires volontaires et celles subies.

« Partout où il y a de la migration, on voit apparaître des passeurs et autres réseaux opportunistes qui exploitent les espoirs des gens en leur faisant miroiter une vie facile à l'Ouest, au Canada ou au Québec. »

Stephan Reichhold

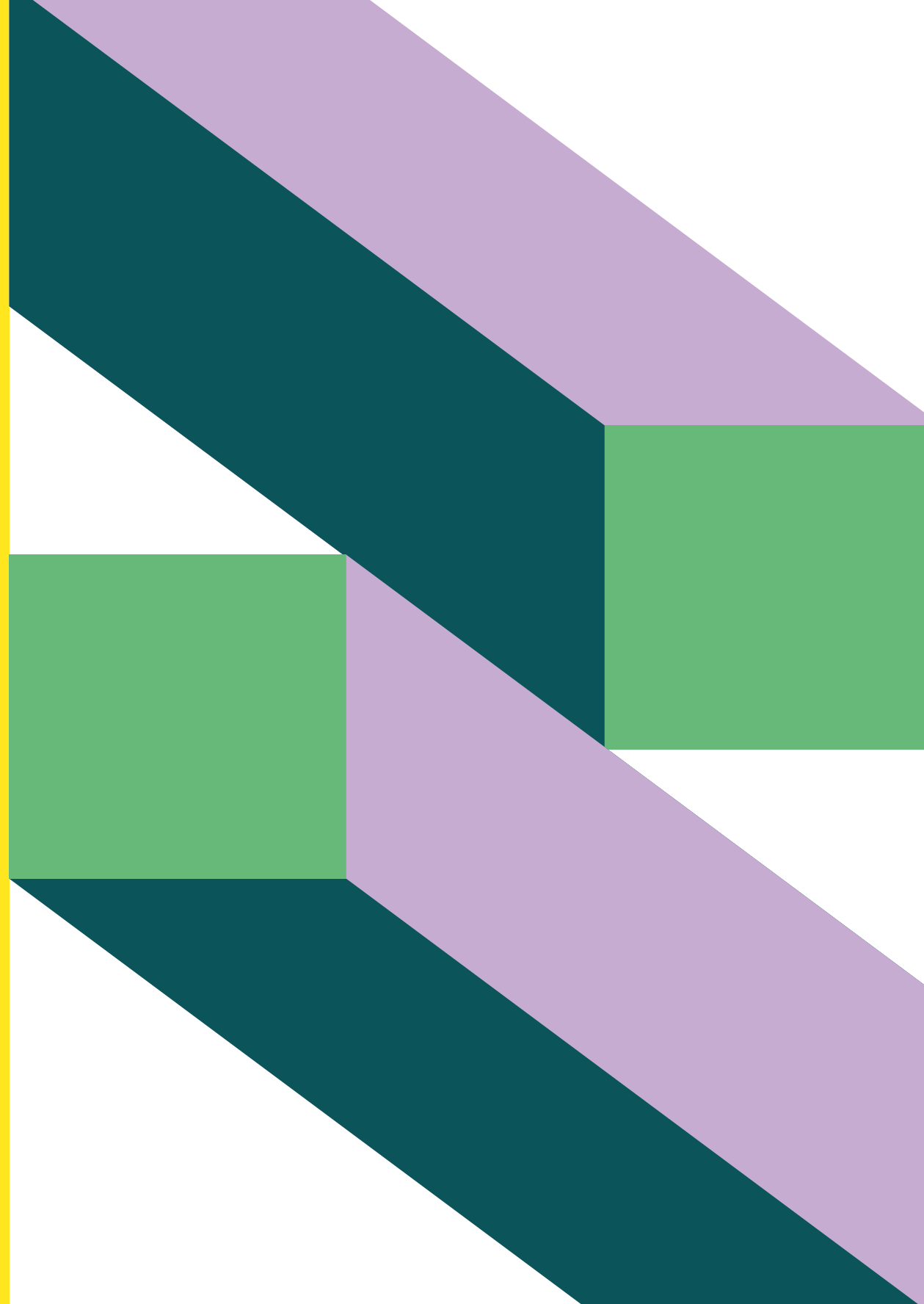
Directeur général de La Table de concertation
des organismes au service
des personnes réfugiées et immigrantes

Les motifs derrière les demandes d'asile étudiantes

À Rimouski, l'organisme Accueil et intégration BSL constate que la majorité des demandes d'asile étudiantes sont motivées par des circonstances imprévues.

Certains individus arrivés au Canada avant la date figurant sur leur permis d'études se voient offrir deux options à la frontière : retourner dans leur pays ou déposer une demande d'asile. Sous pression, sans explication claire et ayant déjà investi des sommes importantes, ils peuvent faire un choix mal éclairé.

La précarité financière est une autre raison importante. En plus des droits de scolarité élevés, en moyenne 24 000 \$/an, les effectifs internationaux sont souvent mal informés sur leur capacité réelle à subvenir à leurs besoins en travaillant à temps partiel. Une interruption d'études peut entraîner la perte du statut, les empêchant de travailler légalement. D'autres imprévus comme le désistement d'un garant, une grossesse non couverte par les assurances, peuvent aussi mener à une impasse.



La place de la langue française au Québec

La place du français dans l'enseignement supérieur, notamment aux 2^e et 3^e cycles, constitue aussi un sujet de préoccupation. Dans toutes les disciplines de recherche universitaires, 85 % à 95 % des publications scientifiques mondiales sont en langue anglaise.

Cette réalité influence naturellement les choix linguistiques des chercheuses et chercheurs, y compris dans des milieux francophones.

Dans ce contexte, l'utilisation de l'anglais dans la formation et la recherche avancée répond également à des impératifs de diffusion, de visibilité et de collaboration internationale.

En parallèle, certaines initiatives visent à stimuler l'emploi du français dans la recherche, tant pour soutenir la production

scientifique francophone que pour renforcer son accessibilité. Le Fonds de recherche du Québec en a mis en œuvre plusieurs, parmi lesquelles : des bourses de recherche destinées aux projets francophones, des partenariats avec la France qui favorisent la découvrabilité et des prix mensuels célébrant les meilleurs articles parus en français.

D'autres préoccupations ont été soulevées quant à l'adaptation des milieux d'enseignement à la croissance des cohortes internationales.

Dans certaines institutions, l'équilibre linguistique a été remis en question, notamment lorsque la langue de fonctionnement prédominante diffère de celle des politiques d'intégration.

« A posteriori, on réalise qu'on – et tout particulièrement les universités – n'a pas traité les irritants à la source. Le logement, par exemple, a trop souvent été relégué à un simple “organisez-vous”, et la sensibilité à la langue, largement ignorée. Je me suis battu pour que les étudiants internationaux puissent travailler à l'extérieur des campus universitaires pendant leurs études pour augmenter les chances de les retenir au Québec après leur diplomation. Mais une fois que ça a été permis, on s'est retrouvé avec des étudiants sans base en français derrière un comptoir sur Sainte-Catherine. C'est un irritant majeur qu'on aurait dû anticiper et encadrer dès le départ. »

Michel Leblanc
Président et chef de la direction
de la Chambre de commerce
du Montréal métropolitain

34

Étude de cas

Pays-Bas, de l'internationalisation ambitieuse au recentrage linguistique

Depuis plus d'une décennie, les universités néerlandaises misent sur l'internationalisation en offrant des formations en anglais, y compris 70 % des programmes de maîtrise. Ce virage soutenu par les établissements et le gouvernement a été accéléré par le Brexit, positionnant les Pays-Bas comme une alternative anglophone en Europe continentale.

En octobre 2024, le gouvernement a annoncé une réforme pour rétablir le néerlandais en tant que langue principale d'enseignement au baccalauréat. Deux tiers des contenus doivent désormais être offerts dans la langue nationale, cantonnant les formations entièrement en anglais à des cas exceptionnels. Ce repositionnement marque une inflexion majeure dans le modèle néerlandais.

35

Étude de cas

La relance de l'internationalisation par l'anglais au Danemark

À l'été 2023, le gouvernement danois a adopté un plan de réforme de l'enseignement supérieur visant à élargir l'offre de programmes de maîtrise en anglais. Dès 2024, les universités pourront ouvrir 1 100 places supplémentaires par an, un nombre qui passera à 2 500 par an à partir de 2029.

Cette relance marque un revirement par rapport aux restrictions précédentes, motivées par des préoccupations budgétaires. Elle répond à un besoin accru de main-d'œuvre qualifiée, notamment en génie et en technologies de l'information. La contribution durable des diplômées et diplômés internationaux est également reconnue : un tiers reste au Danemark dix ans après leur arrivée et 80 % participent au marché du travail.

34. France Inter (2023); ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (2023); ICEF Monitor (2024); entrevue, recherche, et analyse Volume10

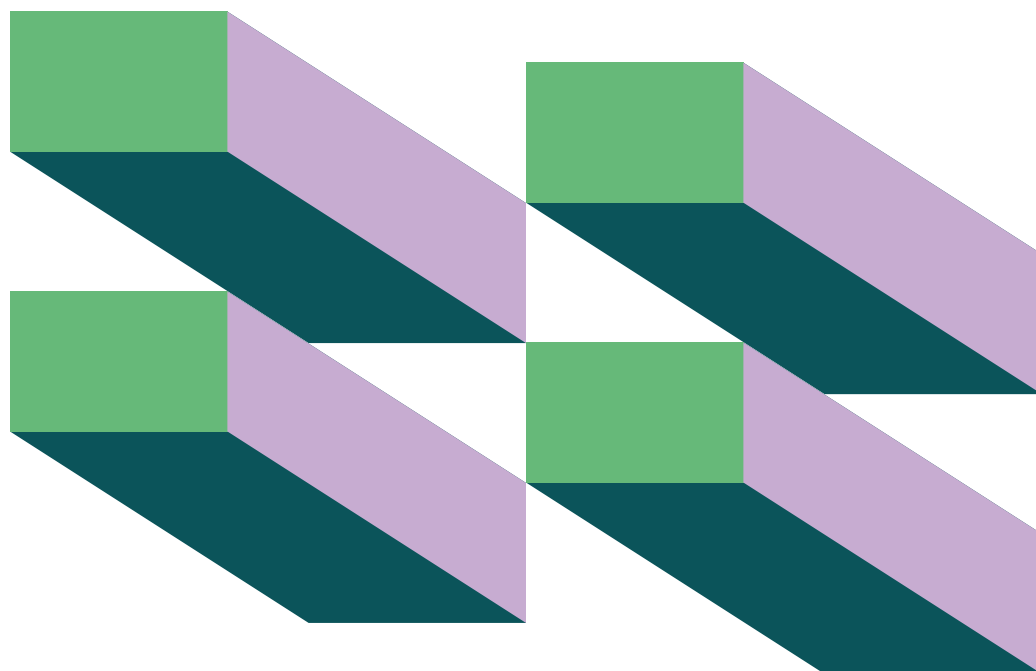
35. Eurydice (2024); The Local (2023); University Post (2024); Study in Denmark (2024); Erudera News (2024); entrevues, recherches et analyses Volume10

« Avec la croissance importante du nombre d'étudiantes et d'étudiants internationaux, il est devenu essentiel que l'UQAC se dote d'une véritable stratégie d'internationalisation. Bien que l'institution évolue dans une perspective internationale depuis ses débuts en 1969, elle est en action depuis l'automne dernier pour définir, pour la première fois, une stratégie institutionnelle formelle en ce sens. »

Guyline Simard

Présidente du conseil d'administration
de l'université du Québec à Chicoutimi (UQAC)

Enfin, plusieurs milieux rapportent des défis quant à la capacité des établissements à offrir un accompagnement individualisé, particulièrement dans les régions où les ressources sont plus limitées.



36

Étude de cas

Les services et l'accompagnement des effectifs étudiants internationaux en région

À Rimouski, des organismes comme Accueil et Intégration BSL offrent au bassin étudiant international un soutien essentiel qui est complémentaire à celui des établissements d'enseignement. En 2023-2024, 31 % de sa clientèle était des étudiants de l'étranger.

Les services proposés aux effectifs étudiants, ainsi qu'à leurs partenaires, incluent une formation de 24 h sur la culture québécoise, des ateliers pratiques

sur le logement et les droits des locataires par exemple, des activités sociales et un programme de jumelage interculturel.

Malgré la collaboration des institutions, ces organismes et les personnes accompagnées sont aux prises avec plusieurs défis. L'accès difficile au logement et à l'emploi, de même que l'instabilité réglementaire, entraîne des conditions précaires.

« Les universités ont besoin des étudiants internationaux, mais encore faut-il se donner les moyens de bien les accueillir, les accompagner et leur offrir des conditions gagnantes. Sinon, on oublie toute la courbe d'adaptation nécessaire à leur réussite académique. »

Sarah Toulouse
PDG d'accueil et intégration
Bas Saint-Laurent

« C'est ma responsabilité, comme professeur, d'encourager mes doctorants internationaux à considérer de poursuivre leur carrière au Québec et à bien s'y intégrer, notamment en apprenant le français. Plus largement, c'est aussi celle des universités d'accompagner activement ce parcours d'intégration. »

Gilles Savard
Professeur titulaire, Département de mathématiques
et de génie industriel, Polytechnique Montréal

« La réussite des étudiants internationaux ne dépend pas que d'eux. C'est aussi à nous, comme institution, de former les membres de notre communauté universitaire à mieux comprendre et accompagner la diversité. »

Pascale Lafrance
Directrice générale, USherbrooke International,
Vice-rectrice associée aux relations internationale

Une couverture médiatique influente

La couverture médiatique des préoccupations associées à l'accueil étudiant international est reliée à la perception publique de cet enjeu. Si les informations et les angles choisis par les médias québécois reflètent une pluralité de perspectives, plusieurs articles ont établi un lien direct entre la crise du logement et l'arrivée massive d'une clientèle universitaire de l'étranger.

En effet, certaines publications ont suggéré que la restriction des effectifs étudiants internationaux réduirait la pression sur le marché immobilier locatif. D'autres analyses ont toutefois démontré que cette communauté, aux prises avec des conditions précaires et des loyers élevés, est toute aussi victime de la crise du logement que la population locale.

Sans tenir compte du contexte élargi, la focalisation médiatique sur la clientèle étrangère des universités a le pouvoir de transformer l'opinion publique sur la mobilité étudiante.

Perceptions médiatiques des enjeux liés à la communauté étudiante internationale

Crise du logement: baisse importante du nombre d'étudiants étrangers au Canada pour deux ans, annonce Miller Le gouvernement Lepage juge que cette mesure n'aura qu'un effet limité au Québec	Limiter le nombre d'étudiants étrangers pour réduire la pression sur le marché immobilier Face à la crise du logement, le ministre fédéral du Logement considère l'idée de limiter le nombre d'étudiants étrangers	Explosion de l'immigration permanente au Québec: un seuil de 67 000 prévu l'an prochain Afin de freiner la hausse, Québec suspend deux de ses propres programmes d'accueil
Demandes d'asile: près de 14 000, déposées par des étudiants internationaux cette année	Immigration temporaire: les étudiants étrangers dans la mire de Québec	Immigration: le Canada peine à tenir des statistiques valables Des économistes remettent en question des données économiques canadiennes
Les étrangers, « boucs émissaires » de la crise du logement pour des experts	L'agression d'étudiants étrangers met en lumière la montée du racisme au Canada	Moins d'étudiants étrangers pour plus de logements? Le débat est ouvert
Moins d'étudiants étrangers, une «fausse bonne idée» pour libérer des logements	Les étudiants captifs de la crise du logement	Plusieurs étudiants sans logement à quelques jours de la rentrée
Étudiants étrangers : Québec décrète une baisse de 20 % des admissions	Québec veut faire un grand ménage, sans nuire aux régions	

Des répercussions déjà visibles

Les modifications récentes apportées à la réglementation sur l'admission et l'immigration des effectifs étudiants ont eu des répercussions notables sur les universités québécoises, particulièrement aux cycles supérieurs.

Tout d'abord, en janvier 2024, le gouvernement du Canada a instauré un système de quotas régissant les admissions internationales aux niveaux postsecondaires. Cette mesure a eu un impact majeur partout au Canada sur les demandes et les inscriptions.

En février 2025, le gouvernement québécois a annoncé l'instauration des quotas provinciaux limitant le nombre d'étudiantes et étudiants internationaux pouvant être admis dans les universités québécoises. Pour l'année 2025-2026, un plafond global de 63 299 admissions a été fixé, avec des répartitions spécifiques pour chaque établissement.

Alors que les universités proposaient de baser les quotas sur une moyenne de trois ans, pour refléter la nature fluctuante des admissions, le gouvernement a plutôt retenu le niveau de la dernière année (2023-2024), un niveau « bas » pour certaines universités. Cette approche lui a permis d'annoncer une réduction nette des admissions.

(2023-2024) Baisse des demandes d'admission dans les différentes universités

● 2024 ● 2023



« Entre avril 2024 et avril 2025, les universités québécoises ont enregistré une forte baisse des demandes d'admission provenant de l'international, avec une moyenne avoisinant les 45,9%, et des reculs pouvant dépasser les 84,7%. »

Anonyme

Avant même l'annonce officielle de ces nouveaux quotas, certaines institutions rapportaient déjà une diminution importante des demandes d'admission en raison des quotas imposés par le gouvernement du Canada et de certaines tensions géopolitiques.

Cette baisse des inscriptions influence directement le financement des universités, qui dépend largement des droits de scolarité versés par la clientèle internationale. Elle soulève également des enjeux liés à l'attractivité et à la qualité des programmes, car les établissements signalent des difficultés de recrutement, surtout en recherche.

« Les effets des seuils se font sentir avant même leur mise en œuvre : le simple bouche-à-oreille dans les pays d'origine suffit à faire reculer les demandes d'admission. »

Mathieu Lefort
Directeur du service
des relations internationales à l'ETS

« Le recrutement devient de plus en plus difficile : les professeurs reçoivent moins de candidatures et peinent à trouver des étudiants pour faire avancer leurs travaux en laboratoire. »

Marie-Anne Blackburn
Responsable du Bureau de l'international
à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)

« La décision de restreindre l'accès aux études pour les étudiants internationaux envoie un signal particulièrement néfaste aux universités situées hors de Montréal, qui ne bénéficient pas du même pouvoir d'attraction que la métropole sur la scène internationale. »

François Gélneau
Vice-recteur aux affaires
internationales et au développement
durable de l'Université Laval

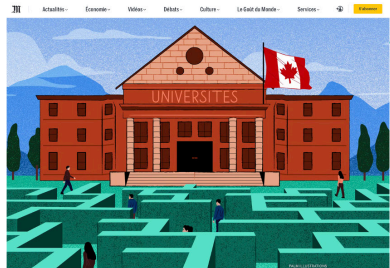
Par ailleurs, les différentes annonces associées au *Programme de l'expérience québécoise* (PEQ, voir chronologie des annonces), de même que sa récente suspension temporaire, ont contribué à accroître les incertitudes.

Ces mesures d'encadrement sont susceptibles de dissuader la population étudiante de poursuivre sa formation au Québec, particulièrement lorsque les conditions d'accès au programme visé sont instables et changeantes.

« Les récents changements liés aux permis postdiplôme et aux statuts migratoires créent un climat d'incertitude. Plusieurs étudiants ont désormais l'impression que le Québec – et même le Canada – ne veut plus d'eux. »

Sylvie Bisou
Directrice en attraction
et rétention des étudiants internationaux
chez Québec International

Article paru dans le journal français
Le Monde



**Des milliers d'étudiants
français ont vu la porte du
Canada leur claquer au nez**

Par Eric Nunès et Elliott Dumoulin (Montréal, correspondance)
Publié le 11 mars 2025 à 05h00, modifié le 12 mars 2025 à 15h19

Le Monde, 11 mars 2025

« Les moyens choisis pour encadrer les étudiants internationaux manquent leur cible. On s'attaque aux volumes, pas aux vrais enjeux : la qualité de l'accueil, l'intégration, les liens durables avec le milieu et les employeurs. »

Hélène Antoniou
Présidente du Conseil d'administration
de l'université Concordia

L'accumulation de ces changements a fragilisé l'image du Québec en tant que destination d'études accueillante et digne de confiance. L'incertitude qui a émergé dernièrement détourne les candidatures internationales vers d'autres pays qui offrent une trajectoire d'études plus claire et stable.

37

Étude de cas

Le Canada et l'accueil des talents internationaux : une réputation fragilisée

Depuis la pandémie, les récits médiatiques sur les effectifs étudiants internationaux et les grandes destinations universitaires sont très polarisés. D'un côté, on valorise la diversité et la qualité des établissements d'accueil ; de l'autre, on insiste sur les restrictions migratoires, la hausse des droits de scolarité et les difficultés d'intégration.

La clientèle étudiante mondiale perçoit désormais le Canada, l'Australie et le Royaume-Uni comme des destinations moins stables et accueillantes qu'auparavant. Entre juin 2023 et juin 2024, le nombre de recherches mensuelles du mot-clé « Étudier au » a reculé, avec des variations selon les pays : -18 % pour le Canada, -23 % pour le Royaume-Uni et -8 % pour l'Australie.

Plusieurs facteurs expliquent certainement le déclin de la réputation d'accueil du Canada, à commencer par l'instauration en 2024 d'un plafond sur les permis d'études. Malgré l'exemption initiale des programmes des cycles supérieurs, leur popularité a fléchi.

Entre janvier et octobre 2024, les approbations de permis d'études à la maîtrise et au doctorat ont chuté de près de 27 % par rapport à 2023. Tributaire de l'incertitude générée par les politiques migratoires, ce recul démontre que même les secteurs jugés stratégiques sont affectés.

« Le Canada donne l'impression que ses portes se ferment, et les étudiants internationaux vont voir ailleurs. On a perdu de vue ce qu'ils apportent, en ne parlant que de ce qu'ils prennent. Il faut aussi faire un travail ici, auprès des Canadiens, pour mieux faire comprendre leur valeur et réduire les préjugés. »

Larissa Bezo
PDG du Bureau canadien
de l'éducation internationale

La stratégie britannique et ses impacts sur le rayonnement universitaire

Une période d'ouverture

En 2019, le gouvernement britannique s'est donné pour objectif d'accueillir 600 000 étudiantes et étudiants internationaux d'ici 2030. Pour y parvenir, il a lancé le Graduate Route (2021), un permis postdiplôme qui prolonge le droit de séjourner au pays (de deux ou trois ans, selon le diplôme) sans parrainage.

Les efforts de promotion étrangère de ce nouveau permis, notamment pour compenser les pertes d'effectifs à la suite du Brexit, ont porté leurs fruits : en 2022, soit 8 ans en avance, le pays a dépassé son objectif avec 758 855 inscriptions.

Un durcissement des règles

À partir de mai 2023, le gouvernement conservateur a instauré des restrictions importantes : l'interdiction pour la clientèle internationale à la maîtrise d'amener des personnes à charge, la suspension de l'accès au visa de travail avant la fin des études, et la réduction des budgets liés à la population étudiante étrangère.

Ces mesures provoquent une onde de choc : les demandes de visa chutent de 12 %, les visas pour personnes à charge de 83 %, et les retraits de demandes augmentent (+127 %). Entre la suppression de milliers de postes et la fragilisation des budgets des universités, les effectifs étudiants se réorientent vers l'Allemagne et l'Australie.

Un changement de cap politique

À l'élection du Parti travailliste en juillet 2024, la ministre de l'Éducation Bridget Phillipson a déclaré : « Les étudiants internationaux ne sont pas des boucs émissaires politiques, mais des invités précieux. »

Confirmant le maintien du Graduate Route, elle a promis un environnement stable et accueillant aux effectifs étrangers, en dépit du maintien des restrictions sur les personnes à charge.

Une reprise rapide dès janvier 2025

En janvier 2025, les signes de reprise sont déjà tangibles : les dépôts d'inscription ont augmenté de 27 %, les lettres d'acceptation de 14 % et les confirmations fermes de 31 %. Les hausses étaient particulièrement marquées pour la clientèle d'Afrique de l'Est (+84 %), d'Afrique de l'Ouest (+27 %) et d'Asie du Sud (+31 %).

Le Royaume-Uni retrouve progressivement sa deuxième position parmi les destinations universitaires les plus attrayantes au monde, derrière les États-Unis.

Une vision stratégique pour les universités et le positionnement scientifique du Québec

Dans un contexte mondial marqué par la montée du protectionnisme et une compétition accrue pour attirer les talents universitaires, le Québec se trouve à un carrefour stratégique.

Sous l'effet de l'administration Trump, les nouvelles orientations politiques des États-Unis contribuent à la création d'un climat moins favorable à l'accueil international. Pour le Québec, il s'agit d'une conjoncture historique pour s'illustrer mondialement en tant que destination de choix pour les meilleurs esprits scientifiques.

« Attirer les meilleurs professeurs internationaux, c'est possible seulement si on leur garantit une équipe à la hauteur. C'est avec un bon coach qu'on forme les meilleurs joueurs, et le Québec risque de rater une fenêtre unique pour recruter des chercheurs de haut niveau, alors que le monde se referme sur lui-même. »

Philippe Gervais

Vice-recteur, communications
et relations institutionnelles
à l'Université McGill

Plusieurs défis freinent toutefois sa capacité à tirer parti de cette occasion inédite, à commencer par les réformes récentes en matière d'immigration et la suspension du PEQ. Ces mesures restrictives suscitent des inquiétudes qui fragilisent la réputation et le positionnement mondial du Québec, tout en menaçant la survie de plusieurs programmes de pointe.

D'autres actions contradictoires ou incohérentes empêchent aussi le Québec de participer pleinement au savoir planétaire. Tout d'abord, on encourage le recrutement à l'étranger pour compenser la baisse du financement public, puis on réduit le nombre d'admissions internationales. Ensuite, on impose de nouvelles exigences de francisation,

tout en diminuant les budgets qui y sont consacrés. Enfin, on valorise la rétention des talents internationaux formés localement, tout en complexifiant leur accès aux programmes d'immigration permanente.

Dans ces circonstances, quel est l'avenir de l'internationalisation de l'enseignement supérieur québécois ? Tôt ou tard, le Québec devra préciser le rôle qu'il souhaite accorder aux étudiantes et étudiants internationaux dans son développement scientifique, économique, démographique et culturel.

Afin de transformer le potentiel inégalé de la situation actuelle en avantage durable, l'adoption d'une stratégie claire, cohérente et équilibrée est nécessaire.



Tirer parti du repli américain : comment les pays renforcent leurs stratégies d'attraction des talents scientifiques

A State of Denmark

< **A State of Denmark**
Sponsorisée •    ...

Looking to write your PhD or find a Postdoc position abroad? Sign up for our newsletter to explore opportunities in Denmark – a country with the perfect balance between cutting-edge research and a life beyond the lab.
#sciencehubdenmark



Choose France

Make it iconic. Choose France.

Safe Place for Science

Safe Place For Science

Aix Marseille Université

Instabilité aux États-Unis : un appel d'air pour les talents

L'élection de Trump et ses politiques ont fragilisé l'écosystème de la recherche. Son administration a coupé les budgets de grandes agences comme le NIH, la NSF et le CDC, restreint le financement certains domaines scientifiques et fermé l'accès au territoire à plusieurs spécialistes d'origine étrangère. Ce climat hostile incite les talents à remettre en question leur avenir aux États-Unis, créant une fuite des cerveaux que d'autres pays s'activent à canaliser.

Les initiatives au Canada

Au Canada, quelques établissements misent sur ce contexte pour attirer les talents. L'Université de Montréal a lancé une initiative philanthropique de 25 millions \$, dont 12 millions déjà récoltés, pour recruter des chercheurs internationaux, notamment dans des domaines sensibles comme le climat. À Toronto, le Réseau universitaire de santé (UHN) vise à recruter 100 jeunes chercheurs de pointe grâce au programme Canada Leads 100, appuyé par un investissement initial de 15 millions \$.

Le Danemark : visibilité ciblée et promesse de stabilité

Le Danemark n'a pas tardé à réagir. Sous la bannière A State of Denmark, une campagne sur les réseaux sociaux promet à la clientèle universitaire internationale, au doctorat et postdoctorat, un environnement de recherche de haut niveau combiné à une qualité de vie attrayante. Ce positionnement met de l'avant un pays stable, accueillant et tourné vers l'avenir scientifique.

La France renforce son attractivité scientifique

À l'occasion du Sommet de l'IA 2025, la France a dévoilé la troisième phase de sa stratégie nationale en intelligence artificielle, affirmant son ambition de devenir un leader mondial dans la formation, l'accueil et la rétention des talents.

Portée par le plan France 2030, cette stratégie s'articule en trois temps : structurer la recherche, accélérer l'innovation et diffuser massivement l'IA dans les secteurs public et privé.

Le pays entend former 100 000 étudiants et étudiantes par an en IA, financer 200 thèses supplémentaires et développer neuf pôles d'excellence en IA, avec un investissement de 562 M\$.

La création de la cellule **Choose France for Science**, les dispositifs de visas ciblés (Passeport talent, French Tech Visa) et les investissements majeurs en centres de données (environ 161 G\$) appuient cette stratégie.

L'Université Aix-Marseille a lancé le programme **Safe Place for Science** pour accueillir 15 chercheurs et chercheurs internationaux. CentraleSupélec et l'Université Paris Sciences & Lettres se sont pour leur part engagées à financer des recherches en IA ainsi qu'en sciences du climat et de la santé.

Ces initiatives démontrent la volonté qu'a la France de devenir un refuge de recherche et un pôle d'attraction pour les talents internationaux

« Le Canada et le Québec sont à la croisée des chemins : réduire l'accueil des étudiants internationaux, c'est compromettre notre capacité à innover et risquer de gérer la stagnation plutôt que de bâtir l'avenir. »

Philippe-Edwin Bélanger

Directeur du service des études supérieures
et de la réussite étudiante à l'Institut national
de la recherche scientifique (INRS)

« La question des étudiants internationaux a toujours été stratégique. Aujourd'hui, elle est devenue urgente alors que les États-Unis se referment. Le Québec peut devenir une plaque tournante pour les talents, les idées et les capitaux, à condition d'adopter une vraie vision d'ouverture. »

Pierre Boivin

Chancelier de l'Université McGill

« Les universités ont toujours été le pilier du progrès d'une société. Si nous restreignons leur action ou les forçons à suivre des agendas gouvernementaux, nous ne faisons pas que les affaiblir, nous affaiblissons notre démocratie. »

Gina Cody

Chancelière de l'Université Concordia

« Je ne comprends pas qu'on se pose encore cette question-là : est-ce que les étudiants internationaux sont importants pour le Québec ou non ? Dans l'état du monde, dans l'état de la démographie ici, dans l'état de la recherche... Qu'on en soit encore à hésiter entre en accueillir plus ou moins, c'est aberrant. »

Ben Marc Diendéré

Ambassadeur du Canada – Observateur permanent auprès de l'Union africaine

Et maintenant?



Au cours de l'hiver dernier, un client, qui avait rassemblé les dirigeants de son organisation pour une retraite stratégique, nous a demandé d'interviewer, devant cette assemblée, Foutse Khomh, professeur de génie logiciel à Polytechnique Montréal.

Bien que le cœur de la discussion portait essentiellement sur l'impact de l'intelligence artificielle sur nos sociétés, ce qui nous est resté en mémoire était le parcours personnel de Foutse : un étudiant brillant ayant mené des études universitaires à Yaoundé, au Cameroun, et qui a décidé de venir faire un doctorat au Québec, puis de s'y établir.

Deux questions se sont depuis posées. D'abord, comment le Québec a-t-il pu attirer ce talent de l'autre bout du monde ? Puis surtout, à quoi ressemblerait le Québec sans ces dizaines de milliers d'étudiantes et étudiants venus d'ailleurs, et qui participent aujourd'hui au dynamisme de nos secteurs de pointe, bien au-delà de la recherche universitaire ?

Ce jour-là, l'idée de la présente étude est née. Ce sujet n'appartient pas exclusivement aux universités. Il interpelle l'ensemble des Québécoises et des Québécois car il a un impact sur notre avenir collectif, tant aux plans économique, social, politique que culturel.

Des avantages qui surpassent les inconvénients

La situation n'est pas sans zones d'ombre. Il suffit de se promener dans les rues adjacentes à plusieurs campus universitaires à la fin de la session d'hiver pour en percevoir certains effets concrets : des appartements vidés à la hâte, des meubles abandonnés sur les trottoirs, signes d'une communauté passagère, avec tout ce que cela comporte comme irritants pour le voisinage.

La présence accrue d'étudiantes et d'étudiants internationaux nous confronte aussi à des réalités inconfortables : une pression sur le logement, une francisation souvent plus lente et ardue que souhaité et, aux cycles supérieurs, une prédominance de l'anglais, reflet d'une dynamique mondiale sur laquelle le Québec exerce une influence certaine, mais limitée.

Ces difficultés ont été amplifiées par la courbe d'apprentissage que traversent certaines universités québécoises. Pour les établissements dont l'accueil de cohortes internationales est récent, l'adaptation des processus d'admission, d'intégration et de suivi post-diplomation s'est parfois révélée plus complexe qu'anticipé, créant un décalage entre la promesse faite aux étudiants internationaux et les attentes légitimes des communautés d'accueil.

Au-delà des établissements, cette question s'inscrit dans une problématique plus large : l'équilibre entre l'ouverture au monde et la préservation de l'identité distinctive du Québec. Comme nation francophone minoritaire en Amérique du Nord, le Québec doit concilier son besoin d'attirer des talents internationaux avec la nécessité de maintenir sa cohésion socioculturelle et linguistique.

Cette tension entre ouverture et préservation identitaire n'est pas unique au Québec, mais elle prend ici une coloration particulière en raison de notre situation linguistique, géographique et démographique.

Ces tensions et ces irritants sont bien réels et doivent être reconnus. Mais ils ne justifient pas, à notre sens, un repli.

Car restreindre l'accueil étudiant de façon précipitée et improvisée, c'est se couper du talent dont nous avons besoin dans plusieurs secteurs, au moment même où ce besoin est le plus criant. C'est aussi limiter notre capacité à rayonner, à innover, à créer de la valeur dans un monde où les talents circulent, plus encore alors que les universités américaines traversent des turbulences historiques qui risquent de pousser plusieurs talents, tant au niveau des étudiants que des professeurs, à chercher à faire leur avenir ailleurs.

C'est se priver de milliers d'individus qui choisissent le Québec sur la base d'un bouche-à-oreille positif, souvent porté par une promesse d'accueil, de qualité et d'ouverture. Or, en brouillant nos signaux, en changeant les règles à vue, on envoie un message de méfiance. Et ce sont les meilleurs, par définition les plus mobiles parce que les plus convoités, qui rayeront le Québec de leur liste.

L'accueil d'une population étudiante internationale soulève incontestablement des défis. Ces défis sont cependant gérables, à condition d'y consacrer les ressources nécessaires, d'adopter une approche rigoureuse et ambitieuse, et de prendre en compte les préoccupations légitimes des communautés locales. Avec une vision cohérente, les avantages se révèlent majeurs, durables et transformateurs pour l'ensemble de notre société.

Plutôt qu'une diminution arbitraire du nombre de permis, il nous paraîtrait plus avisé d'adopter une stratégie claire, prévisible et assumée. Il ne s'agit pas de défendre l'internationalisation à tout prix, mais de reconnaître, lucidement, que, si elle est bien gérée, elle peut constituer un levier puissant pour l'avenir de la société québécoise. En somme, on ne peut plus se permettre de piloter cette question sans vision d'avenir.

Pour aller plus loin, le Québec pourrait se donner les moyens d'une politique claire, cohérente et assumée pour l'accueil des étudiants internationaux. Cette politique devrait être élaborée en concertation avec les universités, la société civile, le secteur privé et les autres parties prenantes.

Elle poursuivrait deux objectifs complémentaires : offrir aux étudiantes et étudiants accueillis une trajectoire crédible et attrayante, et rassurer la population québécoise quant aux effets concrets de cette ouverture, en particulier pour éviter une pression excessive sur les services publics et sur le logement et dissiper les craintes liées à l'identité culturelle et à la préservation du français comme langue commune.

Cette ambition repose sur trois piliers : attirer et accueillir, retenir, et rayonner.

Attirer et accueillir

Attirer les bons profils ne signifie pas ouvrir sans discernement. Le Québec doit choisir des étudiants internationaux en phase avec ses valeurs et ses priorités, en misant sur ceux et celles qui contribueront activement à sa vitalité économique, sociale et culturelle et pourront en particulier renforcer le caractère linguistique propre du Québec. Cela exige de s'assurer que les efforts nécessaires à un système d'attraction et d'accueil de qualité soient prévus par chaque institution qui s'engage dans cet effort collectif, afin de garantir une expérience étudiante à la hauteur de la promesse du Québec.

Parallèlement, il faut rappeler combien la présence d'étudiants internationaux doit et peut contribuer à renforcer l'offre de formation pour les Québécoises et les Québécois, en soutenant notamment des programmes clés où la masse critique est déterminante. Au-delà du campus, il s'agit aussi de créer des communautés vibrantes qui dynamisent nos régions et nourrissent leur développement à long terme.

Retenir

L'accueil n'a de sens, pour le Québec, que s'il s'accompagne d'une réelle capacité à intégrer les étudiantes et étudiants internationaux qui souhaitent demeurer ici au tissu social et économique, linguistique et culturel du Québec. Il faut leur créer des passerelles solides vers le marché du travail, valoriser leur potentiel entrepreneurial et leur permettre de contribuer durablement comme employés, innovateurs et citoyens. La réussite passe aussi par la capacité du Québec à accueillir ces talents dans le respect de ses valeurs fondamentales.

Ici, ce n'est pas le nombre d'étudiants admis qui sera déterminant, mais l'engagement des parties prenantes, en particulier celui des milieux d'affaires locaux, qui devront ouvrir les portes, accompagner l'intégration et davantage reconnaître le potentiel de ces nouvelles forces vives.

Rayonner

La présence étudiante internationale est un levier stratégique sous exploité pour renforcer l'influence du Québec à l'échelle mondiale. En tissant des liens durables avec ses diplômés, le Québec peut tirer parti d'un réseau international puissant pour promouvoir son image, et favoriser les investissements étrangers au Québec. Valoriser cet atout demande une approche active : entretenir la relation avec les diplômés et anciens, positionner le Québec comme une terre d'opportunités et utiliser le rayonnement académique comme moteur de croissance économique, culturelle et diplomatique.

Finalement, repenser notre rapport à l'accueil international exige plus qu'un ajustement de politiques publiques : cela demande aussi la responsabilisation des principaux joueurs impliqués dans cette dynamique. Cette évolution appelle une vision de long terme, fondée sur des pistes d'action claires.

En voici quatre :

1. Renforcer la responsabilité des universités dans l'accueil et l'intégration

Chaque université doit être pleinement responsable de ses stratégies d'attraction, de ses mécanismes d'accueil et de ses pratiques d'intégration des étudiantes et étudiants internationaux. Une charte d'engagement, élaborée par chaque institution en concertation avec ses parties prenantes, devrait énoncer clairement sa vision, ses engagements et ses pratiques exemplaires en la matière. Cette responsabilisation devrait s'inscrire dans le respect de l'autonomie universitaire, avec des mécanismes de reddition de compte transparents et adaptés à la mission distinctive de chaque établissement.

2. Faciliter l'accès des étudiants internationaux aux stages et à l'expérience terrain

Permettre aux étudiants internationaux d'accéder facilement aux stages et aux expériences professionnelles est un levier absolument essentiel pour favoriser leur ancrage durable au Québec. L'apprentissage intégré au travail renforce à la fois l'expérience étudiante et le processus d'intégration au marché du travail, au bénéfice des employeurs et de l'économie québécoise.

3. Renforcer la collecte et l'usage des données pour orienter l'action

Il est essentiel de se doter d'une stratégie robuste de collecte et d'analyse de données sur les trajectoires post-diplomation. L'absence de données réduit notre capacité à matérialiser le potentiel associé à l'accueil des étudiants internationaux. Nous devons pouvoir suivre l'insertion professionnelle, les compétences réellement mobilisées, les taux de rétention et les contributions économiques. Ces données doivent être comparables, accessibles et co-produites avec les employeurs.

4. Encourager un nouvel élan pour la mobilité internationale des étudiantes et étudiants québécois

Pour bâtir un Québec réellement connecté au monde, il faut aussi redonner aux jeunes d'ici le goût de partir pour compléter leur formation universitaire. Découvrir d'autres sociétés, d'autres campus, d'autres façons de penser. Car la mobilité étudiante ne doit pas être à sens unique : elle est une circulation, un échange vivant. En incitant nos propres étudiantes et étudiants à tenter l'expérience internationale, nous ne leur offrons pas seulement une richesse personnelle : nous renforçons leur capacité à contribuer au Québec, à l'enrichir et à l'ouvrir.

L'accueil des étudiantes et étudiants internationaux est une opportunité stratégique pour le Québec. L'intérêt que de nombreux pays, tels le Canada lui-même, les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Australie, et aussi la Russie et la Chine, portent à recruter et accueillir des étudiants internationaux devrait éclairer le Québec quant à l'intérêt vital pour lui de continuer de manière croissante à faire de même.

Cependant, il ne suffit pas d'additionner les inscriptions ou d'élargir les bassins de recrutement. L'enjeu est plus vaste : il s'agit de bâtir une trajectoire ambitieuse et cohérente, fondée sur l'attractivité, l'intégration et le rayonnement.

À l'heure où les dynamiques mondiales s'accélèrent, la capacité du Québec à faire de cette ouverture un levier de développement, d'innovation et de vitalité sociale sera l'une des clés de sa réussite future.

– Volume10

PERSONNES INTERVIEWÉES

Helen Antoniou
Présidente du conseil d'administration de l'Université Concordia

Philippe Beauregard
Vice-président des communications de l'Université Concordia

Louise Bédard
Directrice adjointe au service d'employabilité de l'Université Laval

Olivier Béguin-Couette
Professeur agrégé de l'Université de Montréal

Jean-Félix Brouillette
Professeur adjoint en économie à HEC Montréal

Philippe-Edwin Bélanger
Directeur du Bureau international de l'INRS – Institut national de la recherche scientifique

Larissa Bezo
Présidente et chef de la direction du BCEI – Bureau canadien de l'éducation internationale

Louis Félix Binette
Directeur général de Main QC

Sylvie Bisou
Directrice – Étudiants internationaux de Québec International

Marie-Anne Blackburn
Responsable du Bureau de l'international de l'UQAC – Université du Québec à Chicoutimi

Christian Blanchette
Recteur de l'UQTR – Université du Québec à Trois-Rivières

Pierre Boivin
Chancelier de l'Université McGill

Hubert Bolduc
Président d'Investissement Québec international

David Brulotte
Délégué général du Québec à New York

Geneviève Cantin-Chartré
Coordonnatrice au service à la communauté étudiante de l'ÉNAP – École nationale d'administration publique

Jean Charest
Ancien premier ministre du Québec – Associé chez TJC

Pierre Chenard
Conseiller spécial de l'Université de Montréal

Richard Chénier
Directeur général de Quebec Tech

Gina Cody
Chancelière de l'Université Concordia

Claude Corbo
Ancien recteur – professeur en sciences politiques à l'UQAM – Université du Québec à Montréal

Sonia Demontigny
Directrice d'UQAT International et du Bureau de l'équité, de la diversité et de l'inclusion, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Effrosyni Diamantoudi
Doyenne aux études supérieures de l'Université Concordia

Ben Marc Diendéré
Ambassadeur du Canada – Observateur permanent auprès de l'Union africaine

Stéphane Drouin
Président-directeur général de Angés Québec

Anna Karina Ehrhardt
Directrice de l'administration et des opérations de District 3

Amélie Emard
Responsable du recrutement étudiant national et international de l'ITHQ

Marjorick Foisy
Directrice générale du Centech

Laurence Fouquette-L'Anglais
Déléguée générale du Québec à Rome

Antoine Fournier
Recruteur chez CANAM

Hélène V. Gagnon
Directrice des ressources humaines et du développement durable chez CAE

Geoffrey Gaquère
Président-directeur général du TNM – Théâtre du Nouveau Monde

Marie-Ève Garand
Conseillère réglementée en immigration pour les étudiants étrangers à l'ITHQ – Institut du tourisme et de l'hôtellerie du Québec

François Gélinau
Vice-recteur aux affaires internationales et au développement durable à l'Université Laval

Sandrine Gérard
Conseillère en emploi – volet international au Service de développement professionnel de l'Université Laval

Lysange Gervais
Conseillère en immigration – réussite des étudiants internationaux à l'Université Bishops's

Philippe Gervais
Vice-Président des communications et relations institutionnelles à l'Université McGill

Amel Gherbi-Rahal
Responsable de la recherche et valorisation des données à UTILE – Unité de travail pour l'implantation de logements étudiants

Antoine Goutier
Directeur du Bureau d'évaluation et d'analyse financières de l'UQAM

Nadia Hardy
Vice-rectrice – Professeure associée de l'Université Concordia

Nancy Hardy
Directrice du service à la communauté étudiante de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue – UQAT

Jean-François Harvey
Directeur pour le Québec au Conseil canadien de l'innovation

Mia Homsy
Vice-présidente – Main-d'œuvre et intelligence économique à Investissement Québec

Pierre-Franck Honorin
Vice-Président à Montréal International

Sarah Kalisa
Directrice des Services aux étudiants internationaux de l'Université McGill

Nous tenons à remercier chaleureusement toutes les personnes qui ont appuyé cette étude.

Foutse Khomh
Professeur titulaire à l'École Polytechnique Montréal

Aurélie Labbe
Professeure titulaire et co-directrice scientifique chez Ivado

Marie-Christine Ladouceur-Girard
Directrice générale de la Maison de l'innovation sociale

Marie-France Lafaille
Directrice adjointe d'USherbrooke International à l'Université de Sherbrooke

Pascale Lafrance
Directrice générale d'USherbrooke International et vice-rectrice associée aux relations internationale de l'Université de Sherbrooke

Daniel Lamarre
Vice-président exécutif du conseil d'administration du Cirque du Soleil

Alexandra Langelier
Vice-présidente exécutive de l'IGOPP – Institut sur la gouvernance

Éric Langlois
Directeur général de l'École nationale du cirque

Alix Laurent
Directeur général de l'École supérieure de ballet du Québec

Pascal Lebel
Directeur général des relations gouvernementales à l'Université Concordia

Michel Leblanc
Président-directeur général de la CCMM – Chambre de commerce du Montréal métropolitain

Mathieu Lefort
Directeur du Service des relations internationales de l'ÉTS – École de technologie supérieure

Marie-Alexandre Lepage-Lemieux
Coordinatrice de l'accueil et de l'intégration des personnes étudiantes de l'international à l'Université Laval

Jean-Félix Levesque
Directeur principal – Relations gouvernementales et institutionnelles à l'Université McGill

Guy Joffroy Lord
Directeur – Cabinet du Recteur à l'UQAM

Yannick Machabee
Agent de recherche et CRIÉÉ à l'INRS – Institut national de la recherche scientifique

Céline Marie
Professionnelle RH – Recruteuse chez Québec international

Pauline Marois
Ancienne première ministre du Québec, Chancelière de l'UQAM – Université du Québec à Montréal

Pierre-Carl Michaud
Professeur titulaire – économiste à HEC Montréal

Annick Morin
Directrice de projets spéciaux à HEC Montréal

Chuma Francis Mugombozi
Chef R&D à l'Institut de recherche d'Hydro-Québec – IREQ

Sylvain Nadeau
Directeur – Recherche et innovation à l'Institut de recherche d'Hydro-Québec – IREQ

Dr. Lucie Opatrny
Présidente-directrice générale du CUSM – Centre universitaire de l'Université McGill

David Ouellet
Secrétaire général et vice-recteur à la vie étudiante de l'UQAR – Université du Québec à Rimouski

Jean-François Ouellet
Directeur des Services à la communauté étudiante de l'UQAR – Université du Québec à Rimouski

Fanny Pagé
Directrice générale de l'École nationale de théâtre du Canada

Caroline Prud'Homme
Cadre conseil au vice-rectorat aux études et à la formation de l'UQTR – Université du Québec à Trois-Rivières

Rémi Quirion
Scientifique en chef du Québec au FRQ – Fond de recherche du Québec

Stephan Reichhold
Directeur général de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes

Yves Rocray
Directeur général de l'École nationale de danse contemporaine

Frantz Saintelley
Chancelier de l'Université de Montréal

Gilles Savard, Professeur titulaire
Département de mathématiques et de génie industriel, Polytechnique Montréal

Charles Séguin
Professeur associé à l'UQAM – Université du Québec à Montréal

Guylaine Simard
Présidente du CA de l'UQAC – Université du Québec à Chicoutimi

Sébastien Tanguay
Directeur général de Camp Québec

Alison Threatt
Conseillère en immigration – réussite des étudiant internationaux, Université Bishops's

Sarah Toulouse
Directrice générale d'Accueil et intégration Bas-Saint-Laurent à Rimouski

Iya Touré
Délégué général du Québec à Dakar

Dr. Stéphane Tremblay
Président-directeur général du CIUSSS de l'Estrie – CHUS

Carl Viel
Président et chef de la direction de Québec international

Karim Zaguib
Président-directeur général de Volt-Age

Fondé en 2015 dans la tradition des grands cabinets de conseil internationaux, Volume10 est un cabinet-boutique en management et en stratégie. Nous accompagnons les entreprises, les institutions publiques et les organisations de la société civile dans la résolution de défis complexes. Notre mission : aborder ces enjeux autrement pour propulser des solutions intelligentes, durables et profondément ancrées dans leur contexte.



Document conçu et réalisé par Volume10
www.volume10.com

Co-direction de projet
Félix-Antoine Joli-Cœur et Leila Dhar

Révision
Marie Mello

Mise en page
Caserne

Dépôt légal, Bibliothèque
et Archives nationales du Québec, 2025



VOLUME

10